



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Janvier 2025 - n°29

- **La présidence impériale de Donald Trump comme unification de la haute bourgeoisie dans la perspective de l'expansion impérialiste américaine (page 3)**
- **L'Orient compliqué et la boussole de l'avant-garde (page 23)**
- **Ibrahim Kaypakkaya et la question kurde (page 45)**
- **Le Kurdistan de la féodalité à la colonisation (PKK, 1978) (page 49)**
- **Le HDP, la visite du Dem Parti à Abdullah Öcalan du 28 décembre 2024 et le confédéralisme démocratique (page 62)**
- **France : une tribune patronat-syndicat de collaboration de classe pour relancer le régime (page 73)**
- **Les contradictions de la crise du régime de la Ve République en France (page 76)**
- **Un capitalisme sans société de consommation ? L'absurdité de la thèse trotskiste de la fin de la croissance des forces productives, à l'exemple de Révolution permanente, de Lutte Ouvrière (page 89)**
- **La chute de natalité en France, une autre expression de la seconde crise générale du capitalisme (page 101)**
- **La décompression psychique, expression symptomatique de la seconde crise générale du capitalisme (page 107)**
- **Les tactiques d'utilisation des drones FPV dans le conflit armé en Ukraine (page 112)**

L'année 2025 commence avec le début de la seconde présidence de Donald Trump aux Etats-Unis. Autant dire que rien qu'avec cela, on a la certitude que les choses vont mal tourner.

La superpuissance impérialiste américaine ne dispose-t-elle pas de l'hégémonie dans le monde ?

Et c'est là le paradoxe dialectique. Parce qu'elle dispose de l'hégémonie, cette superpuissance impérialiste américaine est obligée de prendre l'initiative, de tout chambouler, afin d'inaugurer un nouveau cycle où elle aura de nouveau l'hégémonie.

Car dans l'ombre de l'hégémonie de la période 1989-2020, il y a la superpuissance impérialiste chinoise qui a grandi, pris des forces. Elle cherche la parité stratégique, elle compte bien prendre la place de numéro 1 mondial dans tous les domaines.

On ne va pas échapper au conflit entre une superpuissance qui a peur qu'on prenne sa place et une superpuissance qui a peur de se faire démanteler avant d'être parvenue à suffisamment de forces pour triompher.

La tendance à la guerre est irrépressible. On va à la bataille pour le repartage du monde. En même temps, c'est l'agonie du capitalisme qui cherche une porte de sortie par la guerre impérialiste.

éditorial

Nous vivons ainsi une époque terrible, mais il en va ainsi de la naissance d'une nouvelle société devant dépasser le capitalisme, l'impérialisme et ce à l'échelle mondiale.

Notre rôle est d'être à la hauteur de notre époque !

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

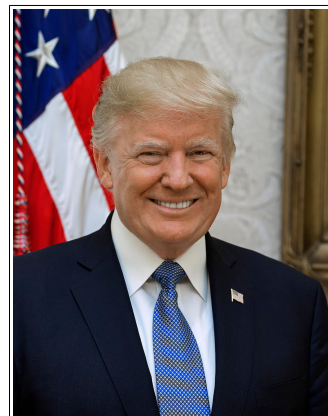
La présidence impériale de Donald Trump comme unification de la haute bourgeoisie dans la perspective de l'expansion impérialiste américaine

- a) Le Panama, le Canada, le Groenland
- b) L'unité de l'oligarchie de la « tech » autour de Donald Trump
- c) L'Agenda 47, l'État profond et la théorie de l'exécutif unitaire
- d) Le capital financier sur le devant de la scène
- e) Donald Trump, c'est l'irruption américaine dans la bataille pour le repartage du monde

Donald Trump prend la présidence de la superpuissance impérialiste américaine en janvier 2025, afin de modifier radicalement les choses. Les États-Unis ne doivent plus rester la superpuissance dominante maintenant son hégémonie : il s'agit désormais de bouleverser l'ordre mondial, afin qu'un nouveau cycle d'hégémonie s'installe, dans un cadre différent.

C'en est fini des initiatives visant à réimpulser le capitalisme américain au moyen des initiatives du type LGBT, et d'ailleurs les hauts responsables de la « tech » initialement sur cette ligne ont capitulé et rejoint Donald Trump. Désormais, il s'agit de cogner, lourdement, afin de briser la superpuissance impérialiste chinoise avant qu'elle ne parvienne pas au même niveau militaire que la superpuissance impérialiste américaine.

Donald Trump, c'est la fin de la passivité américaine ; c'est le repli sur soi pour faire du pays une base forte capable d'une intervention massive. Donald Trump, c'est la guerre impérialiste.



Le Panama, le Canada, le Groenland

Donald Trump, avec ses propos sur le Panama, le Canada et le Groenland, a montré une fois de plus qu'au-delà de l'apparence grotesque qu'il donne, il y a tout un agenda impérialiste qui est distillé.

Ses propos sur le Canada sont, d'ailleurs, le pendant du « mur » mexicain. Dans la perspective visant à ré-impulser le capitalisme américain, le Mexique joue un rôle particulier, servant d'arrière-cour industrielle, en remplacement de la Chine.

Mais la fraction de la bourgeoisie la plus agressive voit cela d'un très mauvais œil, car renforcer le Mexique c'est potentiellement jouer avec le feu de par l'importance toujours plus grande de la population latino-américaine dans la population américaine.

Le Mexique étant également des États-Unis, une entité fédérale, il y a le risque d'une expansion mexicaine dans quelques décennies si les choses tournent mal.

Aussi, Donald Trump est-il contre l'immigration, n'a cessé de faire du « mur » à la frontière mexicaine le symbole de l'affirmation américaine, et fort logiquement il y a l'idée d'intégrer le Canada, dont la population est culturellement largement américanisée.



Fin novembre 2024, le premier ministre canadien Justin Trudeau s'est rendu à Mar-a-Lago, en Floride, pour rencontrer Donald Trump. Quatre jours auparavant, Donald Trump avait annoncé vouloir imposer 25 % de droits de douane à l'encontre du Mexique et du Canada.

Justin Trudeau a lors du repas affirmé que si Donald Trump fait

appliquer ces droits de douane, cela aurait comme conséquence de « complètement » tuer l'économie canadienne. Le Canada est totalement dépendant de son rapport avec la superpuissance impérialiste américaine, en effet, fournissant d'un côté 75% de ses propres exportations (dont quatre millions de barils de pétrole par jour), et de l'autre achetant même plus aux États-Unis que la Chine, le Japon, la France et le Royaume-Uni réunis.

Donald Trump a alors simplement répondu qu'il fallait que « le Canada devienne le 51^e État américain », et qu'être premier ministre au Canada était pour Justin Trudeau « une très bonne fonction, mais qu'il pourrait toujours être gouverneur du 51^e État ».

Ces propos ont été tenus alors qu'à table il y avait du côté canadien le ministre de la Sécurité publique Dominic LeBlanc et la cheffe de cabinet du premier ministre Katie Telford, et du côté américain le gouverneur et futur secrétaire à l'Intérieur Doug Burgum, le futur secrétaire au Commerce Howard Lutnick, le futur conseiller à la Sécurité nationale Mike Waltz.

Le 25 décembre, sur les réseaux sociaux, Donald Trump a repris ce thème, disant que « De nombreux Canadiens veulent que le Canada devienne le 51^e État ». Donald Trump parle également de Justin Trudeau comme d'un « gouverneur » et a dit des Canadiens : « Ils économiseraient massivement sur les impôts et la protection militaire. Je pense que c'est une excellente idée. 51^e État !!! ».

Et encore : « Si le Canada devenait notre 51e État, leurs impôts seraient réduits de plus de 60%, leurs entreprises doubleraient immédiatement de taille et ils seraient protégés militairement comme aucun autre pays au monde. »

C'est de la provocation, mais cela exprime une réelle perspective expansionniste. La superpuissance impérialiste américaine, pour tenir face à la Chine, a besoin de renforcer son propre poids démographique et géographique. L'absorption du Canada est une réelle perspective impérialiste, pas un fantasme.

Donald Trump a également parlé du Panama et du Groenland, et là on est dans une logique « géostratégique ».

Le Panama n'existe pas en tant que tel, c'est un pays fictif inventé par les États-Unis afin de prendre le contrôle du territoire du futur canal du Panama, aux dépens de la Colombie. Le canal a été construit dans la foulée et ouvert en 1914, restant sous contrôle américain direct jusqu'en 1999.



Le 25 décembre 2024, sur les réseaux sociaux, Donald Trump a dénoncé un contrôle chinois qui existerait sur ce canal désormais : « Joyeux Noël à tous, y compris aux merveilleux soldats chinois qui exploitent avec amour, mais illégalement, le canal de Panama ». Il a également parlé des Panaméens comme étant des arnaqueurs « bien au-delà de leurs rêves les plus fous ».

Il avait déjà exprimé la même chose le 21 décembre 2024. Parlant du canal, il a dit que « c'était seulement au Panama de le gérer, pas à la Chine ou à qui que ce soit d'autre ». Il a affirmé que « notre marine et notre commerce sont traités de manière particulièrement injuste » et que « les droits (de passage) que font payer le Panama sont ridicules ». Par conséquent, « cette "arnaque" totale de notre pays cessera immédiatement ».

Donald Trump a revendiqué l'hégémonie américaine : « nous ne le laisserions ni le laisserons JAMAIS tomber entre de mauvaises mains ». Et si le Panama n'était pas en mesure d'obéir aux injonctions de maintenir « le fonctionnement sûr, efficace et fiable », alors « nous exigerons alors que le canal de Panama nous soit restitué, en totalité, et sans discuter ».

On a ici une perspective très agressive, correspondant à la volonté d'affronter la superpuissance impérialiste chinoise qui commence justement à s'implanter en Amérique latine. La Chine est très présente au Pérou, mais également au Panama, où d'ailleurs deux des cinq ports sont contrôlés par des entreprises chinoises.

Par ailleurs, les échanges entre la Chine et l'Amérique latine sont passés de 12 milliards de dollars en 2000 à 415 milliards en 2020. Donald Trump, dont l'objectif est de briser la Chine, sait que la question latino-américaine est un premier pas nécessaire, d'autant plus que la « doctrine Monroe » présuppose que tout le continent américain relève de l'hégémonie complète des États-Unis.

C'est, qui plus est, une réaffirmation de l'hégémonie américaine, à laquelle tout le monde doit se soumettre, volontairement et complètement. Il est évident qu'on est là dans une perspective impérialiste et de tels propos remettant en cause la souveraineté du Panama aurait dû provoquer un scandale mondial. Ce n'est évidemment pas le cas.



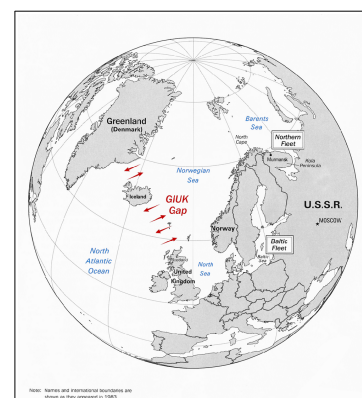
Enfin, on a le Groenland. Donald Trump en a parlé sur les réseaux le 25 décembre 2024 également. « Les habitants du Groenland dont les États-Unis ont besoin pour leur sécurité nationale, veulent que les États-Unis soient présents, et nous le serons ! » a-t-il dit.

Il avait déjà, le 22 décembre 2024, formulé la chose, de la manière suivante : « Pour des raisons de sécurité nationale et de liberté dans le monde, les États-Unis estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ».

Là encore, on est dans l'impérialisme. Les États-Unis avaient déjà tenté en 1867 de s'approprier ce territoire de plus de deux millions de km² (pour 56 000 habitants aujourd'hui), proposant un achat au Danemark, au même moment où l'Alaska était achetée à la Russie. Il y eut une tentative similaire juste après la seconde guerre mondiale.

Ce qui est en jeu, ce sont deux choses. Il y a d'une part l'appropriation d'un immense territoire qui va devenir toujours plus accessible avec le réchauffement climatique. Il y a d'autre part l'axe dit *GIUK* pour Groenland, Iceland, United Kingdom, c'est-à-dire un axe maritime du Groenland à l'Islande et de l'Islande au Royaume-Uni.

Cet axe joue un rôle essentiel pour le maintien d'une ligne de contact (SLOC – Sea Lines Of Communication) entre la superpuissance impérialiste américaine et le Royaume-Uni, tout en bloquant efficacement l'Océan Atlantique à tous les autres pays européens à part la France, l'Espagne et le Portugal.



Comme on le voit, tout ceci est tout à fait calculé. Donald Trump n'a pas abordé par hasard ce thème ; lorsqu'il remet en cause la souveraineté du Panama, du Canada et du Groenland, ses intentions sont claires. On est ici dans l'affirmation impérialiste agressive.

L'unité de l'oligarchie de la « tech » autour de Donald Trump

Christopher A. Wray a été nommé à la tête du FBI depuis 2017, pour un mandat de 10 ans ; il a cependant décidé de démissionner en janvier 2025, sachant que s'étant opposé à Donald Trump, il serait dans le collimateur. C'est un exemple significatif du bouleversement que la seconde élection de Donald Trump à la présidence américaine implique historiquement. Il y a un alignement général qui s'effectue, une véritable restructuration. C'est vrai pour l'administration comme du côté des dirigeants économiques.

Karoline Leavitt, une porte-parole de Donald Trump, a pu en ce sens expliquer après l'élection de Donald Trump que :

« Le président Trump a construit le mouvement politique le plus vaste de l'histoire, porté par les Américains de la classe ouvrière auxquels se joignent des dirigeants de la Silicon Valley et de Wall Street.

Il n'est même pas encore à la Maison Blanche et le président Trump est déjà en train d'unir tous les Américains par le succès. »

La Silicon Valley s'en est effet soumise, comme en témoigne la question de la cérémonie d'investiture à la présidence américaine.

Une telle cérémonie relève d'un comité, composé de six membres, appartenant à la majorité et à la minorité tant de la Chambre des représentants que du Sénat. C'est une manière de légitimer le nouveau président, avec la reconnaissance ouverte de celui-ci par la minorité. Rappelons qu'aux États-Unis d'Amérique, tout est divisé entre Républicains et Démocrates, c'est-à-dire entre bourgeois conservateurs et bourgeois modernistes.

Or, ce comité de la cérémonie d'investiture reçoit des dons. Et ce qu'on a pu constater est très révélateur. Le dirigeant d'OpenAI, Sam Altman, a fait une donation personnelle d'un million de dollars. On parle ici de celui qui a été une figure des Démocrates durant le premier mandat de Donald Trump. Sam Altman a expliqué que :

« le président Trump conduira notre pays dans l'âge de l'intelligence artificielle et je suis impatient de soutenir ses efforts pour garantir que l'Amérique reste en tête ».

Le dirigeant de Meta (soit Facebook et Instagram), Mark Zuckerberg, a donné la même somme. Le dirigeant d'Uber Technologies, Dara Khosrowshah, a fait de même. Le dirigeant d'Amazon, Jeff Bezos, a pareillement donné un million de dollars, et la cérémonie sera diffusée en stream sur Amazon Prime.

Toutes ces donations se sont produites du jour au lendemain, en l'espace d'une semaine. Ce n'est pas tout, certains dirigeants sont allés directement voir Donald Trump à Mar-a-Lago en Floride. C'est le cas du dirigeant de Google Sundar Pichai, accompagné d'un des fondateurs de Google, Sergey Brin. Il y a également le dirigeant d'Apple Tim Cook.

Très symbolique, le dirigeant de Meta Mark Zuckerberg est venu à Mar-a-Lago en novembre. Lors de sa venue a été joué l'hymne américain chanté par des accusés de l'assaut du Capitole par des partisans de Donald Trump du 6 janvier 2021. Le compte Facebook de Donald Trump avait été alors suspendu, et désormais c'est l'acceptation complète de Donald Trump.

Le *New York Times*, un grand organe de presse américain, relevant de la bourgeoisie moderniste des Démocrates, a qualifié cela et toute la soumission des responsables de la « tech » américaine de « grande capitulation » dans un long article de sa version papier du 20 décembre 2024.

Mais quand on parle de « tech », on doit comprendre qu'il s'agit également des médias. ABC News, qui appartient à la Walt Disney Company (farouchement capitaliste moderniste), a fait profil bas sur la question d'une accusation de viol à l'encontre de Donald Trump, acceptant de remettre quinze millions de dollars au futur musée ou à la future bibliothèque du président, ainsi qu'un million de dollars pour payer les frais de procès, à quoi s'ajoute des déclarations d'excuses d'ABC News.



Time Magazine a fait de Donald Trump sa « personnalité de l'année » ; cette revue est possédée par Marc Benioff, le dirigeant de Salesforce (gestion de solutions client, valorisé à 300 milliards de dollars), qui a expliqué que c'était « une époque de grande promesse pour notre nation ». On parle ici d'un fervent partisan des Démocrates, qui a distribué des centaines de millions de dollars de sa propre fortune pour des hôpitaux et la recherche médicale.

On a encore un démocrate avec Marc Andreessen, un super capitaliste du domaine de l'Internet, à l'origine du premier navigateur (Mosaic), ainsi que du navigateur Netscape, avec des investissements divers et variés (eBay, Pinterest, Twitter, Facebook...). C'est désormais un cadre de l'équipe de Donald Trump.

Selon lui :

« C'est le matin en Amérique, donc je suis très heureux (...).

Les gens sortent enfin la tête de la toundra glacée de la culture et se rendent compte qu'il est tout à fait normal de construire des choses, d'embaucher au mérite, de célébrer le succès et d'être fondamentalement fiers du pays et patriotes ».

On retrouve également Mark Pincus, le dirigeant du producteur de jeux vidéos Zynga, lui-même ayant été le premier financeur de Napster, et investi dès le départ dans Facebook, Snapchat, Twitter... Lui aussi a soutenu les démocrates, lui aussi a donné des millions à de multiples œuvres caritatives... Lui aussi a rejoint Donald Trump.

Pareil pour David Marcus, ancien président de PayPal, notamment passé par Facebook, qui a développé un très long argumentaire en ce sens. On y lit notamment :

« Je franchis le Rubicon et je soutiens le Parti républicain et le président Trump.

Beaucoup de gens, y compris une ancienne version de moi-même, se retrouvent prisonniers d'un cadre mental qui devient leur identité et les empêche de faire évoluer radicalement leur pensée avec de nouveaux faits et informations. Je me suis enfin libéré de ce cadre.

Mon parcours a été un virage politique progressif à 180 degrés par rapport à la position que j'avais lors de chaque élection précédente. Ce fut un processus révélateur de désenchantement, de remise à zéro des croyances de toute une vie et de reconstruction à partir de là. »

Suit de nombreux arguments expliquant que Donald Trump est le seul à même de réimpulser le capitalisme, avec une toute une lecture utopique du capitalisme de la « tech ».

On est là dans l'idéalisme, dans un fourre-tout incohérent, mais ce qui compte, c'est de voir qu'il y a une « utopie » capitaliste, une dynamique agressive de développement. Cela correspond à l'impérialisme.

Il faut ici noter que l'ensemble des acteurs des cryptomonnaies se sont également tournés vers Donald Trump. Sont allés à Mar-el-Lago ou bien ont fait ouvertement allégeance des figures de ces milieux financiers comme Brad Garlinghouse qui dirige *Ripple* (avec sa cryptomonnaie *XRP*), Michael Saylor qui est le dirigeant de *MicroStrategy* (qui possède des dizaines de milliards de dollars de Bitcoin), ou bien encore Brian Armstrong, le dirigeant de *Coinbase*, la plus grande plate-forme américaine d'échange de cryptomonnaies.

Donald Trump a, dans ce cadre, nommé David Sacks, un ancien de *PayPal*, comme conseiller sur l'IA et les cryptomonnaies. C'est bien évidemment un proche d'Elon Musk, qui lui a été nommé comme dirigeant du « département de l'efficacité gouvernementale ».

Les travaux de ce « département » se termineront pour le 4 juillet 2026 et ainsi le 250^e anniversaire de la déclaration d'indépendance américaine, ce qui sera selon Donald Trump un « cadeau parfait à l'Amérique ».

Elon Musk, à la tête de *Tesla*, de *Twitter* devenu *X*, ainsi que de *SpaceX*, joue un rôle fondamental dans le dispositif de Donald Trump. En 2020, au sujet de la Bolivie, Elon Musk avait déjà notamment exprimé une telle logique impérialiste, disant « Nous ferons un coup d'État contre qui nous voulons ! Faites avec ».

S'il mérite une longue analyse en tant que tel, il suffit ici de comprendre qu'il relève d'une nouvelle oligarchie née du développement de la « tech ».

On est ici dans le cas de personnes entreprenantes, brillantes et intelligentes, ayant accompagné ce saut technologique, se retrouvant la tête de grandes fortunes et basculant dans la démesure.



Elon Musk est par ailleurs épaulé pour son « département » par Vivek Ramaswamy, un milliardaire venant des biotechnologies dans l'industrie pharmaceutique. Ce « tandem » a publié une tribune dans le *Wall Street Journal*, le 20 novembre 2024. On y lit notamment :

« Le président Trump nous a tous deux chargés de diriger un département de l'efficacité gouvernementale pour réduire la taille de l'Etat, écrivent-ils en préambule.

La bureaucratie enkystée et en croissance constante représente une menace permanente pour notre république, et les politiques l'ont encouragée depuis trop longtemps.

C'est pour cela que nous allons faire différemment. Nous sommes des entrepreneurs, pas des politiques. »

Cette démarche n'est pas liée qu'à la « tech », et on peut conclure avec une initiative incroyablement grotesque. Donald Trump a en effet nommé comme ministre de l'Education Linda McMahon, une milliardaire de 76 ans qui a mis en place le *World Wrestling Entertainment (WWE)*, la principale structure pour le catch ! On parle ici de mises en scène spectaculaire, avec des bons et des méchants, toute une narration divertissante.

On est vraiment dans la prise du pouvoir de la grande bourgeoisie liée au 24 heures sur 24 du capitalisme.

L'Agenda 47, « l'État profond » et la théorie de l'exécutif unitaire

Les intérêts des représentants de la « tech » sont ouvertement affichés dans l'Agenda 47, le programme électoral de Donald Trump. Citons le tout de suite pour voir qu'il n'existe aucune ambiguïté à ce sujet.

« Les républicains ouvriront la voie à la grandeur économique future en étant les chefs de file mondiaux dans les industries émergentes.

Crypto

Les républicains mettront fin à la répression illégale et anti-américaine des crypto-monnaies par les Démocrates et s'opposeront à la création d'une monnaie numérique de banque centrale.

Nous défendrons le droit de miner du Bitcoin et veillerons à ce que chaque Américain ait le droit de disposer de ses actifs numériques et d'effectuer des transactions sans surveillance ni contrôle du gouvernement.

Intelligence artificielle (IA)

Nous abrogerons le dangereux décret exécutif de Joe Biden qui entrave l'innovation en matière d'IA et impose des idées de gauche radicale sur le développement de cette technologie.

À sa place, les républicains soutiennent le développement de l'IA enraciné dans la liberté d'expression et l'épanouissement humain.

Développer la liberté, la prospérité et la sécurité dans l'espace

Sous la direction des Républicains, les États-Unis créeront une industrie manufacturière robuste en orbite proche de la Terre, renverront des astronautes américains sur la Lune, puis sur Mars, et renforceront leurs partenariats avec le secteur spatial commercial en pleine expansion pour révolutionner notre capacité à accéder, à vivre et à développer des actifs dans l'espace. »

Derrière l'Agenda 47, il y a une intense réflexion stratégique de la part de la bourgeoisie la plus agressive. Il avait justement déjà été parlé de la Heritage Foundation, fondée en 1973 et jouant le rôle de « think tank » de Donald Trump au moyen du document « Project 2025 » publié en 2022.

Dans ce document, la Chine est présentée comme l'ennemie stratégique. C'est le même document qui sert d'arrière-plan au programme de Donald Trump, le choix du nom Agenda 47 faisant référence à la 47^e présidence américaine.

Donald Trump a admis ce lien en 2023, mais remis en cause en 2024, afin de ne pas se faire piéger politiquement lors des élections et faire preuve d'une pseudo-indépendance par rapport aux cercles conservateurs.

Cela ne change rien au caractère extrêmement agressif de l'Agenda 47, qui touche à une multitude de domaines et promet des changements très denses.

Voici les 20 points principaux officiellement résumés dans le cadre de l'Agenda 47.

- « 1. Fermer la frontière et arrêter l'invasion des migrants
2. Réaliser la plus grande opération d'expulsion de l'histoire américaine
3. Mettre fin à l'inflation et rendre l'Amérique à nouveau abordable
4. Faire de l'Amérique le premier producteur d'énergie au monde, et de loin !
5. Stopper l'externalisation et transformer les Etats-Unis en une superpuissance industrielle
6. De fortes réductions d'impôts pour les travailleurs et pas d'impôt sur les pourboires !
7. Défendre notre constitution, notre déclaration des droits et nos libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression, la liberté de religion et le droit de détenir et de porter des armes
8. Prévenir la troisième guerre mondiale, rétablir la paix en Europe et au Moyen-Orient et construire un grand bouclier antimissile de type dôme de fer sur l'ensemble de notre pays - tout cela fabriqué en Amérique
9. Mettre fin à la militarisation du gouvernement contre le peuple américain
10. Arrêter l'épidémie de criminalité des migrants, démolir les cartels de la drogue étrangers, écraser la violence des gangs et enfermer les délinquants violents
11. Reconstruire nos villes, y compris Washington DC, en les rendant à nouveau sûres, propres et belles.
12. Renforcer et moderniser notre armée, en la rendant, sans aucun doute, la plus forte et la plus puissante du monde
13. Conserver le dollar américain comme monnaie de réserve mondiale
14. Lutter pour et protéger la sécurité sociale et l'assurance maladie sans coupes budgétaires, y compris sans modifier l'âge de la retraite
15. Annuler l'obligation des véhicules électriques et réduire les réglementations coûteuses et contraignantes
16. Réduire le financement fédéral de toute école qui promeut la théorie critique de la race, l'idéologie radicale du genre et tout autre contenu racial, sexuel ou politique inapproprié sur nos enfants

17. Éloigner les hommes des sports féminins

18. Expulser les radicaux pro-Hamas et rendre nos campus universitaires à nouveau sûrs et patriotiques

19. Sécuriser nos élections, y compris le vote le jour même, l'identification des électeurs, les bulletins de vote papier et la preuve de citoyenneté

20. Unir notre pays en l'amenant à des niveaux de réussite nouveaux et records

Lorsque l'Amérique est unie, confiante et attachée à ses principes, elle ne faillira jamais. Aujourd'hui et ensemble, avec l'amour de notre pays, la foi en notre peuple et la confiance en la grâce de Dieu, nous rendrons à l'Amérique sa grandeur ! »

Ce qu'on note, en filigrane, c'est le caractère utopique proposé à destination des masses, avec comme outil la dénonciation de « l'État profond ». Ce dernier aurait comme but le mondialisme à travers un gouvernement centralisé cherchant à asservir le peuple américain.

C'est un concept paranoïaque petit-bourgeois qui relève de manière typique de la tentative de formuler une troisième voie entre le communisme et le capitalisme. Cela relève en effet de la dénonciation des monopoles, mais sans pour autant remettre en cause le capitalisme.

L'État profond serait un « hold up » des monopoles sur l'État ; il n'y aurait pas besoin de renverser le capitalisme et de détruire l'État, simplement de les remettre sur les bons rails.



Dans les documents et 46 vidéos promouvant l'Agenda 47, on trouve ainsi l'objectif de « démanteler l'État profond et récupérer notre démocratie de la corruption de Washington ». Il s'agit de « détruire l'État profond, assécher le marais et affamer les bellicistes... et chasser les mondialistes de notre gouvernement ».

Il y aura pour cette raison la déclassification et la publication de « tous les documents sur l'espionnage, la censure et la corruption de l'État profond ».

Afin d'asseoir cette « victoire », il y aura l'établissement d'un système d'audit indépendant pour surveiller les agences de renseignement et du déplacement des postes gouvernementaux hors de Washington. Il faut savoir ici que dans cette ville, qui est la capitale fédérale, 92,5 % des votants se sont tournés vers Kamala Harris, et seulement 6,6 % pour Donald Trump !

Et il y aura d'ailleurs dix nouvelles villes, des « villes de la liberté », construites dans des États moins développés. C'est littéralement une transformation majeure de l'appareil d'État que vise Donald Trump.

C'est conceptualisé sous le nom de « théorie de l'exécutif unitaire ». Ce concept date des années 1980 avec le président américain Ronald Reagan, mais dès la mise en place de la constitution américaine, cette position existait.

Le principe est simple et se rapproche de la conception française de la Ve République, avec un président qui est au sommet de la pyramide de l'Exécutif, et possède donc le droit de révoquer ce qui est en dessous de lui, de faire et défaire les politiques menées, de décider de l'esprit général de l'administration.

Donald Trump a résumé les choses ainsi en 2019 : « J'ai un article II, où j'ai le droit de faire ce que je veux en tant que président ». Cela fait référence au deuxième article de la constitution américaine, plus précisément à deux clauses qu'on y trouve.



Dans la première, à la section 1, on lit que « Le pouvoir exécutif sera conféré à un président des États-Unis d'Amérique ». Dans la cinquième de la section 3, il est dit du président qu'« il veillera à ce que les lois soient fidèlement exécutées, et commissionnera tous les fonctionnaires des États-Unis ».

Ce qui est en jeu ici, c'est la nature fédérale des États-Unis. Il y a un grand affrontement entre les tenants du pouvoir au niveau de chaque État et les partisans d'un centre puissant. Le paradoxe est que Donald Trump prône un centre puissant... Tout en affirmant rejeter l'État central.

Cette incohérence apparente n'existe que du point de vue européen. Les États-Unis ne sont, en effet, ni une république comme la France, ni un État fédéral comme l'Allemagne. Il vaut mieux parler d'une unité sur un mode impérial.

Le centre agit comme grand coordinateur général et comme acteur central ayant le plus de poids, mais tout fonctionne cependant de manière séparée. Si on vend par exemple une marchandise d'un État américain à un autre, il faut payer des taxes, différentes selon les États.

La tradition d'un président fort, garant des « libertés » des États fédérés et de la population remonte à l'élaboration de la Constitution en tant que telle en 1787, qui n'a été mise en place que dans un second temps après l'indépendance.

Les Républicains étant d'ailleurs historiquement partisans d'un constant renforcement du fédéralisme et d'un président fort, depuis leur constitution lors de la guerre civile avec la présidence du républicain Abraham Lincoln (1861-1865), où a été écrasée formellement la tendance confédérale avec une centralisation faible, comme le concevait le « Sud ».

La décision d'abolir l'esclavage dans toute la fédération prise par le président Lincoln avait servi d'élément déclencheur à la guerre civile. Au moment de prendre cette décision, les six ministres du gouvernement du président Lincoln se seraient tous prononcés contre ; Lincoln aurait alors dit : « 6 contre et un pour, la décision est donc actée », affirmant ainsi la centralité du pouvoir du président.

Mais la première grande remise en cause du fonctionnement fédéral décentralisé date de la présidence de Richard Nixon, avec toute une culture se développant contre lui et son style. Dans ce cadre, le démocrate Arthur M. Schlesinger Jr publia en 1973 *The Imperial Presidency*, dénonçant ce qu'il considérait devenir une « présidence impériale ».

Si la critique relève du libéralisme propre à la bourgeoisie moderniste, le choix des termes est bien trouvé et n'est d'ailleurs pas de l'auteur de l'ouvrage, datant de plusieurs années auparavant comme concept diffus.

C'est qu'avec Franklin D. Roosevelt et son « New Deal », l'administration présidentielle a pris une place nouvelle, qui n'a cessé de s'agrandir après 1945. Parler du président, c'est parler de la présidence avec une équipe toujours plus nombreuse, et toujours plus influente.



Les attentats du 11 septembre 2001 ont notamment été le point de départ d'un élargissement des prérogatives de l'équipe présidentielle. On peut, si on préfère, considérer que tout est une question de degrés d'intervention de l'équipe présidentielle dans l'administration.

La « théorie de l'exécutif unitaire » exige une intervention forte, comme on le trouve en France avec la Ve République. D'ailleurs, de par la nature du régime américain, le Congrès a fourni 136 pouvoirs remis en urgence au président, dont 13 sans l'aval du congrès, en cas d'état d'urgence.

L'article 16 de la constitution de la Ve République va dans le même sens en France, attribuant des « pouvoirs exceptionnels » au président pendant 30 jours, avant une étude de la situation par le Conseil constitutionnel.

Mais en France, il n'y a pas de dimension fédérale, on reste dans une démarche bonapartiste. Pour les États-Unis, il vaut mieux donc parler de consulat, ou d'empire d'esprit jacobin. La présidence de Donald Trump aura un sens « impérial », pas un sens centralisateur – républicain ; on peut parler de sens « girondin » pour rester dans un lexique politique français.

C'est là le point fort mais aussi le point faible des États-Unis ; inévitablement, leur défaite en tant que superpuissance impérialiste hégémonique produira l'implosion rapide de « l'Union ».

On pourrait, on devrait pratiquement dire que l'existence des États-Unis aura été une anomalie ; la révolution mondiale de 1917 aurait dû triompher, et elle l'aurait fait si les États-Unis n'existaient pas à l'écart, avec un pays colonisé établissant un capitalisme clair et net, sans arrière-plan féodal.

Et si l'existence en tant que fédération « impériale » était très efficace quand il s'agissait de rester sur le mode défensif, pour préserver l'hégémonie, lorsqu'il s'agit de passer à l'offensive, là ce sont les faiblesses qui ressortent, comme le prouve le fait qu'il faut quelqu'un comme Donald Trump pour procéder à la mise en place d'une « présidence impériale ».

Le capital financier sur le devant de la scène

Jamie Dimon, le dirigeant de JPMorgan Chase (la plus grande banque américaine) a conseillé et soutenu Donald Trump avant son élection, ce que la banque a démenti initialement, par prudence en ce qui concerne son image.

Cependant, après l'élection, c'était ouvertement la joie du côté des banques, qui ont vu en une journée leur valeur augmentée d'entre 8 % et 13 % à la bourse, que ce soit Citi, Bank of America, JPMorgan, Wells Fargo ou Goldman Sachs.



Les sociétés de crédit ont pareillement pris entre 7 % et 20 % ; on parle de Capital One, de Discover Financial, d'American Express.

David Solomon, président de Goldman Sachs, a envoyé un message dans la foulée à ses employés : « il est clair que la nouvelle administration va apporter des changements politiques potentiellement importants pour notre activité et nos clients ».

C'est que Donald Trump prône la dérégulation, dans un contexte où les banques américaines disposent d'un capital toujours plus grand. Leurs actions ont d'ailleurs plus que triplé depuis 2010 – alors que dans le même temps celles des banques ont reculé de 10 % en Europe.

Les rendements des capitaux propres des banques sont également de 10 % aux États-Unis, contre 5 % en Europe. La différence de qualité et de quantité est énorme entre le capital financier américain et celui européen. Ce n'est pas tout : la dérégulation touchera également les fusions et acquisitions d'entreprises, qui vont se renforcer aux États-Unis. Et Donald Trump compte faire passer l'impôt des entreprises de 21 % à 15 %.

Cela signifie que le capital financier a les mains libres. Il va pouvoir agir comme bon lui semble et les entreprises vont développer leurs activités, se tournant par conséquent vers le capital financier pour trouver des investissements.

Cela montre que Donald Trump est l'agent du capital financier avant tout, même s'il prétend vouloir réindustrialiser les États-Unis. C'est d'autant plus inévitable que la superpuissance impérialiste américaine est terriblement endettée, à hauteur de 34 600 milliards de dollars (soit 31 800 milliards d'euros).



Le seul moyen d'empêcher l'effondrement en raison de cette dette est que le dollar reste la monnaie capitaliste mondiale par excellence, que tout le système bancaire continue d'être soumis aux États-Unis.

L'aspect principal reste donc le capital financier, cela ne peut pas être le capital industriel, et ici les cryptomonnaies sont littéralement une superstructure du capitalisme américain dans sa tentative de maintenir son hégémonie.

On peut dire la même chose de l'intelligence artificielle, bien qu'ici elle puisse apporter de nombreuses choses utiles. Mais dans son existence même, c'est un outil de domination américaine avant tout, et le style qui va avec l'emploi de l'intelligence artificielle est idéologique avant tout – ce qui se laisse aisément constater quand on a encore un esprit critique et qu'on voit le caractère lisse, uniforme, plat de ce que fournit l'intelligence artificielle.

Donald Trump, c'est l'irruption américaine dans la bataille pour le repartage du monde

Donald Trump prétend représenter un rempart face à la guerre mondiale – c'est vrai mais du point de vue américain, et cela implique justement la guerre mondiale, car la paix visée, c'est la paix pour la superpuissance impérialiste américaine seulement.

La « présidence impériale » de Donald Trump représente la tentative offensive de forcer le cours des choses afin d'établir une situation nouvelle où l'hégémonie américaine se perpétue pour plusieurs dizaines d'années encore.

Donald Trump président américain en janvier 2025, c'est un saut qualitatif dans la bataille pour le repartage du monde, puisque la superpuissance dominante assume de s'y lancer.

Il faut se souvenir ici de la définition scientifique du fascisme ; elle a été formulée par Georgi Dimitrov dans le cadre de l'Internationale Communiste, dans les années 1930.

« Le fascisme est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. »

On n'est pas dans la dictature terroriste ouverte, pour cela il faudrait en quelque sorte que les États-Unis deviennent un État impérial justement de type jacobin.

C'est qu'il n'y en a pas le besoin historique en terme de répression de la lutte de classe, mais il est évident que les éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier prennent les commandes de la superpuissance impérialiste américaine.

Il ne s'agit plus pour elle de maintenir ses positions – elle prend l'initiative, elle entend chambouler l'ordre mondial pour ouvrir tout un nouveau cycle d'hégémonie.

C'est le monde entier qui va voir sa situation ébranlée par cette irruption de la superpuissance impérialiste américaine dans la bataille pour le repartage du monde, issue de l'ouverture en 2020 de la seconde crise générale du capitalisme. ■

David Marcus faveur de Donald Trump et Elon Musk en faveur de l'AfD

David Marcus, ancien président de PayPal, notamment passé par Facebook, a posté un long message pour justifier son soutien à Donald Trump. Le document date d'avant les élections.

Donald Trump est présenté comme quelqu'un capable de faire sauter les obstacles à un capitalisme qui a besoin d'un « saut » dans le domaine de la « tech », et il est bien souligné qu'il est un facteur de « paix ».

« Je franchis le Rubicon et je soutiens le Parti républicain et le président Trump.

Beaucoup de gens, y compris une ancienne version de moi-même, se retrouvent prisonniers d'un cadre mental qui devient leur identité et les empêche de faire évoluer radicalement leur pensée avec de nouveaux faits et informations. Je me suis enfin libéré de ce cadre.

Mon parcours a été un virage politique progressif à 180 degrés par rapport à la position que j'avais lors de chaque élection précédente. Ce fut un processus révélateur de désenchantement, de remise à zéro des croyances de toute une vie et de reconstruction à partir de là.

En 2017, un bon ami m'a demandé de présenter au DNC l'idée de lever 100 millions de dollars auprès des fondateurs et dirigeants de la Silicon Valley. L'objectif était d'utiliser ces fonds et ce savoir-faire pour construire une plateforme CRM et technologique afin d'éviter une répétition de la campagne inadéquate et obsolète d'Hillary Clinton en 2016. Nous avons rencontré les dirigeants du DNC, qui nous ont dit que nous pouvions lever cet argent, mais qu'il devrait être versé au fonds général ; un pourcentage à un chiffre serait alors alloué à la technologie. Après l'un de leurs échecs les plus choquants, ils n'ont pas voulu d'aide.

La série de prises de conscience suivante a commencé en 2019 alors que j'étais chez Meta, juste après que nous ayons annoncé le livre blanc de Libra. J'ai témoigné devant le Sénat et la Chambre et j'ai ensuite passé beaucoup de temps à Washington, DC, à discuter avec des législateurs, des membres du cabinet, des régulateurs et deux administrations de la Maison Blanche.

À l'époque, je croyais encore à l'idée dominante selon laquelle les démocrates étaient au service du peuple. Cependant, j'ai été choqué d'apprendre que, pour la plupart, les républicains se souciaient plus profondément de leurs électeurs, tandis que les démocrates, d'après mon expérience, se souciaient davantage du pouvoir et du contrôle du gouvernement.

C'est mon observation dans l'ensemble, avec de nombreuses histoires pour l'étayer. J'ai également constaté que davantage de républicains voulaient comprendre les objectifs de notre projet et prenaient le temps de se renseigner sur les risques liés à la censure des paiements et au contrôle du réseau. Je me suis retrouvé remarquablement en phase avec eux.

Puis la COVID est arrivée, révélant davantage. Bien que je ne souscrive pas aux théories de conspiration les plus malveillantes sur les vaccins, je suis offensé par la machine de censure mise en place pour cacher l'origine du virus au laboratoire de Wuhan financé par le NIH et à toutes les voix dissidentes sur les vaccinations et les confinements.

À cette époque, j'ai pleinement compris pourquoi les républicains accordent de l'importance à la liberté d'expression et à la prévention de la censure.

Cette tendance à transformer et à fabriquer une réalité parallèle pour servir l'agenda démocrate, solidifiée par la complicité des médias grand public, a fait mouche avec l'histoire de l'ordinateur portable de Hunter Biden, la diffamation coordonnée du président Trump et de ses partisans, et le déclin cognitif du président Biden – privant les électeurs d'une voix dans une primaire digne de ce nom.

Ces exemples ont montré l'orgueil des dirigeants démocrates actuels. Vous devez penser que le peuple américain est fou pour croire à la tournure qu'ils donnent à ces questions. Je méprise viscéralement cette idéologie de l'élite contre la population générale.

Cette version du Parti démocrate met à l'écart les modérés et les centristes et a adopté une idéologie de plus en plus à gauche. Cette dérive vers la gauche a dicté des politiques dont je me suis retrouvé éloigné.

Sur le plan intérieur, on a assisté à un abandon total du système de valeurs américain de base, celui de la méritocratie, à un programme DEI extrême et militarisé, à une porte ouverte à l'immigration illégale massive et à un discours autrefois marginal, aujourd'hui dominant au sein du parti, de dénigrement du succès.

Ce changement nous fait également prendre du retard en raison d'un climat réglementaire anti-innovation, notamment sur les crypto-monnaies et bientôt sur l'IA – deux avancées technologiques non linéaires qui détermineront probablement les pays leaders de demain.

En politique étrangère, l'administration exacerbe les tensions avec la Russie en s'appuyant sur un discours agressif d'expansion de l'OTAN centré sur l'Ukraine et sur la prolongation d'une guerre perdue d'avance.

Cela coûte des centaines de milliards de dollars aux contribuables américains, des centaines de milliers de vies au monde, épuise l'arsenal militaire américain et nous place en danger d'une troisième guerre mondiale.

En ce qui concerne l'Iran, cette administration poursuit un plan malavisé de l'ère Obama visant à rapprocher l'Iran de l'Occident en débloquant les sanctions de l'ère Trump, donnant ainsi au régime des Mollahs la possibilité de financer le terrorisme et de poursuivre son programme anti-américain, anti-israélien et anti-juif. Le retrait d'Afghanistan a également été géré de manière désastreuse.

Nous laissons la porte ouverte à la Chine pour envahir Taïwan en apparaissant comme faible. Le plus important pour moi, en ce qui concerne Israël, c'est que l'administration permet à l'Iran de financer le Hamas et le Hezbollah, ce qui freine Israël dans sa lutte contre ses ennemis, prolongeant ainsi un autre conflit qui coûte plus de vies humaines des deux côtés et permet à des niveaux d'antisémitisme sans précédent de s'accroître aux États-Unis.

Je crois que nous avons besoin d'un président qui soit sans équivoque pour l'Amérique, la Constitution, les entreprises, le Bitcoin/les crypto-monnaies, l'innovation, Israël, un gouvernement restreint, l'immigration légale, la liberté d'expression, la méritocratie et le bon sens – et contre la prolifération réglementaire, l'immigration illégale, les guerres injustes, le régime actuel de l'Iran et les groupes nationaux qui s'opposent aux valeurs américaines. Ces questions sont au cœur du programme du président Trump.

Naturellement, je suis en désaccord avec le président Trump et le GOP sur certaines questions, en particulier les droits reproductifs des femmes. Bien que j'ai appris que des opinions extrêmes existent dans les deux partis, je crois fermement que les femmes devraient avoir le droit inaliénable de prendre leurs propres décisions sur ce sujet polarisant. Le président Trump a confirmé qu'il était contre l'interdiction nationale de l'avortement et a soutenu la décision de la Cour suprême de maintenir l'accès à la mifépristone [le RU 486], ce qui est rassurant et un signe que le parti se rapproche du centre.

Il est impossible de terminer ce billet sans évoquer la récente tentative d'assassinat du président Trump. Le courage et la détermination dont il a fait preuve quelques secondes après avoir été touché par une balle ont impressionné ses partisans comme ses détracteurs. C'était un homme, bien qu'imparfait, qui, à ce moment-là, incarnait l'esprit américain de la manière la plus vivante, en commençant à rassembler une nation divisée.

Certains prétendent que la réélection du président Trump mettrait notre démocratie à genoux. Cependant, l'alternative – avoir des individus non élus avec autant de pouvoir et sans responsabilité à la tête de notre gouvernement, couplés à quatre années supplémentaires de mauvaises politiques au pays et à l'étranger – pourrait présenter une menace plus importante. Rien de tout cela ne changera probablement sous une administration Harris et pourrait potentiellement empirer. En ce moment crucial, confronté aux choix qui s'offrent à nous, je soutiens et soutiens un retour à une administration républicaine en 2025. »

Elon Musk est l'exemple même de réussite dans la « tech », devenant en 2021, à 49 ans, l'homme le plus riche du monde, avec 251,3 milliards de dollars. Ses entreprises sont bien connues : Tesla, SpaceX, Twitter devenu X, lui-même ayant joué un rôle essentiel dans PayPal.

Le 28 décembre 2024, il a provoqué un immense scandale en Allemagne, avec la publication dans le journal « Die Welt » du week-end d'une petite tribune où il appelle à soutenir l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), le mouvement d'extrême-droite né en 2013.

Ce mouvement a une double nature. Il a été fondé en effet par des conservateurs libéraux plutôt nationalistes et relevant des couches intellectuelles : hauts fonctionnaires, professeurs d'université dans le domaine de l'économie, essayistes. L'affirmation faite est que l'Allemagne avait tout gagné avec la CEE, mais le passage à l'Union européenne l'aurait profondément affaibli.

Pourtant, le mouvement a rapidement eu un engouement populaire, avec une expression populiste, focalisée sur le rejet des politiques d'État dans le domaine de l'immigration, de la politique économique, etc. Cela concerne par contre uniquement l'Allemagne de l'Est, la partie ayant formé la République Démocratique Allemande.

L'AfD est donc une sorte de conglomérat de différents activistes, allant des conservateurs « nationaux » à des militants clairement liés à l'extrême-droite néo-nazie, en passant par les climato-sceptiques, les tenants de la « démocratie directe », etc.

Pour résumer, on peut dire que l'AfD, c'est en quelque sorte le mouvement français des Gilets jaunes qui aurait réussi. Rappelons que ce mouvement a été porté par des commerçants et artisans bien installés, puis récupérés dans un sens populiste par une population à la périphérie, avec comme principal thème le coût de la vie, notamment de l'essence.

On est dans la même perspective « nostalgique » avec l'AfD. Pourquoi cependant Elon Musk a-t-il décidé de soutenir l'AfD ? Cela peut sembler paradoxal, car l'ensemble des partis politiques parlementaires en Allemagne est alignée sur la superpuissance impérialiste américaine, à part justement l'AfD et le mouvement de Sarah Wagenknecht (qui lui relève d'une tentative de retour aux positions historiques des socialistes des années 1970).

L'AfD rejette ainsi le rejet de la Russie, consciente que le gaz et le pétrole à bas prix jouaient un grand rôle pour l'Allemagne des années 2010.

Il faut cependant se rappeler que dans les années 1930 en France, l'extrême-droite soutenait les nazis allemands, alors que ceux-ci ne cachaient pas qu'ils comptaient aller à la guerre avec la France pour la vassaliser ! Il ne faut pas attendre une cohérence interne dans les conceptions impérialistes, bien au contraire même.

Ce qui amène Elon Musk à soutenir l'AfD, c'est que l'idéologie mise en avant tend à devenir parallèle à celle de Donald Trump : on est dans la droite conservatrice voulant provoquer un choc libéral, exigeant que la modernisation ne soit plus seulement culturel en mode LGBT, mais réellement structurelle, avec les nouvelles technologies, les nouvelles alliances, etc.

On a affaire au camp le plus agressif du capitalisme, celui qui veut tout chambouler pour aller à la bataille pour le repartage du monde. Et cette bataille ne saurait être menée par des bobos aux commandes.

On notera qu'Elon Musk souligne bien que le conservatisme à la Donald Trump n'a rien en soi contre les LGBT, simplement qu'il ne veut pas que leur idéologie soit hégémonique.

Il souligne ainsi avec calcul que la dirigeante de l'AfD est lesbienne et vit avec une femme d'origine srilankaise (et ses deux enfants).

« L'Allemagne se trouve à un tournant critique : son avenir est au bord de l'effondrement économique et culturel.

En tant que personne ayant réalisé des investissements importants dans le paysage industriel et technologique allemand, je pense avoir le droit de parler ouvertement de mon orientation politique. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) est la dernière étincelle d'espoir pour ce pays.

Voici les raisons.

Relance économique (...). Son approche visant à réduire la surréglementation gouvernementale, à réduire les impôts et à déréglementer le marché reflète les principes qui ont fait le succès de Tesla et de SpaceX (...).

Immigration et identité nationale (...). Il ne s'agit pas de xénophobie, mais de veiller à ce que l'Allemagne ne perde pas son identité dans la poursuite de la mondialisation. Une nation doit préserver ses valeurs fondamentales et son héritage culturel pour rester forte et unie.

Energie et indépendance (...). L'AfD adopte une approche pragmatique sur la question énergétique et prône une approche équilibrée (...).

Réalisme politique (...). La représentation de l'AfD comme un parti d'extrême droite est clairement fautive si l'on considère qu'Alice Weidel, la présidente du parti, a un partenaire homosexuel originaire du Sri Lanka ! Cela vous fait-il penser à Hitler ? Je vous en prie !

Innovation et avenir (...). Elle plaide en faveur de réformes éducatives qui encouragent la pensée critique plutôt que l'endoctrinement et soutient les industries technologiques qui représentent l'avenir du leadership économique mondial (...).

L'Allemagne a besoin d'un parti qui n'a pas peur de remettre en question le statu quo et qui ne reste pas coincé dans les politiques du passé. »

Ce n'est pas tant un programme qu'on a ici, qu'un état d'esprit. Le capitalisme le plus agressif passe à l'offensive ; être conservateur c'est vouloir tout chambouler pour réinstaurer l'ordre à défendre.

C'est vouloir tout changer pour que rien ne change, et cela doit se faire aux dépens des autres – c'est la bataille pour le repartage du monde. ■



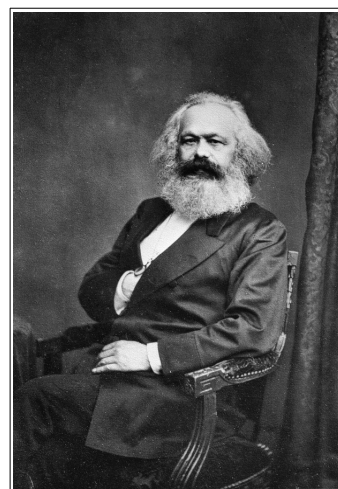
L'Orient compliqué et la boussole de l'avant-garde

La Gauche en France ne s'est pas encore confrontée à la pensée bourgeoise. Comme cette dernière a joué un tel rôle historique pour le développement de la Culture, les marxistes français se sont laissés avaler par l'élan de la bourgeoisie.

La Gauche française en quelque sorte n'a jamais vaincu ni Napoléon III (1852-1870) sur les plans politique et institutionnel, ni Claude-Henri de Rouvroy de Saint-Simon (1760-1825) et Auguste Comte (1798-1857) sur le plan idéologique et philosophique.

Cela mériterait en soi un développement plus précis bien sûr, et il viendra, car c'est là la tâche du vaste site Matérialisme Dialectique que de contribuer de manière centrale à la formation d'une pensée-guide révolutionnaire en France.

Mais partons ici du principe suivant : la Gauche en France n'est largement, et étonnement, pas sortie du XIXe siècle, elle est restée en quelque sorte comme un conservatisme décalé du progressisme bourgeois républicain, avec une certaine variété qui lui tient lieu de débat et permet de pasticher un dynamisme formel.



Ce constat est étonnant quand on songe à toute l'expérience des années 1930 et du Front Populaire, de la Résistance ou encore des années 1970. La Gauche en France n'a pas manqué d'occasions d'instituer une ligne de rupture culturelle, se confrontant nettement à la bourgeoisie, mais elle a manqué, jusque-là, ses rendez-vous révolutionnaires avec l'Histoire.

L'échec le plus cuisant en a été l'entrée dans la Grande Guerre impérialiste de 1914, et malgré le fait que la bourgeoisie française s'est aussi effondrée dans cette tragédie, celle-ci a néanmoins pu continuer à ramper, survivre à la mort de la France républicaine en 1940, et trouver à maintenir un élan et même un certain panache en se mettant à la botte des États-Unis, tout en parvenant à prétendre à une certaine particularité avec le Gaullisme, aussi longtemps que ses bases impérialistes et industrielles le permettaient relativement.

Mais la Gauche en France au lieu de sauter à la gorge de la bourgeoisie et de son État, n'a fait que s'y amarrer, pensant pouvoir l'investir et changer la vie par la conquête de la structure étatique et administrative de l'État bourgeois, même moribond, même décadent.

Ce faisant, elle n'a fait que servir cet État et permettre à la bourgeoisie de le fétichiser comme un recours dépolitisé, tout en donnant un certain contenu, une apparence d'enjeu, aux élections nationales : tout pourrait changer si la Gauche gagne telle ou telle élection, car alors, l'État et l'administration seraient au service du Peuple.

Cette impasse politique n'est que le reflet d'une dimension plus grave du problème : l'absence de combat culturel. La Gauche en France ne porte pas la Culture, elle ne porte en fait rien d'autre que l'idée que la culture, c'est ce que la bourgeoisie pense et qu'il faut populariser ou massifier.

La Gauche française pense sans doute différemment que la Droite, mais sa vision du monde est bourgeoise, bourgeoise de gauche peut-être, mais bourgeoise avant tout. La Gauche en France n'a ni vraiment de ligne idéologique de rupture, ni de subjectivité révolutionnaire.



Ce panorama devait être posé en préalable pour comprendre ce que dit et pense la Gauche en France lorsqu'elle parle des pays et de la situation du Proche-Orient. Il faut clarifier aussi un point important : le Proche-Orient désigne les pays issus du démembrement de l'Empire ottoman après 1918 (Turquie, Syrie, Liban, Iraq, Koweït, Palestine-Israël, Jordanie, Égypte, Libye).

La distinction est importante par extension comparative avec la notion de Moyen-Orient, qui ajoute à ces pays ceux de la péninsule arabique (l'Arabie saoudite, le Yémen, l'Oman, les Émirats arabes unis, le Qatar et le Bahreïn), l'Iran et les pays du Sud-Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie).

La notion d'Orient en France

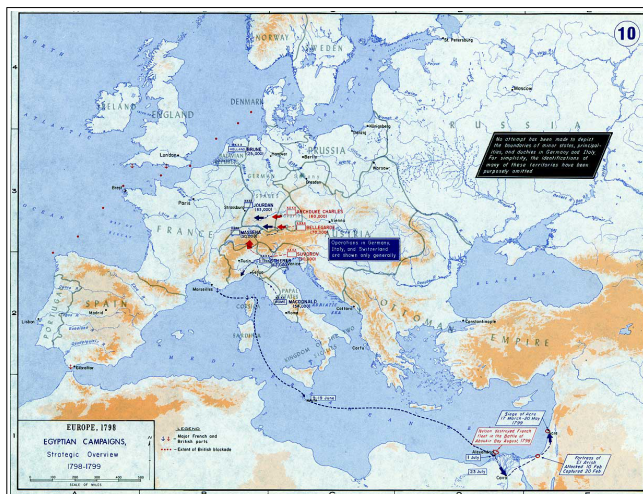
La Gauche en France, tout comme d'ailleurs la bourgeoisie française, ne connaît pas de la même façon les pays du Proche-Orient et ceux que l'on ajoute pour parler du Moyen-Orient.

Cela s'explique en grande partie par l'héritage historique de la France féodale et monarchique, depuis les Croisades, expression quasiment typique de l'idéologie religieuse de la chrétienté à travers notamment la chevalerie, jusqu'aux Capitulations ottomanes, c'est-à-dire une série de traités installant la France comme « protectrice » des chrétiens catholiques ottomans, mais même au bout du compte, de tous les « chrétiens d'Orient » sur le principe.

Le Proche-Orient est donc un horizon familier de l'idéologie nationale française lorsqu'elle se forme avec la monarchie absolue, et la France bourgeoise qui se forme après la révolution de 1789 reprend ces bases pour y développer son expansion, puis son propre impérialisme.

L'événement marquant de ce renouvellement bourgeois de l'expansion de la France au Proche-Orient, c'est l'expédition de Napoléon Bonaparte en Égypte et au Levant en 1798.

À partir de là, il va se constituer toute une école orientaliste en France, prolongeant les érudits des Lumières et les premiers philologues formés dans la monarchie absolue des XVIIe-XVIIIe siècles, avec ses instituts, ses musées et ses réseaux savants, imprégnant notamment l'armée et les bureaux du ministère des Affaires Étrangères.



Toute une production idéologique va sortir de là, que l'on peut appeler un « orientalisme bourgeois », fasciné notamment par la personnalité historique des Arabes et par l'Islam, l'une et l'autre chose étant liées, à un degré ou un autre, aux yeux des savants bourgeois orientalistes.

En fait, les savants bourgeois du XIXe siècle ne parlent ni vraiment des Arabes, ni vraiment de l'Islam, mais des Arabes et de l'Islam tel qu'ils se les représentent selon une abstraction dérivée de l'Occident et plus précisément du rapport de la bourgeoisie occidentale au féodalisme. L'Orient dans la culture bourgeoise française est donc une abstraction d'abstraction.

Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas un Orient relativement distinct de l'Occident sur le plan historique, mais que la bourgeoisie, ne saisissant pas jusqu'au bout le féodalisme, ne peut pleinement comprendre ni l'Occident, ni l'Orient.

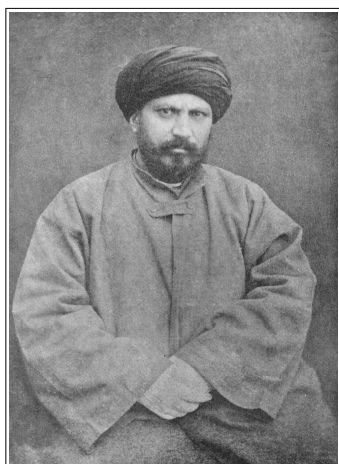
Cela donne des résultats allant dans tous les sens, car rien n'est systématisé, et tout baigne dans un romantisme complet, projetant sur le Proche-Orient aussi bien la modernité bourgeoise que son idéalisme pseudo-historique, imaginant volontiers l'Orient comme un conservatoire d'une « sagesse » ancestrale et traditionnelle, en fait du féodalisme en mode purement abstrait, au moment où la bourgeoisie entend écraser aussi loin qu'elle le peut celui-ci en France notamment.

On a ainsi des figures comme l'Émir algérien Abdelkader (1808-1883), auteur d'une *Lettre aux Français*, qui est un manifeste en faveur de la politique « arabe » de la France au Proche-Orient, des réalisations emblématiques comme le Canal de Suez (1869), ou encore la politique menée par le maréchal Lyautey au Maroc (1912-1925).

Mais aussi dans un registre complètement mystique, avec des gens comme René Guénon (1886-1951) qui voyait dans l'Islam la somme de toutes les traditions et sagesse, au sens idéologique du féodalisme, ou Louis Massignon (1883-1962), adepte et promoteur d'un islamo-catholicisme, qui est allé jusqu'à la fondation d'un sanctuaire et d'un pèlerinage islamo-chrétien en Bretagne, sur la lande du Trégor (département des Côtes d'Armor).

Toutes ces figures et cet orientalisme pro-islam ont d'ailleurs fini par être synthétisés à la française dans une institution intellectuelle d'un niveau culturel relativement remarquable : la Fondation pour l'Islam de France.

Mais comme la bourgeoisie ne peut aller jusqu'au bout dans son dépassement du féodalisme, à la fascination bourgeoise pour l'Islam répond symétriquement une islamophobie de principe, considérant que l'Islam est au contraire le frein féodal au progrès des pays du Proche-Orient et qu'il faut donc tout faire pour écraser la religion islamique pour élever, de préférence par la colonisation ou la direction des pays occidentaux, mais idéalement de la France, les populations orientales.



L'épisode le plus marquant de cette ligne est la querelle ayant opposé à la Sorbonne en 1883 Ernest Renan (1823-1892), grand idéologue du nationalisme républicain français, à Djemâl ad-Dîn al-Afghâni (1838-1892), un des fondateurs de l'idéologie pan-islamiste, base des islamistes de notre époque.

Il faut avoir en tête ces éléments pour comprendre les erreurs de positionnement et de ligne de la Gauche en France.

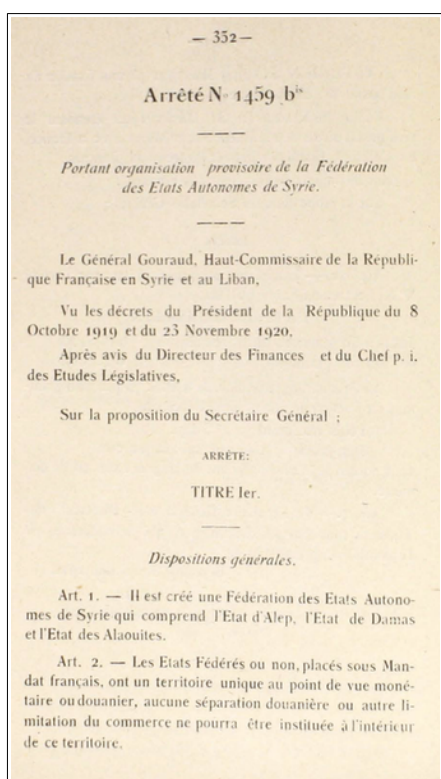
La Gauche en France et l'Orient

Venons en donc maintenant à l'actualité : on peut parler ici de la question de la Palestine, de la Syrie, et dans une moindre mesure, selon les analyses de la Gauche en France, de la Turquie. Sur ces points, la Gauche en France tient trois types de positions, qui semblent différentes, voire opposées en apparence, mais qui sont toutes des reflets de l'idéologie bourgeoise française, et de ses variétés, concernant l'Orient en général, et la question de l'Islam en particulier.

1° D'abord, on trouve des positions qui demandent à la France de « faire quelque chose », de « tenir son rang ». En fait, cette position peut se marier avec d'autres, et elle part du principe que l'État français est une chose neutre, tout dépendant qui le pilote.

Même des gens tenant un discours « décolonialiste » ou identitaire-indigène, dont nous parlerons, en appellent finalement à l'État français, en dénonçant son inaction, ses « mauvais choix », ou bien son « deux poids deux mesures », notamment lorsqu'il est question de la Palestine. On demande aussi à l'État ou ses administrations d'organiser le boycott d'institutions israéliennes, parfois aussi, mais plus rarement, turques ou azerbaïdjanaises.

Dans tous les cas, ce serait l'État (bourgeois) la clef ; lutter pour une cause en Orient, sinon une cause révolutionnaire, en tout cas au moins démocratique, ce serait à l'État bourgeois en France de le faire, c'est à lui et à ses institutions qu'il faudrait s'adresser ou sur lesquels il faudrait s'appuyer.



Pour les plus bourgeois, il s'agirait simplement de reprendre la politique internationale de la France sur ces questions : demander la reconnaissance d'un État palestinien selon les frontières de 1967 par exemple, ou bien faire appliquer les principes reconnus par la Charte des Droits du Conseil de l'Europe (concernant la Turquie) ou par celle de l'ONU.

En conséquence, ce serait les autres États, comme les États-Unis d'Amérique, qui n'auraient rien compris et il serait souhaitable aux Orientaux en général, mais notamment aux Arabes et aux Chrétiens d'Orient, que la France retrouve son influence au Proche-Orient.

En fait, il ne s'agit là que de prolonger la vision politique de la France du XIXe siècle sur l'Orient, qui s'est notamment traduite par les mandats de la SDN sur la Syrie et le Liban pour la France, sur la Palestine, la Jordanie et l'Iraq pour le Royaume-Uni entre 1920 et 1945.

Dans cette vision, les États-nations orientaux doivent être segmentés selon les anciens *mille*ts ottomans, c'est-à-dire selon les communautés religieuses, qu'il faut même encore étendre : ainsi le Liban est divisé en 18 communautés depuis le « Pacte national » de 1926 établi par la France, qui a de même organisé la Syrie en distinguant Alaouites, Druzes, arabes sunnites d'Alep (avec une large minorité chrétienne et un important peuplement kurde) et arabes sunnites de Damas.

De la même manière, le Royaume-Uni a segmenté la Palestine entre Arabes et Juifs, et a tenté d'imposer une minorité arabe sunnite au pouvoir en Irak, soulevant la révolte aussi bien des Kurdes que des Arabes chi'ites, qui sont parvenus à se dégager dès 1922 des Britanniques.

En Orient, la France bourgeoise ne prône historiquement pas la laïcité de l'État, mais la reconnaissance multiconfessionnelle et la liberté de culte. Sa solution pour la question palestinienne, c'est donc à la fois de prôner la liberté religieuse, notamment concernant Jérusalem, et de s'assurer de la partition nationale des Juifs et des Arabes de manière aussi nette que possible, même si cela se révèle de fait impossible.

Pour la Syrie et le Liban, on a exactement la même logique, qui ne voit ces pays que comme des « mosaïques » confessionnelles à conserver coûte que coûte, voire à figer, notamment concernant les minorités non arabes sunnites.

2° On a la fascination pour une minorité apparaissant comme démocratique et en quelque sorte avant-gardiste. Cela a pu être les Juifs du sionisme des Kibboutz en Israël, notamment dans les années 1940-1950, où des militants libertaires, comme par exemple l'américain Noam Chomsky (né en 1928), a voulu y voir un temps une forme réalisée de « communisme libertaire », allant jusqu'à s'installer dans une communauté de kibboutzim à Haïfa au milieu des années 1950.

Cependant, cette espèce d'« utopie » socialiste-communautaire et agraire des Kibboutz est éteinte aujourd'hui dans les référents de la Gauche en France.

Les Palestiniens sont plus durablement « à la mode », et parmi eux notamment les groupes se revendiquant du « marxisme », ou au moins du « nationalisme laïque », mais même la catégorie « Palestiniens » suffit souvent en soi à mobiliser et à parler de quelque chose à propos de l'Orient.

En règle générale, il ne s'agit que de dire la même chose, ou peu s'en faut, que ce que dit l'État bourgeois en France : il faut reconnaître un État palestinien séparé d'Israël sur la base des frontières de 1967 et il faut garantir les droits des Palestiniens selon les principaux traités de l'ONU.



Comme en fait il s'agit là d'inventer l'eau tiède, il arrive que cette Gauche se retrouve à admirer une personne comme Jacques Chirac, qui avait formellement rouspété à Jérusalem en 1996 contre l'escorte policière israélienne qui tentait de le tenir à distance la foule palestinienne venue l'applaudir.

Cette Gauche se retrouve elle-même fascinée par l'image « pro-arabe » que Jacques Chirac avait réactivée alors en sa faveur. De même, Dominique de Villepin a souvent les faveurs de la Gauche réduite à admirer l'orientalisme pro-arabe et pro-islam de figures bourgeoises parvenant encore à activer l'héritage de la bourgeoisie du XIXe siècle sur ce terrain.

La Droite étant devenu presque complètement atlantiste, n'importe quel reliquat de la Droite orientaliste apparaît facilement comme une sorte de dissident progressiste aux yeux de cette Gauche, réduite ainsi à être le dernier public de l'orientalisme bourgeois. Pour qu'une telle décadence puisse apparaître comme une forme de courage cultivé, il faut donc que la Gauche en France soit privée de boussole à un point devenu tragique.

Plus récemment, depuis notamment le début de la guerre civile en Syrie en 2011, les Kurdes du « Rojava » sont en faveur d'une large partie de la Gauche en France, allant des cadres du Parti socialiste aux groupuscules « trotskistes » d'ultra-gauche, en particulier le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Mais d'une manière globale, les Kurdes du Rojava sont en faveur partout à Gauche.

L'émancipation du Kurdistan irakien en 1992, depuis dirigé par le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), n'avait pas suscité un élan comparable. Il faut dire que ce Kurdistan là est trop ouvertement pro-américain, le PDK étant même affilié au Parti Démocrate des États-Unis.

Ceci dit, le Kurdistan irakien est coupé en deux, puisque l'aile gauche du PDK, devenue l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), a fait sécession et gère désormais le sud du Kurdistan irakien, autour de la ville de Souleimaniye. L'UPK est affilié à l'Internationale Socialiste, tout comme le Parti socialiste en France.



Le « Rojava » syrien ne diffère pas fondamentalement de ces deux Kurdistan irakiens, si ce n'est qu'il est lié au PKK turc, et donc considéré comme un ennemi par le régime d'Ankara. Le Rojava syrien prône pour la Syrie un fédéralisme communautaire, très proche de ce que dit l'orientalisme français, mais en assumant une sécularisation plus forte, du moins concernant les Kurdes.

Bien sûr, le Rojava ne contrôle qu'une partie du territoire syrien, environ 25%, majoritairement kurde, mais il a formé avec ses alliés non-kurdes, notamment arabes sunnites, avec une force armée hétéroclite, appelée Forces Démocratiques Syriennes qui sont objectivement plus communautaires que démocratiques.

Les Arabes par exemple combattent dans des brigades séparées des Kurdes, qui sont eux-mêmes regroupés dans les YPG (*Yekîneyên Parastina Gel*, unités de protection du peuple) et qui sont le coeur des forces armées du Rojava.



Le Rojava est de même politiquement dominé par le PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'union démocratique), qui est en fait, si on regarde bien, une branche non officiellement reconnue du PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des Travailleurs du Kurdistan).

Le PYD s'est attaché à s'adjoindre des forces armées représentant toutes les minorités locales : les Assyriens, qui forment une minorité chrétienne orientale, disposent ainsi d'un régiment d'environ 1500 soldats (hommes et femmes), appelé le

Mawtbo Fulhoyo Suryoyo, abrégé MFS : Conseil Militaire Syriaque.

Les Arméniens disposent aussi d'un régiment équivalent, complété avec des cadres du mouvement communiste de Turquie TKP/ML, qui a d'ailleurs pris le nom de brigade Nubar Ozanyan, du nom d'un officier de TIKKO (l'armée clandestine du TKP/ML) tué à Raqqa contre l'État Islamique (Daech).



Dans le même ordre d'idée, on trouve une brigade palestinienne et un régiment international, où il a existé notamment une brigade française qui a pris pour une photo « scandale » le nom de « Brigade Krasucki » (du nom du dirigeant révisionniste de la CGT de 1982 à 1992 ; la CGT a dénoncé ce choix).



Le Rojava, cependant, de par sa faiblesse relative parmi les autres forces armées luttant en Syrie, n'est donc ni démocratique ni même hégémonique. Il ne tient que grâce au soutien des forces armées occidentales, françaises ponctuellement, mais surtout américaines (environ 900 soldats, et des missiles de frappe).

En décembre 2024, lorsqu'il y eut une réunion de la délégation kurde syrienne avec le Koma Civakên Kurdistanê (Union des communautés du Kurdistan), qui regroupe les autres forces kurdes qu'on peut qualifier dans la ligne du PKK, il y avait des représentants de la coalition internationale contre l'État islamique (Daech), autrement dit des représentants américains.

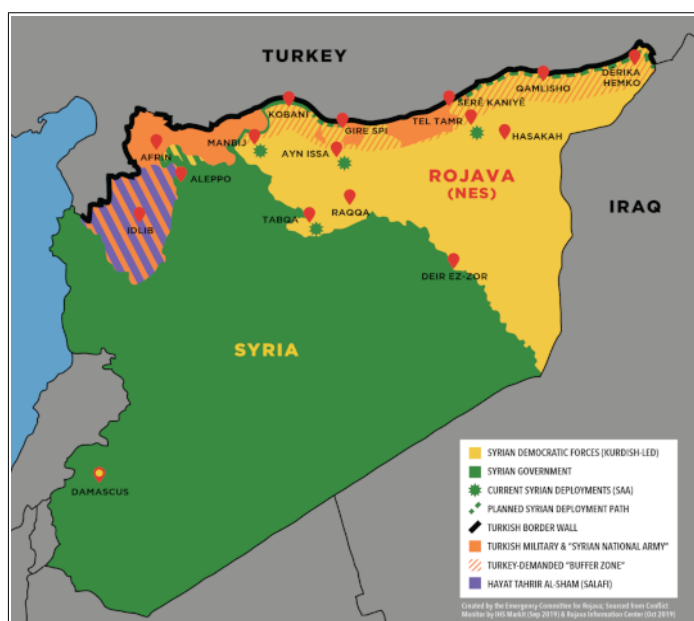
Les Américains sont également intervenus alors que, maintenant que le régime de Bachar al-Assad s'est effondré, les Turcs avancent au Nord et menacent militairement le Rojava.

En fait, comme les Russes se replient, alors que les Israéliens occupent le Sud et que le pouvoir est formellement dans les mains du groupe armée islamiste HTS, soutenu par le Qatar, et dans une moindre mesure la Turquie, les Américains sont en position de force pour négocier avec le PYD.

Le PYD est directement ciblé par le HTS et surtout la Turquie qui entend le démolir complètement. Donald Trump a déjà annoncé que sans un *deal* intéressant pour les États-Unis, il lâcherait le PYD.

Les Kurdes du PYD vont devoir donc tout céder en matière de ressources et de contrats aux États-Unis, si tant est que le HTS ne propose pas un *deal* plus intéressant... Ou bien, seule vraie option, ils se placent au premier rang d'une révolution démocratique, à rebours de la quête d'une place au moyen de l'idéologie « fédéraliste ».

Dans ce contexte, ce que peut faire de mieux la bourgeoisie française en Syrie, c'est finalement suivre les États-Unis.



Si les États-Unis lâchent le Rojava, la France lâchera le Rojava... Sachant qu'elle s'est déjà placée auprès des nouveaux dirigeants du HTS pour accompagner leur reconnaissance internationale.

Il n'y a qu'à voir comment la France s'est pliée à la « loi César » (*Caesar Syria Civilian Protection Act of 2019*) qui avait imposé un total embargo sur la Syrie de al-Assad, autorisant la justice américaine à poursuivre et condamner des entreprises ou des États qui maintiendrait des échanges commerciaux, de toute nature, avec la Syrie, exception faite des territoires tenus par les groupes rebelles, Rojava compris bien entendu.

La Gauche française est ici piégée dans son rapport de subordination/supplication à l'État bourgeois. Elle est de fait impuissante à soutenir le Rojava, si tant est que ce soit là une cause défendable politiquement par la Gauche, ce sur quoi nous reviendrons.

3° Il y a enfin la position « décoloniale » portée essentiellement par les groupes pro-arabes musulmans qui se désignent comme « indigènes ». Ces derniers ne sont pas formellement pan-arabes ni islamistes.

Mais ils fétichisent la question coloniale, plus spécifiquement le colonialisme occidental du XIXe et du XXe siècles, en l'élevant en une sorte de vision du monde. Leur erreur idéologique est donc fondamentalement de fétichiser une abstraction d'abstraction, et de prétendre tout expliquer et tout comprendre sur cette base.

Cela les emmène toutefois à être plus clairement anti-impérialiste, du moins en apparence, que le reste de la Gauche en France, mais sans qu'ils ne soient capables de vraiment comprendre l'impérialisme français et son histoire. Il faut dire que les références intellectuelles de ce courant ne brillent pas particulièrement par leur vue d'ensemble.

On y trouve pêle-mêle les pires références « post-marxistes » et surtout post-modernes, pour qui la radicalité s'exprime avant tout par une lutte spontanée et subjective contre le « pouvoir » de tout ce que le « pouvoir » construit en opposition à lui-même.

Le « pouvoir » est ici considéré comme étant en partie la bourgeoisie, mais surtout plus « complètement » la bourgeoisie masculine (masculine étant là entendu comme une sorte de synonyme de patriarcale) blanche, chrétienne et occidentale.

Sachant en conséquence qu'un « blanc », même s'il est un prolétaire, même s'il est athée ou s'il s'agit d'une femme, est en fait dans le périmètre du « pouvoir ». Et cela plus qu'un noir ou un arabe par exemple, en raison du fait que le pouvoir se construirait, depuis la colonisation, sur la notion de « race ».

La « race » serait ainsi une catégorie justifiant le pouvoir, en même temps que celui-ci prétendrait lutter contre le « racisme ». Les Indigènes seraient dès lors dans une situation subversive « systémique » en ce qu'elle agencerait différentes formes de « marginalités » construites et redoutées par le pouvoir : un arabe musulman serait ainsi en quelque sorte l'antinomie du pouvoir, s'affirmer subjectivement comme tel, ce serait donc en soi objectivement défier le « système ».

Les Indigènes étudient donc volontiers l'orientalisme bourgeois, mais ils le font depuis un point de vue biaisé par leur approche fondamentalement anti-matérialiste dialectique, qui conçoit les rapports sociaux comme des rapports de « pouvoir » et non comme des rapports de classes. Ils peuvent parfois assumer la question de la lutte des classes, mais jamais jusqu'au point de remettre en cause le postulat de la subjectivité subversive de la question raciale en soi.

C'est cependant ce qui leur permet de se présenter comme des anti-racistes plus anti-racistes que les anti-racistes, alors même qu'ils n'ont pas étudié sérieusement l'orientalisme bourgeois, qu'ils ne comprennent en fait rien ni au racisme, ni à l'histoire de la France dans son ensemble, ni surtout à la question de la lutte des classes et de la place centrale des masses dans l'Histoire.

L'indigénisme décolonial n'est en fait qu'une expression intellectuelle ultra-démocratique de la petite-bourgeoisie notamment universitaire, ainsi que des petits-bourgeois d'origine immigrée se plaçant dans une logique de caste et de renforcement de la caste dans le système global des castes.

Dès lors, comme pour n'importe quel intellectuel bourgeois post-moderne, l'Histoire pour un intellectuel indigène est celle des idées, voire même des discours et des langages. Les partisans de cette ligne peuvent donc passer des émissions entières sur un de leur nombreux média internet à discuter langage, discours, représentations etc. Les masses n'existant pas, ou bien plutôt, elles ne savent pas ce qu'il faudrait savoir.

Il y aurait les mots qui construisent des rapports de domination, et il y aurait les termes qui les subvertissent. Les révolutionnaires étant ici des intellectuels ayant été dans une Université parisienne pour apprendre qu'en revendiquant sa « race » et la religion islamique, on renverserait le « pouvoir » en allant au bout de la décolonisation.

Les Indigènes voient donc le problème du racisme et la question de l'orientalisme comme des problèmes populaires, mais ils ne proposent pas une solution démocratique. Ils proposent une solution intellectuelle, à géométrie variable. Ceci dit, dans leurs variations, il y a certains points relativement constants.

Par exemple, la question palestinienne est un fétiche absolu pour les Indigènes. Pour eux, toute cette question est un témoignage de la validité de la centralité de la question coloniale.

Le Palestinien étant le colonisé, plus colonisé que les colonisés en quelque sorte, le martyr absolu, en mode quasiment christique. Ce qui justifie, comme le disait une de leurs grandes références intellectuelles, Franz Fanon (1925-1961), à peu près tout politiquement. Par exemple, Israël serait le « pouvoir », les Palestiniens en serait donc la subversion, donc peu importe la nature de leurs actions, elle serait par nature « révolutionnaire » et donc à soutenir.

Les Indigènes ne voient donc jamais vraiment ni attentats ni crimes ni même quoi que ce soit de fautes imputables aux Palestiniens.

Étant « résistants » quoi qu'ils fassent, à commencer même par simplement exister, tous leurs éventuels « excès » ne sont que le talion de la violence qu'ils subissent. Tout est unilatéral et ce serait en « inversant » la dualité Israël/Palestine qu'on « renverserait » positivement le « pouvoir ». Et ensuite ? Eh bien forcément ce serait réglé, ou alors au moins « mieux ».

Cette vision dualiste du monde fait qu'ils ne voient pas l'islam, ni le clanisme ni la corruption de la société palestinienne. Il n'y aurait rien d'autre que la lutte à mort d'un sujet palestinien « résistant » abstrait contre Israël, incarnation abstraite du « colonialisme ».

On a eu affaire à exactement la même idéologie lorsque le FLN était en lutte contre la France pour l'indépendance algérienne ; Jean-Paul Sartre notamment passait l'éponge sur tous les crimes odieux du FLN, au nom d'une « libération » qui vivrait même à travers les crimes, transcendant les crimes.

La position d'Albert Camus, qui vivait en Algérie, est inversement bien connue : « J'ai toujours condamné la terreur. Je dois condamner aussi le terrorisme qui s'exerce aveuglément dans les rues d'Alger. En ce moment, on lance des bombes dans les tramways d'Alger. Ma mère peut se trouver dans un de ces tramways. Si c'est cela la justice, je préfère ma mère. »

C'est aussi la raison pour laquelle on n'entend aucunement les « indigènes » sur la question syrienne, sur le Rojava, ou sur l'expansionnisme néo-ottoman de la Turquie par exemple. Comme tous les Français subjugué par l'orientalisme bourgeois, toutes ces questions prises ensemble sont trop compliquées, car elles épuisent le dualisme du rapport orientaliste.

Les indigénistes s'accommoderaient au fond parfaitement d'un René Guénon ou d'un Louis Massignon à n'en pas douter, mais ils sont piégés dans leurs propres contradictions : ils dénoncent l'État français comme colonialiste et raciste principalement, bourgeois secondairement.

Par là même, ils ne voient pas que la bourgeoisie a depuis un siècle une longueur d'avance sur eux, qu'elle a même inventé l'ethno-différentialisme qu'ils pensent avoir découvert à travers la question coloniale et qu'ils pensent être une sorte d'idéologie de Gauche.

En fait, ils se heurtent implacablement à leurs propres insuffisances : personne de sérieux ne peut penser que la bourgeoisie française est unilatéralement islamophobe ou même raciste, personne de sérieux ne peut penser que le dualisme orientaliste permet de comprendre l'Orient.

Lorsqu'ils projettent leur idéologie sur l'Orient, ils se heurtent pareillement à la réalité de la lutte pour le repartage du monde. Peut-être qu'ils dénoncent, outrancièrement plus que fondamentalement, l'impérialisme américain, français ou occidental en général, et Israël en particulier, mais c'est pour se retrouver à dire ensuite la même chose que le Qatar ou la Turquie.

Un temps, ce fut (un peu) l'Axe de la Résistance (autour de l'Iran et du Hezbollah) qui avait leur faveur, mais l'eschatologie anti-moderne romantique du chi'isme ne pouvait leur convenir durablement, pas plus que les délires apocalyptiques d'al-Qaeda ou de Daesh, tous bien trop islamistes et anti-occidentaux.

Le frérisme qatari moderniste et conservateur, anti-occidental mais surtout sur le plan identitaire et culturel, leur convient bien davantage. De même que le néo-ottomanisme de la Turquie ne dit pas autre chose qu'eux.

Voici par exemple ce que l'on peut lire sur le site de l'ASSAM (*Adaleti Savunanlar Stratejik Arastirmalar Merkezi* : Centre d'Études Stratégiques des Défenseurs de la Justice), le principal centre d'étude idéologique de l'État turc :

« Dans la désintégration de l'Empire ottoman, les « dirigeants ethniques et culturels » éduqués dans les écoles missionnaires ont servi délibérément ou de manière trompeuse les politiques occidentales et ont été utilisés comme ingénieurs sociaux (acteurs sociologiques) pour diviser l'Empire ottoman d'abord psychologiquement, puis sociologiquement, et enfin géographiquement et politiquement.

Avec la défaite de l'Empire ottoman dans la Première Guerre mondiale au début du XIXe siècle, notre domination dans la région du Moyen-Orient a pris fin. Les terres islamiques du Moyen-Orient, sans défense et abandonnées, étaient occupées par les États occidentaux, pillées et fragmentées.

Dans notre géographie, qui fait l'objet d'interventions étrangères aujourd'hui, des États comme l'Irak-Syrie-Libye ont été occupés par les États-Unis et ses partenaires, les ressources énergétiques ont été maîtrisées.

Les problèmes ont été aggravés en détruisant la dynamique à l'intérieur du pays et de la région, qui a été rendue impossible à résoudre et ces pays ont été rendus politiquement instables et peu sûrs. Le Moyen-Orient a été transformé en champ de bataille où les puissances mondiales sont présentées par procuration.

Les politiques imposées par les forces mondiales du mal à la Turquie et à l'Iran, les deux forces historiques et culturelles dynamiques de la région, les politiques qui déclencheraient le conflit sectaire sunnite-chiite n'ont pas été mises en œuvre par ces deux pays, et les plans insidieux des pays occidentaux de séparation et de destruction sectaire ont échoué.

Dans le cadre de l'initiative pour le Grand Moyen-Orient, prévue pour la région et partiellement infructueuse, les intérêts géopolitiques des pays de l'UE agissant de concert avec les États-Unis et la Russie ont échoué.

En tant que puissance régionale, la Turquie continue déjà d'exercer son influence en tant que puissance douce au Moyen-Orient, dans les Balkans, dans le Caucase, en Asie centrale (en géographie turque) et en Afrique du Nord.

Les États-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, la France, la France, l'Allemagne et leur allié israélien ont toujours exprimé leur malaise face aux politiques mises en œuvre par la Turquie, qui a dévasté et neutralisé leurs intérêts géopolitiques. »

C'est une analyse « décoloniale », justifiant... l'expansionnisme colonial de la Turquie, pour qui il n'existerait en fait aucun sujet de droit public au Proche-Orient et dans les Balkans en dehors d'elle-même. Tous les États de ces régions ne seraient que des créations occidentales « anti-ottomanes » et la solution, ce serait ni plus ni moins que de revenir à l'Empire.

C'est ce que soutient par exemple Recep Tayyip Erdogan concernant la Palestine : sa satellisation turque, voire même son annexion, en attendant d'en faire de même avec Israël, serait la solution la plus complète, car en fait, ni la Palestine n'existe véritablement, ni Israël, sinon comme des sujet ou des sortes de provinces "ottomanes". On n'a jamais entendu un cadre "décolonisé" s'offusquer d'une telle perspective.

Concernant l'Islam, l'ASSAM soutient que :

« Afin de briser l'intégrité sociologique d'une société, il faut exclure les différentes identités ethniques et religieuses au sein de cette société. La guerre sociologique rend la société ouverte principalement sur la base de différences ethniques, et les segments de la même identité ethnique sont fermés les uns aux autres par les frontières spécifiées par la loyauté à l'égard de la congrégation, de la secte et du dirigeant.

Ainsi, il crée une relation de secte différente entre différentes congrégations et une relation religieuse différente entre différentes sectes. Bien que les membres de différentes congrégations et sectes n'ajoutent pas de dimension d'action à cette exclusion, ils ne seront pas en mesure de manifester une solidarité religieuse au-dessus de la congrégation et de la secte.

Le wahhabisme a été détaché de la communauté sunnite à la suite d'un projet britannique; il a été fondé au XVIIIe siècle par "Muhammed bin Abdul Wahab" comme une secte de croyances et d'action. Cette compréhension, qui se considère comme des réformateurs et des régénérateurs de l'Islam, n'accepte pas l'intercession du Prophète.

Environ 100 ans se sont écoulés depuis les premiers dommages causés à l'unité islamique avec la désintégration de l'unité de l'islam sunnite.

L'ummah islamique, qui est socialement divisée sur la base sectaire (sunnite-Wahhabi), est toujours destinée à être divisée en groupes encore plus petits.

En d'autres termes, les sectes sunnites et les congrégations sont désirées par les forces américano-vaticane être séparées et en conflit les unes avec les autres.

L'organisation terroriste de la FETO [la confrérie Gülen écrasée par la Turquie], qui tente de hanter notre pays, devrait être analysée de cette manière. Il ne faut pas ignorer le fait que la FETO, dont les fondations ont été posées il y a 40 ans, est le plan B des puissances maléfiques mondiales.

Pour l'essentiel, le processus de destruction de l'unité islamique en brisant la croyance de l'islam sunnite est toujours en cours. »

On ne voit guère de différence entre les positions idéologiques islamistes de la Turquie et ce que les Indigènes essaient de défendre de l'Islam de leur côté en prétendant lutter contre l'islamophobie d'État en France.

Mais ce serait là un procès d'intention que de dire que les Indigènes ne sont que des satellites de la Turquie et du Qatar. Ils ne le sont en fait pas vraiment, ils sont en roue libre de leur propre côté ; ils ne sont simplement pas capables d'analyser ou de comprendre et encore même de s'opposer politiquement à l'islamisme turc ou qatari, ni d'ailleurs à l'islamisme quel qu'il soit.

Et comme la France s'oppose de plus en plus à l'expansionnisme turc, en poussant notamment la Grèce, Chypre et un peu moins l'Arménie voire le Rojava, les Indigénistes vont se retrouver à devoir :

- choisir entre la Turquie et le Qatar qui disent la même chose qu'eux (mais alors il faudra valider l'impérialisme turc néo-ottoman et son islamisme),

- ou bien s'opposer à la fois à l'impérialisme français et à l'impérialisme turc, ce qui exige donc une révision du dualisme du prisme décolonial, et d'assumer le matérialisme dialectique, notamment pour comprendre la question de l'Islam.

Le matérialisme dialectique et la question de l'Orient

Pour le matérialisme dialectique, ce sont d'abord les masses qui font l'Histoire. Peu importe alors l'Islam comme idéologie religieuse, ou tous les narratifs idéologiques des impérialismes ou des forces expansionnistes qui s'affrontent. Elles seront toutes débordées d'une façon ou d'une autre par les masses.

Mais les masses ce n'est pas exactement le peuple. La notion de peuple est une construction historique, une étape pour être plus précis.



Or, en Orient, depuis la désintégration tragique de l'ancien régime ottoman, aucun peuple au sens national du terme n'a émergé de manière complète.

Ce qui fait que lorsque les Israéliens, les Arméniens, les Turcs, les Palestiniens ou les Kurdes s'affirment comme nations, ils ne le font que sous un rapport en fait encore largement pris par l'ancien régime ottoman, ils restent pris dans une logique anti-impérialiste, mais non anti-féodale.

Ils voient la question de la domination externe, sans affronter les contradictions internes.

Mao Zedong expliquait cela par une analogie : prenons un oeuf et une pierre, chacun pris à part à une composition interne différente. Jetons-les tous deux dans un bain d'eau chaude. La pierre se chauffera mais restera la pierre. L'oeuf lui se transformera qualitativement.

Cette analogie veut ainsi expliquer que les conditions internes jouent de manière plus importante que les conditions externes dans un processus.

Pour les nations semi-féodales semi-coloniales comme le sont les nations proche-orientales, cette question est cruciale. La Palestine par exemple, est une nation semi-coloniale, mais voir cet aspect sans voir la question semi-féodale, c'est rater l'essentiel.

De même encore, voire la question du féodalisme mais la considérer comme secondaire par rapport à la question coloniale, c'est faire une erreur dramatique, menant forcément à l'impasse historique.

C'est l'immense erreur qu'on fait les sionistes en imaginant fonder une nation moderne sans voir la question féodale propre aux Juifs. D'ailleurs Israël est dominé économiquement par quelques monopoles, qui régissent littéralement de manière féodale.

C'est l'immense erreur qu'ont fait les Arméniens également, c'est la même que font les Kurdes alors qu'il existe une excellente analyse de leur situation faite par Ibrahim Kaypakkaya (1949-1973), le fondateur du TKP-ML armé du maoïsme au début des années 1970.



Dans un registre différent, mais fondamentalement analogue, c'est l'erreur que font les Turcs en pensant « décoloniser » l'Orient par la promotion impériale de leur propre féodalisme, ou d'un féodalisme centré sur la Turquie. C'est la même ligne que suivent l'Iran ou l'Arabie saoudite, avec leur propre féodalisme comme idéologie semi-moderne.



L'Islam, les nationalismes « arabe », « arménien » ou « kurde » ne sont en fait rien d'autre que des idéologies, religieuses ou semi-religieuses, incapables d'assumer une lutte démocratique, et donc d'unifier les masses.

Le Proche-Orient n'a pas besoin d'être décolonisé de l'Occident, il doit d'abord mettre fin définitivement à l'ancien régime ottoman, et ceci vaut aussi pour les Balkans dans un autre registre.

En se fixant l'objectif d'anéantir le féodalisme, on s'arme d'autant mieux pour lutter en même temps, mais secondairement, contre l'impérialisme, occidental ou autre, dans le cadre actuel de la nouvelle Crise générale du capitalisme commencée en 2020. Seule une telle ligne est en mesure d'affirmer la démocratie et de former un peuple nouveau, libéré des restes du féodalisme et des griffes de l'impérialisme.

Cela implique qu'il doit y avoir des étapes historiques, que le processus ne peut être linéaire, car n'étant pas dual mais dialectique, il avance de manière différenciée et par sauts qualitatifs.

À l'arrière-plan, pour l'étape démocratique (anti-féodale, anti-impérialiste) comme pour l'étape démocratique – populaire (anti-monopoliste, antifasciste), tout est donc une question d'alliance, sous sa direction de la classe ouvrière, avec les couches sociales intermédiaires. Il est nécessaire de souligner l'importance centrale de cette question de la direction, y compris dans les nations en formation du Proche-Orient.

Seule la classe ouvrière est capable de lire les nécessités historiques, sous la direction de son Parti Communiste. Le Front réalisé à chaque étape vise à la résolution de tâches allant dans le sens général de l'Histoire et il faut donc que la classe ouvrière en soit le moteur. Il s'agit de dépasser une situation historique bloquée pour lancer le processus de transformation générale, allant au socialisme, au communisme, en passant par des étapes permettant la démocratie populaire.

La détermination de la nature du Front Populaire à construire en Orient prend par conséquent une forme différente selon les contextes, les particularités nationales, le processus de la lutte de classes, etc.

Dans les années 1930, la forme d'alliance du Front populaire français n'était pas exactement la même qu'en Espagne, où par exemple la bourgeoisie catalane jouait un rôle progressiste. Après 1945, le Front antifasciste en Allemagne de l'Est avait des particularités par rapport à celui en Tchécoslovaquie, en raison de l'importance de la base de masse du nazisme. De même, le processus sera nécessairement décliné différemment au Proche-Orient.

Cela part du principe matérialiste dialectique comme quoi la matière va nécessairement au communisme, de manière différenciée toutefois. À partir du moment où la matière connaît des sauts qualitatifs dans ses processus, alors inévitablement elle va vers davantage de complexité, un appui renforcé, amélioré à sa propre existence, une organisation collective toujours plus grande, une expression plus approfondie. Le communisme est propre au mouvement même de la matière. L'existence et les besoins du peuple sont engagés dans cette dynamique.



L'étape est donc un moment dialectique de la révolution ; c'est la réalisation de tâches allant dans le sens de l'affirmation du mouvement de la matière. Calibrer son activité en fonction de cela est nécessaire pour accomplir les différentes tâches de l'étape.

Le calibrage est une approche fondamentale du matérialisme dialectique. Toute décision, revendication, affirmation... doit reposer sur une évaluation adéquate de la situation, son rapport avec le processus d'ensemble, son intérêt dans la lutte de classes, ses conséquences économiques, politiques, culturelles, idéologiques, militaires.

Les implications d'une étape intermédiaire au socialisme sont donc nombreuses. La première est la détermination des alliés, des formes d'alliances possibles, souhaitables, nécessaires. Cela implique une analyse de l'ensemble des couches sociales au sein du peuple et de la possibilité de former un rapport politique, social, culturel avec elles. Il va de soi que cela ne peut pas avoir une mise en place effective sans le maintien de l'autonomie prolétarienne comme noyau dur du processus révolutionnaire.

La seconde est le calibrage politique en fonction des rapports entre les différentes couches sociales. Il ne s'agit pas simplement de faire des revendications de type démocratique et populaire, qui iraient d'elles-mêmes, spontanément, dans le sens du socialisme, comme le font notamment les groupes d'ultra-gauche d'inspiration trotskiste ou révisionnistes.

Il s'agit de calibrer les positionnements politiques en fonction des nécessités historiques. Nous pensons être en mesure de poser une orientation générale pour cela, au moyen d'une grille de lecture s'appuyant :

- sur la contradiction travail manuel / travail intellectuel ;
- sur la contradiction villes / campagnes.

L'insistance sur la seconde contradiction est notre apport historique ; nous considérons qu'il y a ici la clef pour comprendre l'évolution de la société capitaliste en termes géographiques, l'émergence de l'anticapitalisme romantique comme nostalgie du passé, mais également la crise écologique et le rapport aux animaux, questions essentielles du 21e siècle.

Ibrahim Kaypakkaya avait commencé à saisir cet aspect concernant les nations du Proche-Orient et plus spécifiquement la Turquie, dans la *Critique générale*, il souligne ainsi que :

« Dans notre pays, la lutte armée doit principalement avoir comme objectif de renverser l'autorité locale et centrale dans les campagnes, d'instaurer le pouvoir des paysans sous direction du prolétariat.

La forme de cette lutte dans la phase actuelle est la guerre de guérilla.

L'activité guérillera consiste en l'élimination des propriétaires terriens, des bureaucrates ennemis du peuple, des dénonciateurs, des usuriers, leur punition de différentes manières, l'expropriation de leur argent et de leurs armes, ainsi que l'attaque sur un tas de cibles vivantes et non vivantes.

Et c'est l'affaiblissement, le démantèlement et ensuite le renversement de l'autorité réactionnaire, et à sa place l'instauration de l'autorité révolutionnaire ! »

Il appartient ainsi à chaque communiste de se saisir d'une des deux contradictions comme principale et de s'intégrer dans le processus de la lutte de classes en fonction des nécessités historiques. Cela n'est qu'ainsi que des résultats réels, *prolongés*, peuvent être obtenus. Nous affirmons que le reste n'est que pragmatisme, démarche velléitaire, pouvant avoir parfois l'air spectaculaire, mais sans qu'il n'en ressorte rien pour autant.

Nous affirmons qu'aucune activité communiste au sein du peuple ne peut être « spontanée », ne peut s'exprimer « directement » ; elle doit passer par le matérialisme dialectique et historique pour trouver le vecteur adéquat, pour trouver le moyen d'une médiation appropriée, adaptée à la société.

Ne pas agir ainsi, c'est s'imaginer qu'il suffit de se placer au service de la révolution de manière subjective pour parvenir à quelque chose. Nous ne nions pas l'importance de la rupture subjective, bien au contraire. Mais pour que celle-ci soit complète, il faut un haut niveau de synthèse, d'analyse historique, de participation à la vie réelle des masses.



La combinaison de la rupture subjective et d'une interprétation matérialiste dialectique, historique de la réalité, est la clef pour être communiste, à l'opposé de tout *subjectivisme*.

Il ne s'agit pas de se plier au niveau « moyen » de conscience des larges masses en pratiquant un réformisme lisse ou de courir derrière la petite-bourgeoisie en adoptant une démarche semi-anarchiste.

Il s'agit de calibrer sa propre activité en se tenant à un terrain bien déterminé, en ayant une démarche conforme aux exigences économiques, sociales, culturelles, écologiques, etc. afin de profiter de la force de la tendance historique au communisme.

Assumer le matérialisme dialectique, c'est considérer que la seconde moitié du 20^e siècle se caractérise par le déplacement de la crise révolutionnaire dans la zone des tempêtes, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie.

Ainsi, les peuples à notre époque se groupent dans des nations, dont le niveau de développement est inégal. Il y a donc lieu de définir ces nations, et leur niveau d'organisation, et de les organiser dans une perspective démocratique et d'amitié internationale en écrasant toute velléité réactionnaire et chauvine.

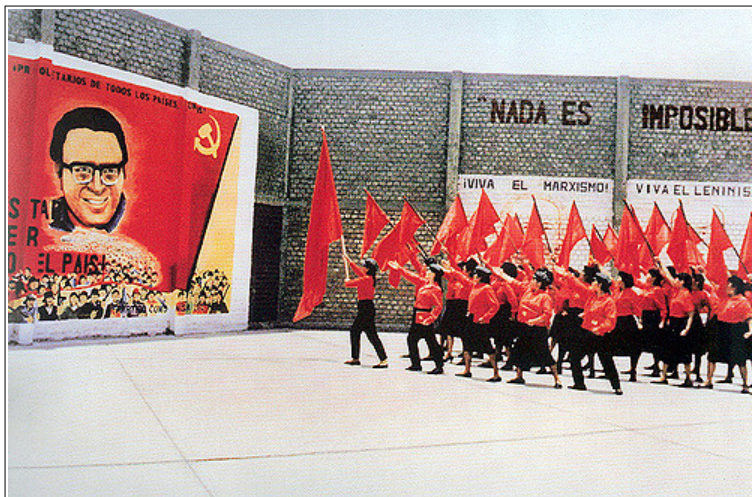
Sur ce plan de l'organisation, l'apport historique de l'URSS des années 1920-1930 est déterminant. Il faut donc en saisir les réussites et les échecs. Cela implique de prendre le temps d'étudier l'histoire du Proche-Orient pour le comprendre de manière révolutionnaire ajustée et correcte.

D'autre part, il y a la question centrale de la lutte des classes face à la bourgeoisie qu'il ne faut jamais perdre de vue. Être populaire n'implique pas de rassembler, mais au contraire d'assumer clairement la division de la société en deux camps et de pousser à la lutte sur tous les plans contre la bourgeoisie, ses dispositifs, ses bastions et ses institutions, mais cela de manière ajustée à chaque étape.

Le moment venu, une fois les masses élancées dans un soulèvement majeur ou généralisé, élan que les révolutionnaires doivent tout faire pour pousser, cela passe par la guerre populaire et donc la lutte armée. Il faut regarder cela en face en terme de perspective.

Cette étape est nécessaire, donc incontournable, et suppose une préparation d'un haut niveau d'engagement en terme d'idéologie et de discipline. La guerre populaire est une lutte héroïque exigeante, qui assume la violence, mais avec des valeurs, un plan, un cadre.

Ici, c'est notamment tous les enseignements de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne de la Chine des années 1960 et de ces échos qu'il faut avoir en tête.



A l'effondrement décadent du libéralisme et en refus de la réaction chauvine qui en est le pendant, nous disons qu'il faut se tourner vers le peuple, être populaire.

Cela veut dire assumer la lutte des classes et l'écrasement de la logique du marché, assumer les valeurs et les besoins du peuple dans son existence pour changer sa vie, porter la démocratie comme cadre de la lutte transformant le peuple en assumant la dignité de son héritage national et les niveaux différenciés de développement de tous ses secteurs.

Cela veut dire aussi porter une exigence d'avenir élevé, mobilisatrice et enthousiasmante : la perspective de la symbiose culturelle, de la fusion de l'Humanité dans une nouvelle citoyenneté à venir.

Pour cette raison, les nations se maintiennent pendant toute une période, avec leurs spécificités. Staline dit ainsi en 1949 que :

« Les hommes soviétiques considèrent que chaque nation, qu'elle soit grande ou petite, possède ses particularités qualitatives, son caractère spécifique qui n'appartient qu'à elle et que ne possèdent pas les autres nations. Ces particularités sont l'apport que chaque nation fait au trésor commun de la culture mondiale et qui la complète et l'enrichit. »

Par conséquent, l'héritage culturel de la nation doit être assumé.

Mao dit ici :

« Nous devons recueillir le riche héritage et maintenir les meilleures traditions de la littérature et de l'art chinois et étrangers, mais pour les mettre au service des masses populaires.

Nous ne refusons nullement d'utiliser les formes littéraires et artistiques du passé : entre nos mains, refaçonnées et chargées d'un contenu nouveau, elles deviennent elles aussi propres à servir la révolution et le peuple. »

Voilà la boussole, la ligne rouge que les révolutionnaire doivent suivre, en France, comme concernant la compréhension de l'Orient et du rôle que peuvent y jouer les révolutionnaires français, une fois armée de l'idéologie invincible du matérialisme dialectique. ■

Parti Communiste du Pérou : La révolution démocratique (1988)

« S'appuyant sur les thèses du Président Mao, il [=Gonzalo] nous dit que le capitalisme bureaucratique a cinq caractères:

- 1) C'est le capitalisme bureaucratique c'est le capitalisme que l'impérialisme développe dans les pays arriérés et qui comprend les capitaux des grands propriétaires terriens, des grands banquiers et des magnats de la grande bourgeoisie.
- 2) Il exploite le prolétariat, la paysannerie et la petite bourgeoisie et limite la bourgeoisie moyenne.
- 3) Il passe par un processus qui fait que le capitalisme bureaucratique se combine avec le pouvoir de l'Etat et devient capitalisme monopoliste étatique, compradore et féodal; il en découle qu'en un premier moment il se développe comme grand capital monopoliste non étatique, et en un deuxième moment – quand il se combine avec le pouvoir de l'Etat – il se développe comme capitalisme étatique.
- 4) Etant arrivé au plus haut degré de son développement, il fait mûrir les conditions pour la révolution démocratique; et
- 5) Confisquer le capitalisme bureaucratique est la clé pour mener à bonne fin la révolution démocratique, et décisif pour passer à la révolution socialiste.

Le Président Gonzalo voit que le capitalisme bureaucratique est le capitalisme qui engendre l'impérialisme dans les pays arriérés, qu'il est lié à la féodalité caduque et soumis à l'impérialisme, phase supérieure du capitalisme; qu'il n'est pas au service des majorités, mais à celui des impérialistes, de la grande bourgeoisie et des propriétaires terriens. »

Ibrahim Kaypakkaya et la question kurde

Tiré du dossier en ligne (vivelemaoisme.org / materialisme-dialectique.com) *La bataille anti-révisionniste en Turquie (1960-1980), Ibrahim Kaypakkaya et le TKP-ML.*

Ce qui découle de la remise en cause du kémalisme, c'est une lecture nouvelle de la question kurde. L'une des grandes particularités d'Ibrahim Kaypakkaya, c'est même d'avoir en premier posé la question nationale kurde dans une perspective révolutionnaire.



Pour autant, le soulèvement kurde de la fin des années 1970 sera dirigé par le PKK, à l'extérieur, voire contre le TKP/ML, bien qu'une convergence de fond subsistera grosso modo.

Ibrahim Kaypakkaya a une démarche systématique : dans la mesure où il réfute le kémalisme, il réfute les crimes de celui-ci, et inversement. Voici comment il dénonce ceux qui s'alignent sur la politique anti-kurde menée dès la mise en place de la République de Turquie par Mustafa Kemal :

« Ceux qui applaudissaient la répression des rébellions Kurdes par le nouvel État turc et les massacres qui ont suivi comme étant un mouvement « progressiste » « révolutionnaire » contre le féodalisme sont, purement et simplement, d'incorrigibles nationalistes issus des nations dominantes.

Ce genre de personne ignore le fait que le nouvel État turc ne s'est pas seulement attaqué aux chefs féodaux Kurdes mais aussi à l'ensemble Kurdes, femmes, enfants, hommes, massacrant des dizaines de milliers de villageois.

Ils oublient que le nouvel État turc était amical envers les chefs féodaux qui ne s'y opposaient pas, les soutenaient et les renforçaient. Ils ignorent la différence significative entre les facteurs qui ont poussé les paysans Kurdes à se lever et la raison qui a poussé les chefs féodaux Kurdes à se soulever. »



C'est qu'Ibrahim Kaypakkaya reconnaît la nation kurde. Dans son étude de la question nationale en Turquie, il pose la chose suivante. La direction du TIIKP parle de peuple kurde opprimé, mais en réalité c'est la nation kurde qui est opprimée.

Pour Ibrahim Kaypakkaya, la dimension de la question nationale kurde a été sous-estimée, car on s'imagine que les nations se développent tardivement dans le capitalisme, alors qu'en réalité dès la mise en place d'un marché, il y a un cadre de posé.

Il souligne ainsi :

« En outre, les nations émergent à l'aube du capitalisme, pas quand elles atteignent la limite ultime de leur développement.

Quand le capitalisme entre dans un pays, quand il se déplace dans une région, dans une certaine mesure et quand il unit les marchés dans ce pays, dans cette région, dans une certaine mesure, les communautés qui possèdent les autres caractéristiques d'être une nation sont alors considérées comme étant devenues une nation.

Si ce n'était pas le cas, il faudrait considérer que toutes les communautés stables dans tous les pays et les régions reculés où le développement capitaliste est limité ne sont pas des nations (...). Dans cette optique, il faudrait accepter qu'il n'y ait eu absolument aucunes nations en Turquie au cours de ces années. Aujourd'hui le féodalisme existe dans des parties du monde reculées et opprimées, en Asie, Afrique, et en Amérique latine à des degrés divers.

Selon cette logique il faudrait accepter que les nations n'existent pas dans ces régions et pays économiquement arriérés. Il est très clair que la théorie qui prétend que les Kurdes ne constituent pas une nation est un non-sens du début à la fin, contrairement aux faits, et, dans la pratique, nuisible.

Elle est nuisible car une telle théorie est bénéfique seulement pour les classes dirigeantes des nations qui oppressent, exploitent et dominant. Ils pourront ainsi trouver une justification à l'oppression nationale et à la cruauté qu'ils infligent aux nations opprimées, dépendantes et soumises, aux privilèges qu'ils s'octroient et aux inégalités qui en découlent. »

Il y a par conséquent deux aspects à prendre en compte : l'oppression de classe et l'oppression nationale. Il dit ainsi :

« L'oppression nationale utilisée par la bourgeoisie et les propriétaires de la nation dominante pour le “marché” et par la bureaucratie au pouvoir pour des “objectifs de caste” peuvent aller jusqu'à l'usurpation des droits démocratiques et les tueries en masse (c'est-à-dire le génocide). Il y a de nombreux exemples de génocide en Turquie.

L'oppression des travailleurs des peuples minoritaires de cette manière acquiert une double qualité. Premièrement il y a l'oppression de classe utilisée contre les travailleurs afin d'exploiter et d'éradiquer la lutte de classe ; deuxièmement, il y a l'oppression nationale mise en œuvre pour les objectifs mentionnés plus haut contre toutes les classes des nations et des nationalités minoritaires.

Les communistes ont fait la distinction entre ces deux formes d'oppression, parce que, par exemple, tandis que les bourgeois Kurdes et les petits propriétaires s'opposent à la seconde forme d'oppression, ils supportent la première.

En ce qui nous concerne, nous sommes opposés aux deux formes d'oppression.

Afin d'éradiquer l'oppression nationale, nous supportons la lutte de la bourgeoisie Kurde et des petits propriétaires, mais, d'un autre côté, nous devons nous battre contre eux pour mettre un terme à l'oppression de classe. »

Ibrahim Kaypakkaya tient à insister sur le fait que l'oppression nationale n'a pas comme origine l'impérialisme, car celui-ci en profite et l'appuie, mais sa base repose en Turquie, sur la bourgeoisie compradore et les grands propriétaires terriens. Il rappelle comment les puissances impérialistes découpent les pays comme ça les arrange lorsqu'ils sont en mesure de le faire :

« Le Traité de Lausanne a divisé les Kurdes entre les différents États. Les impérialistes et le nouveau gouvernement turc ont fixé les frontières au en marchandant, en violant le droit de la nation Kurde à l'autodétermination et en ignorant ses aspirations et ses désirs.

De cette façon, la région du Kurdistan a été divisée entre l'Iran, l'Irak et la Turquie.

À ce stade, passons à un autre point : il est sans aucun doute injuste que le droit du Kurdistan à l'autodétermination ait été piétiné et déchiré en morceaux par le Traité de Lausanne.

Et comme l'a dit le camarade Lénine à une autre occasion, c'est le devoir des partis communistes de protester contre cette injustice et de faire prendre constamment honte à toutes les classes dirigeantes sur ce sujet. »

Cela ne veut cependant pas dire qu'Ibrahim Kaypakkaya se positionne en faveur de l'unité du Kurdistan et son indépendance. Il rappelle que c'est à la nation kurde de faire ces choix, que les communistes prônent le droit à l'auto-détermination, pas l'auto-détermination systématique, forcée.

Il dit ainsi :

« Le mouvement communiste en Turquie est seulement tenu de résoudre de la meilleure façon, la plus correcte, la question nationale dans les frontières de la Turquie. Si les partis communistes en Irak et en Iran trouvent la meilleure solution pour la question nationale du point de vue de leurs propres pays, alors l'injustice historique en question n'aura plus aucune valeur ou plus aucune importance.

Pour nous inclure l'unification de l'ensemble du Kurdistan serait malsain pour cette raison : ce n'est pas quelque chose que nous devons décider. C'est quelque chose que la nation Kurde décidera elle-même.

Nous défendons le droit à l'autodétermination de la nation Kurde, qui est, le droit de créer son propre État indépendant. Nous laissons à la nation Kurde elle-même le soin de décider si elle exerce ce droit ou dans quelles conditions elle l'exerce. »

Tout doit se décider démocratiquement et démocratiquement au moins, la meilleure situation étant celle où les choix se font en fonction des intérêts de la révolution mondiale. Ibrahim Kaypakkaya conçoit ainsi l'hypothèse d'une séparation du Kurdistan turc si jamais la révolution y est plus avancée que dans le reste de la Turquie. Tout doit cependant se décider selon la réalité historique, les exigences démocratiques et les intérêts de la révolution mondiale. ■

Le Kurdistan de la féodalité à la colonisation

Cette présentation du Kurdistan est tirée du premier long document à ce sujet du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) fondé en 1978.

La société féodale du Kurdistan, qui naquit sous la domination arabe du milieu du VIIe au IXe siècle, pouvait, bien que limitée, se développer d'une façon indépendante entre le IXe et le XIe siècle. Puis, durant le combat permanent contre les Turcs et Mongols, elle s'épanouit du XIe au XVIe siècle. A cette époque où se formait le féodalisme, l'histoire des Kurdes fut dans un stade progressiste dans l'ensemble. Les processus de développement national et d'établissement dans la patrie entamés à l'époque esclavagiste, furent accélérés à l'époque féodale.

Des notions comme « Kurde » et « Kurdistan » acquièrent une plus grande signification et se répandirent. Les influences politiques des Kurdes comme un peuple établi au Moyen-Orient et occupant une position-clé, devinrent plus fortes. Des personnalités comme Salah ed-Din l'Ayyubide (Saladin) jouèrent des rôles importants sur le plan politique et militaire. Si ces conditions favorables pour les émirats kurdes avaient été assurées par un pouvoir politique central, leur future histoire aurait été différente. Malgré cela, les Kurdes, avant leur partage entre les Turcs et les Persans au XVI e siècle, furent plus avancés en ce qui concerne leur développement national que beaucoup d'autres peuples.

Les principautés et les émirats furent des États quasiment indépendants. L'arabe était principalement répandu dans la couche dominante, la langue et la culture turques n'avaient presque aucune influence. En revanche, la langue et la littérature kurdes avaient, vers la fin de cette époque, un tel rayonnement qu'elles purent donner naissance à

des poètes nationaux comme Ehmedê Xanî qui écrivit une épopée nationale Mem û Zîn.

3. Le Kurdistan sous la domination turque et persane

a) La bipartition du Kurdistan et ses conséquences politiques

C'est à partir du XVIe siècle que commença le déclin dans l'histoire kurde, avec le partage en deux du Kurdistan et avec les visées expansionnistes des pouvoirs centraux turc et persan sur les deux parties du pays. Les Turcs, qui ne réussirent pas à s'implanter dans les zones de population islamique au Moyen-Orient, ni à empêcher l'assimilation aux peuples en place, émigrèrent en masse vers l'Anatolie où vivaient des peuples chrétiens.

Les chrétiens furent islamisés à la suite de pratiques allant jusqu'aux massacres ; ils furent intégrés par la force aux populations turques, et de nouvelles vagues d'immigrants assurèrent aux Turcs la supériorité numérique en Anatolie. Après l'effondrement de l'État turc seldjoukide en Anatolie, se créa, à partir du XVIe siècle aux frontières du Kurdistan, l'État turc ottoman, qui avait été fondé dans la région de Bursa.

Les puissances qui se battent entre elles pour assurer leur suprématie au Kurdistan sont dès lors : l'Égypte des Mamelouks qui étendit son influence sur le Kurdistan Sud, l'État séfévide fondé en 1502 qui étendit sa domination à la majeure partie du Kurdistan et enfin l'État ottoman qui, à dater de cette époque, voulut lui aussi étendre son influence au Kurdistan.

Le Kurdistan se trouvait à l'endroit où se croisait le flot des caravanes qui se rendaient d'Ouest en Est et du Sud au Nord. D'où son importance stratégique considérable pour ces trois puissances. Le maître du Kurdistan était aussi maître de la route des épices et de la route de la soie. C'est pour cette raison que les trois puissances menèrent un combat sans merci pour assurer leur hégémonie au Kurdistan.

Les Ottomans, qui voulaient transformer le Kurdistan en zone tampon, firent de grandes concessions aux principautés kurdes. Ils leur concédèrent une structure étatique quasiment libre quant à la politique intérieure et dépendante quant à la politique extérieure. Ils s'assurèrent ainsi le soutien d'une grande partie des princes kurdes.

Le Kurde Idris-i Bit-lisi, agent des Ottomans, joua un rôle important pour rendre le Kurdistan dépendant de l'Empire ottoman. Le sultan ottoman Yavuz, qui réussit à gagner à sa cause les principautés kurdes et donc les tribus guerrières kurdes, n'eut alors plus guère de mal à chasser du Kurdistan les Iraniens séfévides et les Mamelouks d'Égypte.

Depuis le début du XVII^e siècle, les Ottomans étaient la puissance qui montait au Kurdistan. L'influence des Iraniens, vaincus lors des premières guerres, était limitée à une partie du Kurdistan. Pour ne pas laisser paraître au grand jour la lutte pour l'hégémonie qu'ils menaient entre eux, pour dissimuler leurs intérêts réels et afin de pouvoir gouverner les peuples, les Ottomans et les Persans attisèrent le conflit créé auparavant entre Sunnites et Alawites.

L'Empire ottoman, qui se constitua et se déploya à grands pas dans une phase où le féodalisme était sur le chemin du déclin dans le monde et le capitalisme, nouveau mode de production, vit le jour en Europe de l'Ouest, est historiquement un État réactionnaire. Le caractère réactionnaire du point de vue qualitatif était dû au fait que l'Empire ottoman se cramponna, devant le capitalisme européen progressant et par la force, à la structure sociale féodale en Europe et en Asie.

D'un point de vue historique, le féodalisme régressa à dater du XV^e siècle ; néanmoins, il fut défendu par les Turcs ottomans à partir de cette époque-là, et dans une grande partie du monde. Comme ils essayaient de maintenir ce type de structure, bien que le capitalisme ne cessât de se développer en Europe, leur fonction historique n'est pas progressiste, mais réactionnaire.

Si par ailleurs on tient compte du caractère pillard des conquêtes turques, la signification de cette fonction réactionnaire prend d'autant plus d'ampleur. Les Kurdes furent le peuple qui eut à souffrir le plus de l'État ottoman centralisé, féodal et colonialiste.

Ce dernier essaya, en effet, de mettre un frein à l'évolution des sociétés féodales du Moyen-Orient, évolution qui avait pris naissance, en partie à cause de l'influence du capitalisme progressiste, en partie à cause d'une dynamique interne propre. Le pouvoir ottoman, qui se mettait en place à partir du XV^e siècle, au début après des accords souscrits avec les principautés kurdes, ne parvint pas à établir sa domination sur les plans économique et culturel notamment.

La domination ottomane sur le Kurdistan ne put s'affermir que par la création d'une autorité centrale d'une part, et d'autre part, par le poids de plus en plus lourd des guerres de conquêtes infructueuses. Les régions furent subdivisées en districts et les districts en communes, les princes turcs ottomans mis à leur tête, ce qui entraîna l'institutionnalisation de l'autorité centrale. C'est ainsi que commença le développement du colonialisme turc féodal.

Le fait que de plus en plus de Turcs venaient au Kurdistan pour l'administrer, eut pour conséquence la création de colonies turques toujours plus nombreuses. L'administration turque s'étendit au détriment des principautés kurdes qui furent progressivement privées de toute autonomie sur le plan intérieur. Dans la période qui suivit, il y eut des soulèvements de la part des principautés kurdes, destinés à restaurer cette autonomie interne.

b) La lutte pour le Kurdistan au XIXe siècle

L'Empire ottoman, qui face aux réalisations de la révolution industrielle en Europe dans la deuxième moitié du XIXe siècle, s'enfonçait de plus en plus dans une phase de régression, commença à changer son système économique, mais aussi son système militaire et judiciaire.

Afin de pouvoir tenir face à l'Occident, les sultans ottomans, éprouvant le besoin de changement, remplacèrent l'armée des Janissaires, composée de jeunes garçons d'autres nationalités, rééduqués pour la circonstance, par des corps d'armée ne comportant que des garçons d'origine islamique comme le Nizam-i Cedit (Nouveau système) et les Asakir-i Mansureyi Muhammediye (Les soldats musulmans victorieux).

Avec le Tanzi-mat Fermani (Rescrit pour réformes politiques) et l'accord commercial signé en 1840 avec les Anglais, ils entrèrent dans la phase de la colonisation. A cette époque, les Turcs ottomans étaient doublement préoccupés par le maintien de leur existence en tant qu'État face aux États capitalistes occidentaux et par la poursuite conjointe de l'exploitation féodale et capitaliste des peuples dominés.

Les défaites successives subies par les Ottomans face aux États capitalistes occidentaux et leur retraite n'amoinèrent pas l'oppression et l'exploitation des peuples sous leur domination, au contraire, l'étau se resserra, car les capitalistes européens et les nations minoritaires, en s'emparant de la plus-value, précipitèrent l'Empire ottoman dans le déclin.

Pour survivre, l'Empire ne pouvait qu'intensifier l'oppression et l'exploitation. Ce durcissement valut à l'Empire au XIXe siècle une forte résistance des peuples. Dans les années 1840, l'Empire ne fut sauvé de la décadence que par le soutien de la Russie, de l'Angleterre et de la France ; ce soutien résultait du conflit d'intérêts existant entre ces pays. Le XIXe siècle, où l'histoire mondiale devint

indissociable de l'histoire de l'Europe, représenta pour le Kurdistan aussi une multitude d'événements et de changements importants.

L'économie féodale, autosuffisante et fermée sur l'extérieur jusqu'alors, subit un préjudice par la mise sur le marché par les Européens de produits meilleur marché.

L'exportation de marchandises avait deux conséquences importantes. Premièrement, l'apparition d'une couche de compradores composée de nations minoritaires, surtout d'Arméniens et d'anciens Grecs, qui dans l'exportation de marchandises avaient une fonction d'intermédiaires ; deuxièmement, la destruction de l'artisanat qui auparavant menait son existence en parfait équilibre avec l'économie rurale.

Une troisième conséquence, résultant des deux premières, concerne la stagnation de la structure sociale féodale, sur laquelle l'Empire reposa, la structure sociale du Kurdistan y comprise.

Tandis que la domination des compradores issus des nations minoritaires dans le commerce dans les zones urbaines détruisit l'artisanat et conduisit au développement retardé du capitalisme parmi les peuples islamiques, elle fut en même temps à l'origine d'un développement précoce du capitalisme parmi les peuples chrétiens et du réveil de ces peuples.

Ce fait joua un rôle prépondérant dans la transformation des compradores en bourgeoisie commerciale nationale.

La structure de l'impérialisme, caractérisée par une tendance à empêcher le développement du capitalisme, et le non-remplacement de l'artisanat détruit sous l'influence de l'exportation de marchandises, ni par une bourgeoisie locale ni par une bourgeoisie commerciale ou industrielle, menèrent à l'existence prolongée de la structure sociale féodale stagnante au Kurdistan.

Durant tout le XIXe siècle, ni les conditions intérieures ni les conditions extérieures n'offrirent la moindre possibilité de décomposition du féodalisme. D'autre part, deux États capitalistes d'Europe, l'Angleterre et la France, commencèrent avec la révolution industrielle une grande opération colonisatrice en s'intéressant de plus en plus près au Moyen-Orient et donc au Kurdistan.

Par ailleurs, le tsarisme russe, en pleine expansion impérialiste avec le contrôle des voies commerciales dans les mains de l'Angleterre comme enjeu, établit des plans pour son expansion vers le sud et la domination du Kurdistan. De ce fait, cinq puissances se disputèrent le Kurdistan, l'Angleterre, la France et la Russie tsariste rejoignant maintenant les deux puissances classiques, c'est-à-dire les Ottomans et les Persans.

Entre ces forces, qui cherchaient constamment à renforcer leur domination sur le Kurdistan au détriment des autres, des conflits et des affrontements éclatèrent sans cesse. La politique de l'Angleterre à cette époque reposa sur le maintien inconditionnel de l'Empire ottoman, afin de bloquer le chemin à la Russie décidée d'empiéter sur sa sphère d'intérêt, et sur l'exploitation des peuples du Moyen-Orient sous l'épée ottomane.

L'Angleterre ne voulut d'aucune manière la disparition de l'Empire ottoman, car son existence constituait la garantie pour les intérêts anglais. Dans l'échec des révoltes kurdes qui prirent des dimensions tout à fait considérables au cours du XIXe siècle (1831-36 Rowanduz, 1842 Bahdi-nan, 1842-48 Bedir Khan bey, 1856 Yezdan Shêr, 1879 les Bedir Khan, 1881 Obeidullah etc...), la politique des grands États au Kurdistan, joua un rôle important.

Si dans les conditions historiques de l'époque ces révoltes avaient eu une suite, elles se seraient soldées par la création d'un État féodal central qui dans le processus de nationalisation aurait joué un rôle de levier. C'est la raison pour laquelle ces révoltes ont un caractère

progressiste. Ce caractère progressiste repose sur le fait que les révoltes visèrent à l'abolition de la répression féodale ottomane et qu'elles auraient, en cas de réussite, posé les bases pour le développement d'un capitalisme national.

La naissance d'une bourgeoisie commerciale autochtone, qui aurait pris en charge le commerce au pays, aurait offert la possibilité au mouvement de Libération Nationale du Kurdistan de se développer sous la direction de la bourgeoisie. La répression de ces révoltes eut comme conséquence que le capitalisme au Kurdistan se développa avec un retard de plus d'un siècle.

Le capitalisme impérialiste-colonialiste, qui avait éliminé le caractère progressiste de ce capitalisme depuis longtemps, entraîna des résultats dévastateurs. Le problème principal au XIXe siècle au Kurdistan était compris dans la non-naissance d'une classe bourgeoise autochtone. Si les révoltes avaient abouti, cette classe aurait vu le jour.

L'influence des Empires ottoman et persan, devenus semi-colonies à la fin du XIXe siècle, était très affaiblie au Kurdistan. Les deux empires en déclin, ne purent perpétuer leur existence que par des calculs d'équilibre entre les pays impérialistes. Les plans des deux blocs impérialistes, qui se préparèrent au début du XXe siècle pour un partage renouvelé du monde dans le sens d'un règlement de comptes définitif, impliquèrent aussi le nouveau partage du Kurdistan.

C. Le Kurdistan dans le système impérialiste

1. La première guerre de partage impérialiste et la division renouvelée du Kurdistan

Lorsque l'impérialisme allemand, prenant un grand essor tardif, explicable par le développement inégal du capitalisme, mit à l'ordre du jour le nouveau partage du monde, la France et l'Angleterre qui s'en étaient déjà partagé une grande partie, s'y opposèrent.

Le seul moyen pour obtenir un nouveau partage fut la guerre. Avant la guerre, le bloc sous la direction de l'Angleterre, élaborait des projets pour le partage et l'assujettissement des Empires ottoman et persan, dont la décadence était imminente. Selon ces projets, le Kurdistan devait être partagé entre l'Angleterre et la France. Une part non négligeable de la région septentrionale devait être laissée à un État arménien dont la création fut envisagée.

Les Turcs se mirent en guerre aux côtés des Allemands. La raison en était les relations économiques qui avaient déjà été développées avec l'Allemagne auparavant, par exemple la ligne de chemin de fer Haydar Pasha-Bagdad traversant le Kurdistan sur toute sa longueur, et plus encore l'encouragement du « Touranisme » par l'Allemagne, c'est-à-dire de l'idéologie des dirigeants du « Ittihat ve Terakki Cemiyeti » (Comité de l'Union et du Progrès), qui venaient de conquérir l'État comme représentants de la bourgeoisie compradore bureaucratique turque. Sous la protection de l'Allemagne, l'Empire devait être maintenu et il était prévu de réunir « le monde turc jusqu'en Asie Centrale sous le toit d'un seul État ».

La première guerre de partage impérialiste, dont les conséquences saisirent tous les peuples du monde, eut aussi pour effet leur réveil et leur résistance. Elle amena un événement d'importance mondiale, la Révolution d'Octobre. La guerre se termina par la défaite de l'Allemagne. Des empires tels que les Empires russe, allemand, autrichien, ottoman et persan, disparurent de l'histoire. Il resta le nouveau partage du monde selon les conceptions d'un bloc dirigé par l'Angleterre.

Après la désagrégation de l'Empire ottoman, le règlement de comptes se poursuivit après la guerre avec comme enjeu la succession du Kurdistan. Tandis que les Turcs reprenaient une lutte de Libération et tentaient, sur la base des restes de l'ancien mécanisme étatique de l'Empire, de dominer la plus grande partie du Kurdistan, les Anglais, eux, s'installaient dans le Kurdistan Sud où se trouvent d'importantes réserves de pétrole pendant que les Français

commencèrent à occuper Antep, Urfa et Marash.

A cause de leur soumission remontant à des siècles et des siècles, les chefs de tribus et le gros propriétaires terriens du Kurdistan, par trahison, ne tirèrent naturellement aucun parti de cette situation très favorable. Les représentants du nationalisme kurde faible crurent pouvoir obtenir quelque droit des impérialistes en dessinant des cartes géographiques et en faisant des recensements de la population.

La société féodale stagnante ne pouvait produire aucune classe sociale qui avait pu être influencée par la Révolution d'Octobre. Dans ces conditions, le partage du Kurdistan par les États impérialistes-colonialistes, dans la mesure où leurs forces le leur permettaient, fut inévitable.

Les raisons et conséquences de ce nouveau partage du Kurdistan doivent être examinées plus attentivement : La bourgeoisie turque s'est constituée au cours du processus de la colonisation de l'Empire ottoman. Lorsque l'exportation de marchandises s'étendit, en liaison avec la révolution industrielle en Europe, l'utilisation des minorités chrétiennes comme intermédiaires servit à ce que le commerce régressât chez les peuples islamiques et tombât dans les mains des minorités arméniennes et grecques.

Cette situation nouvelle obligea la bourgeoisie turque dans son ascension de prendre appui sur l'État. Les sultans, dans leur volonté de conserver l'Empire, qui reposait sur des fondements féodaux et dont le déclin était inéluctable, furent contraints de procéder à des réformes dans les institutions de la superstructure.

Dans ce cadre, quelques écoles militaires et de médecine furent ouvertes. A partir de 1840, lorsque l'Empire entra dans la phase de la colonisation après la signature d'un accord commercial avec les Anglais, ce type d'institutions commença à se multiplier.

Les bureaucrates favorables à l'Occident d'autre part devinrent de plus en plus influents grâce au courtage et à la corruption et jouèrent un rôle dirigeant dans le développement du capitalisme bureaucratique.

Au cours de cette phase d'accélération dont le début se situa dans la deuxième moitié du XIXe siècle, la bourgeoisie turque se construisit peu à peu. L'idéologie nationaliste turque s'était cristallisée pendant ce temps à l'intérieur de l'appareil d'État, au fur et à mesure que la puissance de la bourgeoisie bureaucratique augmentait, et allait naturellement revêtir un caractère de défenseur de cet État.

Lorsque les peuples chrétiens ne constituaient pas encore d'États indépendants, cette idéologie se présenta comme « Ottomanisme », son but étant le maintien du privilège, de la domination de la nation turque ; elle fut représentée par des hommes de lettres tels que Namik Kemal, Çinasi et Ziya Pasha. Ce nationalisme, reposant sur une notion sans fondement comme « la nation ottomane », fut facilement démasqué à une époque où les peuples s'éveillèrent rapidement pour combattre pour leur indépendance.

Il fut alors relayé par un autre type de nationalisme. C'est ainsi que les classes dominantes turques, ayant perdu leur emprise sur les peuples chrétiens, donnèrent naissance à un nationalisme se cachant derrière le « Panislamisme », pour préserver au moins leur domination sur les peuples islamiques. Ce nationalisme fut encouragé particulièrement sous Abdul Hamid II.

Mais comme cette idéologie ne prit pas racine elle non plus à cause de la rébellion des peuples islamiques, le nationalisme turc, raciste et chauvin, se cristallisa.

Ce nationalisme se développa vers la fin du XIXe siècle avec le renforcement de la bourgeoisie sur le plan matériel et trouva son expression organisée dans le « Ittihat ve Terakki Cemiyeti ». Mais les défaites

successives, liées à des pertes de territoires, forcèrent les jeunes intellectuels turcs et la bourgeoisie bureaucratique à se « trouver une patrie », à définir leurs frontières. Ils comprirent qu'eux-mêmes allaient disparaître s'ils laissaient échapper l'État de leurs mains et revendiquèrent donc l'appareil d'État.

Pour pouvoir créer une nation turque au moins sur les territoires qu'ils avaient pu garder, ils encouragèrent sans relâche le nationalisme raciste et chauvin notamment grâce à son représentant politique, le « Ittihat ve Terakki Cemiyeti ». Ce groupe qui conquiert ensuite le pouvoir au moyen de quelques coups d'État dans les dernières années de la première guerre de partage impérialiste, se distingua lui-même par ses volontés impérialistes propres qui, sur le plan idéologique, prenaient la forme du « Touranisme » et qui furent encouragées par l'impérialisme allemand.

Au cours de ces années, il ne fut au laissé aucune chance de survie au faible nationalisme kurde. Par le « Ittihat ve Terakki Cemiyeti » environ 600.000 Kurdes furent livrés à la déportation et beaucoup d'entre eux moururent dans les montagnes du Taurus. Les Arméniens furent massacrés.

Quand les intellectuels turcs, aussi bien les civils que les militaires, virent après la guerre la façon dont l'Empire se désagrègeait, ils se tournèrent alors vers le nationalisme tel que Mustafa Kemal le représentait.

Ce nationalisme turc connu sous le nom de « kémalisme », était plus réaliste que le « Touranisme » parce qu'il partait du constat qu'il n'était pas possible de reconquérir les territoires perdus, que l'armée turque pourrait tout au plus conserver les territoires sous sa domination et ériger une nation seulement sur les territoires nommés « Misak-i-Milli ».

C'est sur cette base idéologique que la domination militaire, politique, culturelle et économique devait être développée au Kurdistan.

Les représentants de la bourgeoisie commerciale nationale, redoutèrent également, à la suite de l'occupation grecque, la perte de l'Anatolie, la région la plus peuplée par des Turcs et commencèrent donc à s'organiser rapidement.

Les « Mudafaa-i-Hukuk Cemiyetleri » d'Anatolie de l'Ouest et de l'Est (Comités de défense des droits) qui furent créés pour promouvoir les intérêts régionaux contre les minorités arméniennes et grecques, furent la première forme d'organisation kémaliste.

Ces comités fusionnés à l'occasion des Congrès de Sivas et d'Erzurum, fondèrent à Ankara un conseil, le BMM (Grande Assemblée Nationale), qui prit des mesures contre l'occupation grecque et décida de constituer un gouvernement sous lequel la résistance se développa contre le sultan d'Istanbul d'une part et contre l'occupation grecque d'autre part pour devenir le mouvement de Libération Nationale turque.

Au début, les kémalistes cachèrent leurs intentions, pour mettre les chefs de tribus et sheikhs kurdes de leur côté et c'est seulement après leur victoire qu'ils révélèrent leur véritable identité. Les Kurdes adoptèrent une attitude de soutien envers le mouvement de Libération Nationale turque, d'une part à cause de l'occupation par les Français, d'autre part à cause du danger arménien et russe de la première guerre mondiale qu'ils n'avaient pas oublié.

L'identité masquée des kémalistes et leur propagande comme « gouvernement des deux peuples » favorisèrent cette attitude des Kurdes. Après sa victoire contre l'occupation grecque, le mouvement de Libération Nationale turque envoya ses représentants à Lausanne pour faire reconnaître sa victoire à l'échelle internationale.

A cette occasion, on fit à nouveau figurer le Kurdistan sur la « table d'opération ». Les parties contractantes étaient l'Angleterre et la France, États directement engagés dans la

question du Kurdistan. Etant donné leur état d'épuisement dû à la guerre, leur présence militaire dans les colonies et les problèmes qui ne faisaient que croître chez eux avec le développement du mouvement ouvrier, ces deux États ne se virent pas en mesure de se lancer de nouveau dans une guerre.

Contre l'Occident, c'est l'URSS qui soutint la Turquie. Lorsque ces conditions internationales favorables se conjuguèrent avec la victoire à l'intérieur, la capacité d'action des Turcs s'accrut énormément. Un conflit se déclencha autour de Mossoul (de nos jours au Kurdistan Sud) avec les Anglais, qui étaient décidés à se battre pour cette région contre les Turcs.

Comme dans une pièce classique, le Kurdistan et les Kurdes furent tirés à hue et à dia, joués les uns contre les autres par ces deux forces. Les Anglais jouèrent les Kurdes sous occupation turque contre les Turcs et les Turcs jouèrent les Kurdes sous occupation anglaise contre les Anglais.

Finalement, les deux parties tombèrent d'accord en 1926 sur le dépeçage et le partage définitif du sol le plus fertile du Kurdistan, qui avait été reconnu à Lausanne et qui est conservé jusqu'à nos jours.

En se faisant connaître auprès de toutes les nations à Lausanne, les Turcs partagèrent avec les impérialistes le pays qui leur avait manifesté le plus grand soutien dans leur lutte de Libération Nationale : le Kurdistan.

L'histoire du partage en quatre du Kurdistan jusqu'à aujourd'hui n'est rien d'autre que celle de la colonisation avec son cortège d'occupations, d'exterminations et de pillages.

2. La colonisation du Kurdistan par la République de Turquie

Après avoir fait avaliser, à Lausanne, à l'échelle internationale, leur victoire contre les Grecs, les représentants de la jeune bourgeoisie turque choisirent la république comme forme d'organisation.

Sous le régime républicain, toutes les mesures furent prises pour favoriser le développement de la bourgeoisie turque : le commerce, qui était dominé par les Arméniens et les Grecs, leur fut arraché et toutes les revendications des ouvriers et des paysans furent violemment réprimées.

Le chauvinisme du nouveau régime se montra bientôt clairement à l'encontre des minorités et des Kurdes, notamment en étouffant avec violence toute revendication légitime. Malgré toutes ces mesures, la bourgeoisie nationale turque ne put se développer tellement et perdit son caractère national peu à peu. La cause essentielle en fut la domination impérialiste.

Les conflits internes de l'impérialisme entre les deux guerres impérialistes, l'aide économique soviétique, la crise du capitalisme mondial en 1929 et l'application d'une politique de nationalisation permirent un développement en partie indépendant du capitalisme turc et, malgré cela, la peur d'un développement semblable à la Révolution d'Octobre et l'hostilité envers les ouvriers et les paysans menèrent très tôt à une soumission aux puissances impérialistes.

Cela montre que les possibilités d'expansion de la bourgeoisie nationale dans un pays qui n'est pas indépendant sont très limitées. Bien que la République de Turquie vît le jour dans un contexte de conflit avec les États impérialistes, cette confrontation n'aboutit pas à une totale indépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Vers la fin des années 30 en particulier, lorsque le monde était entraîné vers un nouveau conflit, le capitalisme turc se plaça complètement aux côtés des impérialistes.

La République de Turquie, qui avait mis fin à ses relations amicales avec l'Union Soviétique depuis longtemps, réussit à se tenir en dehors de la deuxième guerre de partage impérialiste grâce à sa politique en zigzag entre l'Allemagne nazi et l'Angleterre.

La bourgeoisie turque, qui se renforça considérablement grâce à ses razzias sous le prétexte de devoir prendre des « mesures contre la guerre », confrontée au conflit entre le socialisme et le capitalisme qui allait en s'aggravant après la guerre, n'hésita pas une seconde pour se mettre sous la domination de l'impérialisme.

Face à la construction socialiste et aux mouvements de Libération Nationale en développement dans le monde entier, la bourgeoisie turque n'avait d'autre choix que de prendre le rôle de gardien de l'impérialisme au Moyen-Orient.

L'envoi de soldats turcs contre le peuple de Corée, l'entrée dans l'OTAN, le soutien par le Plan Marshall et l'accord bilatéral avec les États-Unis sont autant de preuves de la soumission de la Turquie à l'impérialisme.

Le caractère d'abord discrètement progressiste de la République des années de sa fondation se transforma de plus en plus en hostilité envers les ouvriers et les paysans et en massacres dirigés contre le peuple kurde à l'intérieur ; vers l'extérieur la République de Turquie devint l'un des alliés les plus fidèles de l'impérialisme dans le combat contre le socialisme sous la direction de l'URSS et lors de la destruction des luttes des peuples pour leur Libération Nationale.

Ces caractéristiques inchangées jusqu'à l'heure actuelle, font de la République de Turquie un État réactionnaire. En Turquie, devenue après la seconde guerre mondiale impérialiste une néo-colonie des États-Unis, commença à se développer un capitalisme industriel, monopoliste et collaborateur, dépendant de l'impérialisme, en particulier dans les secteurs du montage, du textile et alimentaire.

Ce développement capitaliste qui fut encore accéléré par les putschs de 1960 et 1971, est à l'origine de l'impasse dans laquelle se trouve coincée la Turquie d'aujourd'hui. Jusqu'à maintenant elle n'a encore trouvé aucune issue à cette crise.

L'actuelle formation politique du capitalisme turc, s'étant développée dès le départ dans la dépendance de l'impérialisme, est marquée par l'alliance de la bourgeoisie monopoliste collaboratrice, la bourgeoisie bureaucratique, les gros propriétaires terriens et des puissances industrielles et financières qui font valoir leur influence dans la mesure de leur puissance ; c'est un État oligarchique qui se camoufle derrière le parlementarisme bourgeois et se sert de gouvernements à composantes « libérale » et fasciste.

La raison pour laquelle nous traitons les développements économiques et politiques dans la phase de la République de Turquie, se trouve dans le rapport direct avec la domination turque telle qu'elle a été établie au Kurdistan.

Le nationalisme kémaliste, le ciment lors de la fondation de la République, projetée à l'intérieur des frontières « Misak-i-Milli » de créer une nation turque qui formera « avec son pays et sa nation une union indivisible ». Les diverses nationalités et minorités, qui ne rentrèrent pas dans ce schéma, devaient se dissoudre dans le processus de nationalisation turque et être supprimées.

Cette idéologie, comparable du point de vue du contenu historique, politique et social, au sionisme israélien et au racisme en Afrique du Sud et en Rhodésie, partait de l'idée que la réalisation de la domination turque au Kurdistan devait se faire sur la base d'une intervention militaire, étant donné la faiblesse de ses fondements économiques.

La bourgeoisie turque partit donc de la conscience de la nécessaire occupation militaire massive dans le but de coloniser le Kurdistan sur les plans politique, culturel et économique et donc, dans les années 1925-1940, elle mit en pratique son plan avec l'aide de l'armée de la République nouvellement mise sur pied.

Cette situation fut à l'origine de réactions véhémentes au Kurdistan, car les Kurdes s'étaient attendus à ce que les kémalistes

tiennent les promesses qu'ils avaient faites pendant la lutte d'indépendance. Le mouvement d'occupation qui n'était en fait rien d'autre qu'exploitation, déploiement de chauvinisme et renforcement de l'oppression, fut propagé comme « Mouvement de civilisation de la République contre les Kurdes sauvages ».

Les représentants des chefs de tribus qui se servaient de la juste résistance du peuple kurde dans leurs propres intérêts, furent utilisés par les kémalistes pour prouver qu'ils avaient raison. Mais peu importe le prétexte : un mouvement dont le but est l'extermination de la langue et de la culture et même de l'existence d'un peuple, ne peut à aucun moment être un mouvement de civilisation, mais au contraire un acte de barbarie.

La forme d'organisation kurde, féodale et tribale, ne tint pas tête et ne pouvait tenir tête à la forme d'organisation moderne de l'armée de la bourgeoisie turque. La résistance prit une grande ampleur (1925 Palu-Genc-Hani, 1930 Ararat, 1938 Dersim), mais malgré cela la défaite était inévitable.

Une des raisons de ces défaites successives était que les conditions objectives ne permettaient pas encore de mouvement de Libération moderne. Les Turcs, qui à l'échelle internationale trouvèrent un soutien auprès de l'Union Soviétique dans le cadre des intérêts généraux du socialisme, parfirent leur mouvement d'occupation vers le début des années 40.

Tandis que la deuxième guerre de partage impérialiste provoquait dans le monde entier l'éclosion de mouvements de Libération Nationale, son influence sur le Kurdistan fut inexistante, à l'exception de Mahabad.

A cet égard, ce sont les éléments suivants qui jouèrent un rôle prépondérant : l'isolement du Kurdistan mis en place par la République de Turquie, l'empêchement de tout développement économique et la non-entrée en guerre.

La Turquie, et donc aussi le Kurdistan, devait être ouverte au néo-colonialisme des États-Unis, qui avaient développé après la guerre le néo-colonialisme dans le monde. Le fait que le Kurdistan reste sous domination turque ne va pas à l'encontre des intérêts des États-Unis.

En ce sens, l'armée turque défend aussi les intérêts américains en contrôlant le Kurdistan. Les États-Unis, se tenant derrière de nombreuses armées fantoches n'ont donc pas besoin d'utiliser la forme classique du colonialisme, qui supposerait un engagement direct de leur propre armée, aussi longtemps qu'ils peuvent se servir de ces armées pour leurs intérêts.

De toute façon, il s'agit là d'une exigence de la politique du néo-colonialisme. Il n'est pas contradictoire que les États-Unis, qui fondent un grand espoir sur la bourgeoisie turque, favorisent leur néo-colonialisme à l'intérieur de la République de Turquie alors même que la bourgeoisie turque pratique un colonialisme classique au Kurdistan. Bien au contraire, cela se complète. Tandis que dans cette période, des économies fortes développent le néocolonialisme, les économies dépendant de l'impérialisme ne peuvent que préserver le colonialisme classique.

Le fait par exemple que le Portugal s'accrocha à la politique du colonialisme classique était dû à sa dépendance économique de l'impérialisme. Les trusts internationaux affichèrent des besoins croissants de domaines d'investissement, de marchés et de matières premières.

Le capitalisme monopoliste turc né dans des conditions néocolonialistes, avait besoin de main d'œuvre à bas prix, de matières premières, de marchés et de produits agricoles et d'élevage. En plus vint la revendication par les féodaux kurdes de leur participation au processus d'exploitation capitaliste.

L'action cumulée de ces trois éléments accéléra le processus de développement du capital étranger au Kurdistan à partir de l'année 1960.

Le capitalisme qui se développa sous cette forme au Kurdistan, a donné lieu à des transformations profondes dans les domaines culturels et sociaux. Avant de s'intéresser à ces changements économiques, sociaux et politiques, qui se poursuivent encore aujourd'hui en un processus d'assimilation concentrée, nous examinerons rapidement le développement du colonialisme dans les autres parties du Kurdistan.

3. La colonisation du Kurdistan Sud

Par l'accord d'Ankara en 1921, la France obtint une partie du Kurdistan Sud. A cette époque les peuples arabes n'étaient pas encore répartis sur plusieurs États différents.

La France dirigeait la Syrie et le Liban par un régime de mandat commun. Sous la domination française jusqu'en 1946 se composa une bourgeoisie compradore arabe et chrétienne, et à cette occasion Beyrouth joua un rôle fondamental.

La domination française, qui était construite sur des bases peu solides, privilégia certains peuples qu'elle dominait. La possibilité de se développer politiquement fut peut-être donnée aux Arabes et aux chrétiens, mais pas aux Kurdes cependant.

Malgré cela, l'influence de la domination française sur le Kurdistan demeura limitée. Vu que les Arabes vivaient eux aussi sous des régimes colonialistes, ils ne pouvaient user d'oppression envers les Kurdes.

Le Parti Baas qui fut fondé en 1946 sous la direction de quelques petits bourgeois arabes, développa le combat contre la domination française comme représentant politique de la bourgeoisie arabe.

Lorsque l'application du colonialisme classique commença à poser problème en 1946, les Français divisèrent la région en deux États, la Syrie et le Liban, à la tête desquels ils mirent leurs collaborateurs, et furent contraints de se retirer.

Mais, avant de se retirer, les Français laissèrent à l'occupation kémaliste la région de Hatay, dont la population était pour la plus grande part composée d'Arabes et pour le reste de Kurdes, de Turcs et de Tcherkesses.

Après le retrait des Français, les Arabes devinrent la nation dominante à l'intérieur des frontières de la Syrie. Avec le renforcement de la bourgeoisie arabe commença à se renforcer aussi la pression sur les Kurdes.

Lorsque le Parti Baas prit le pouvoir, remplissant une mission semblable à celle du CHP en Turquie, des pratiques furent mises en place, conformes à son caractère chauvin, telles que l'ouverture du Kurdistan à l'exploitation arabe, la déportation forcée des Kurdes vers le Sud de la Syrie, le projet de la « Ceinture arabe » et l'assimilation massive.

Les Kurdes ne sont pas liés à l'État en tant que citoyens, mais ils sont traités comme une minorité. Le Parti communiste syrien révisionniste et le Parti Baas syrien, qui est au pouvoir actuellement, font quelques concessions aux Kurdes en raison des contradictions avec le Parti Baas irakien – le partage des eaux de l'Euphrate, la question de la Palestine et du Liban – pour se servir des Kurdes dans la défense de leur propre intérêt.

A la suite des traités de Lausanne en 1923 et d'Ankara en 1926 entre l'Angleterre et la Turquie, la partie orientale du Kurdistan Sud passa sous le mandat anglais. Les Anglais pratiquèrent une politique différente envers les Arabes et les Kurdes pendant la longue période de leur domination en Irak.

Ce furent essentiellement les Arabes qui furent privilégiés et malgré cela la question du Kurdistan fut entretenue à condition qu'elle ne puisse aboutir, pour enrayer le mouvement de Libération arabe, comme d'ailleurs en Turquie.

Les Anglais ont ici utilisé leur politique typique de « diviser pour régner ». Le potentiel révolutionnaire du Kurdistan ne trouva jamais au cours de l'histoire un élément commun avec

les intérêts de l'Angleterre. Les Anglais comprirent en effet très bien qu'un Kurdistan indépendant représenterait le plus grand danger pour la politique des impérialistes au Moyen-Orient.

Un Kurdistan indépendant, qui ne concorde pas avec les intérêts des compradores féodaux et qui par conséquent accède inéluctablement à une structure démocratique, est sans aucun doute le plus grand danger pour l'ensemble de la politique de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Un Kurdistan qui est partagé, qui de temps à autre peut être utilisé quasiment comme un atout pour obtenir davantage de concessions de leurs collaborateurs, et voire même pour rendre les collaborateurs dépendants de soi, c'est certainement l'idéal pour les intérêts des impérialistes. Ceci est le fondement de l'apparente sympathie de la presse impérialiste vis-à-vis des Kurdes.

Les éléments dont l'influence fut renforcée sous le régime du mandat anglais, furent les compradores féodaux arabes. Les Anglais et cette couche qui leur était intimement liée, ont renforcé sensiblement l'oppression et l'exploitation au Kurdistan.

Dès le début, les résistances qui apparurent du fait même de cette oppression et de cette exploitation dirigées par les féodaux et chefs de tribus kurdes, furent abattues conjointement. Ces résistances qui auraient pu facilement triompher des Arabes, furent défaites par les forces armées de la RAF.

Puis, les Anglais durent céder la première place dans le monde après la deuxième guerre de partage impérialiste ; l'influence des pays socialistes et des mouvements de Libération Nationale se renforça ; à l'intérieur le Parti Baas irakien et le Parti Démocratique du Kurdistan Irak (PDK-Irak) furent fondés, ajoutant leur influence à celle du Parti communiste irakien révolutionnaire (IKP) fondé déjà auparavant : tous ces facteurs firent que le mouvement révolutionnaire commença à se développer en Irak.

Le lynchage de Nuri es-Said Pasha, occupant la position d'agent des Anglais, par le peuple, l'accession à l'indépendance de l'Irak et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement démocratique furent le premier résultat de cette lutte. Le gouvernement irakien se retira du pacte de Bagdad (qui prit le nom de CENTO par la suite), qui avait été fondé pour réprimer les mouvements de Libération Nationale des peuples du Moyen-Orient.

On promet aux Kurdes des droits démocratiques et nationaux limités. Le caractère chauvin de la petite bourgeoisie arabe cependant, et du représentant de la bourgeoisie arabe de l'époque, le Président Kassem, prépara la voie à une dictature militaire, dont les conséquences furent l'empêchement du processus de démocratisation et l'abandon des droits qui avaient été promis aux Kurdes. La lutte qui s'était ouverte entre le Parti Baas, le PDK-Irak et le IKP produisit en 1968 de nouveau un gouvernement démocratique seulement en apparence.

Mais cette fois encore la prépondérance du Parti Baas rendit non réalisable la revendication « Irak démocratique, Kurdistan autonome ». Le caractère réformiste, mi-bourgeois mi-féodal, du PDK-Irak empêcha que l'on se tourne vers l'indépendance et essaya de balayer le slogan « Un Kurdistan indépendant », qui aurait pu être mis en pratique à plusieurs reprises, si on avait combattu pour cela.

Après avoir laissé passer ces occasions, le PDK-Irak se cramponna, le Parti Baas fit des concessions à l'impérialisme, pour pouvoir renforcer sa situation. Cette conduite constitua une cause d'une défaite dévastatrice des Kurdes en 1974 ; il ne peut d'ailleurs en être autrement, aussi longtemps que la structure féodale tribale, qui s'appuie contre le réformisme, adoptera une attitude conciliatrice envers l'impérialisme et le colonialisme, ce qu'elle continue de faire.

Aujourd'hui la dictature du Baas continue son occupation militaire au Kurdistan, le IKP révisionniste étant son complice. Elle soumet

les Kurdes à la déportation forcée vers le Sud de l'Irak, essaye de réaliser le projet de la « Ceinture arabe » et pille systématiquement les richesses souterraines du Kurdistan, en premier lieu les réserves de pétrole.

Dans ces conditions de départ, la question principale pour le peuple dans cette partie n'est pas la lutte sous la devise « Démocratie pour l'Irak, autonomie pour le Kurdistan », qui a déjà échoué maintes fois dans la pratique et qui a créé d'importants dommages, mais la lutte pour un « Kurdistan indépendant », ce qui nécessite la rupture des relations économiques, culturelles, militaires et politiques avec la République arabe irakienne, qui sont caractérisées par la dépendance, ainsi que l'accélération des activités idéologiques, d'organisation, politiques et militaires.

4. La colonisation du Kurdistan Est

L'Empire persan, dont l'Angleterre et le tsar russe convinrent de le partager, tomba après la première guerre de partage impérialiste dans un processus de totale décadence.

Tandis que l'éclatement féodal progressait sous l'occupation anglaise, le refus par le gouvernement soviétique de reconnaître l'accord passé avec le tsarisme et le soutien de l'Union Soviétique au mouvement révolutionnaire naissant par endroits, précipitèrent l'Iran dans une situation d'une part révolutionnaire et d'autre part contre-révolutionnaire.

Mais Reza Khan, qui exprima les intérêts des plus forts, des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie, et qui visait à organiser une armée nationale centrale, à mettre fin au morcellement féodal, à développer l'économie du pays et à éliminer les mouvements révolutionnaires, devint maître de la situation. Reza Khan sut tirer profit du ressentiment du peuple envers la dynastie Kadjar.

Cette dynastie vendit le pays aux impérialistes et saigna le peuple à blanc.

Mais Reza Khan fonda lui-même une nouvelle dynastie sous le nom 'Tahlevi' et transforma l'Iran à nouveau en un empire. L'Empire assura le privilège de la nation persane et assumait le développement des intérêts des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie.

Au cours de la seconde guerre de partage, l'Iran fut occupé. Les Républiques d'Azerbaïdjan et de Mahabad, qui avaient été fondées après la guerre avec le soutien de l'Armée Rouge furent éliminées sans problème après le retrait de celle-ci hors de l'Iran, avec l'aide des impérialistes.

Lorsque les mouvements de nationalisation de Mossadegh furent éliminés par le shah Reza Pahlavi qui reçut pour cela le soutien actif de la CIA, l'Iran entra dans une phase où il devint une néo-colonie des États-Unis. Le shah, qui mit sur pied un régime répressif sans pitié, fit de son entourage et des gros propriétaires terriens devenir bourgeoisie et tenta par cela de perpétuer sa domination en Iran.

En Iran, où la nation persane jouit d'une « situation nationale privilégiée » et où les peuples azerbaïdjanais, kurde et baloutch souffrent sous le joug de l'oppression nationale et féodale, il est évident que la situation ne fera que s'aggraver avec le développement accru du néo-colonialisme.

Dans l'Iran d'aujourd'hui, où l'impérialisme et l'entourage du shah, les gros propriétaires terriens et la bourgeoisie collaboratrice, qui

s'appuie sur l'industrie de montage, présentent une communauté d'intérêts, une lutte commune des peuples se développe contre le néocolonialisme, qui domine la nation persane, et contre le colonialisme classique, qui domine les nations azerbaïdjanaise, kurde et baloutch et qui est pratiqué par la monarchie persane.

La tâche principale que doivent accomplir dans ce combat les Kurdes au Kurdistan Est, est l'unification de leur propre lutte pour l'indépendance et la démocratie avec celle des autres peuples dans un front.

La lutte des Kurdes contre les grands propriétaires terriens traîtres et contre l'impérialisme et son valet, la monarchie du shah, pour la démocratie et l'indépendance, constitue un ensemble avec les luttes des peuples azerbaïdjanais, persan et baloutch. Le premier devoir dans la lutte est la chute de la monarchie du shah.

Conclusion :

Le colonialisme régnant dans les quatre parties du Kurdistan et qui a été développé de façon séparée mais aussi non sans un certain parallélisme et soutien mutuel, se perpétuera en s'accroissant avec toutes les conséquences que cela peut avoir, aussi longtemps que le combat national pour l'indépendance et l'unification du Kurdistan ne prendra pas l'initiative, ou bien tant que ne se produiront pas d'importants changements à l'échelle mondiale ou régionale.■



Le HDP, la visite du Dem Parti à Abdullah Öcallyan du 28 décembre 2024 et le confédéralisme démocratique

Le HDP - Halkların Demokratik Partisi (Parti démocratique des peuples) est un mouvement politique fondé en Turquie en 2012 ; il reflète l'interprétation de ce qu'est la gauche au sens le plus général des termes aux yeux des Kurdes tournés vers le PKK.



Il y a eu tout un processus d'unité avec d'autres structures de gauche en Turquie, qui relèvent de ce qu'on peut appeler la gauche alternative, réformiste, progressiste. Il y a également des mouvements relevant de fronts mis en place par les trotskistes affiliés au SWP anglais et par les deux principales structures marxistes-léninistes « pro-albanaises ».

Pour faire simple, on parle ici de toute une « gauche de la gauche » qui rejette le cadre politique turc traditionnel, sans pour autant au sens strict basculer dans l'opposition frontale depuis des mouvements clandestins.

Cela est à relativiser néanmoins, car la plupart des mouvements clandestins soutiennent d'une manière ou d'une autre cette approche. Le grand dénominateur commun, c'est en effet la considération que la clef de tout processus démocratique en Turquie est la question kurde.

Parmi les nombreuses parties prenantes de ce soutien au HDP, on a la Plateforme de solidarité socialiste, le Mouvement démocratique des femmes libres, le Congrès islamique démocratique, Istanbul LGBTI, le Mouvement libre démocratique alévi, la Voix du travail, la Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie, le Mouvement pour la démocratie et la liberté, etc.

On a surtout le Parti de la paix et de la démocratie (Barış ve Demokrasi Partisi) devenu le Parti démocratique des régions (Demokratik Bölgeler Partisi), le Parti du travail (Emek Partisi), le Parti révolutionnaire socialiste des ouvriers (Devrimci Sosyalist İşçi Partisi), le Parti socialiste des opprimés (Ezilenlerin Sosyalist Partisi), le Parti de la démocratie socialiste (Sosyalist Demokrasi Partisi), le Parti de la refondation socialiste (Sosyalist Yeniden Kuruluş Partisi) et enfin le Parti de la gauche verte (Yeşil Sol Partisi).

Ce dernier est devenu le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (Halkların Eşitlik ve Demokrasi Partisi) en 2023, en raison de la très grande répression frappant le HDP. On le connaît sous le nom de Dem Parti.

Le HDP obtenait 10 % des voix aux élections en Turquie (avec 5-6 millions des voix), mais il a vu des milliers de ses membres et de ses élus emprisonnés, l'État turc accusant le HDP d'être une émanation du PKK.



Le Dem Parti a, dans une telle situation, pris en quelque sorte la place du HDP. Sa position politique se résume comme suit.

« [le Dem Parti] assume la responsabilité politique d'une nouvelle vie et d'un nouvel avenir, pour l'établissement d'une société démocratique, libertaire, égalitaire, juste, écologique, égalitaire et solidaire, avec une conception pluraliste, participative et délibérative de la lutte ; défendant les droits humains universels sans aucune discrimination, protégeant les droits de la nature et de tous les êtres vivants, luttant contre le militarisme. »

C'est le dénominateur commun à toute la gauche de la gauche turque, y compris les organisations clandestines s'alignant sur la cause kurde telle qu'elle est définie pour le PKK.

Il faut une société « pluraliste », non pas laïque mais reconnaissant les minorités religieuses, et d'ailleurs les minorités en général. Une très grande insistance est ainsi accordée à l'idéologie LGBT.

Il y a la tendance générale à revendiquer l'anarchisme, par ailleurs, ou plus exactement une approche libertaire, le terme signifiant la même chose qu'anarchiste, mais sans être relié à l'aspect révolutionnaire-destructeur du terme « anarchiste », très lié au 19^e siècle. Le PKK se revendique d'ailleurs du « municipalisme libertaire » et c'est valable pour la plupart des structures appartenant à cette « gauche de la gauche ».

Le Rojava, la région majoritairement kurde en Syrie, connaît un régime politique autonome depuis le début de la guerre civile en Syrie en 2011, qui est justement fondé sur cette démarche et sert de « vitrine ».

La quasi-totalité des organisations clandestines de Turquie soutiennent le Rojava, et pour beaucoup ont envoyé de très nombreux cadres, participant à la défense armée du territoire.

Ainsi, si on a vite fait de dire que, finalement, tout ça relève d'une manière ou d'une autre du PKK, les choses sont en fait plus compliquées, car la logique générale est de former des entités se fédérant. Il y a ainsi un alignement naturel sur le PKK plus que forcément une appartenance formelle, parce que c'est considéré comme la force qui peut faire basculer la Turquie vers un nouveau régime.

C'est le sens de la visite de Pervin Buldan et Sırrı Süreyya Önder à Abdullah Öcalan dans sa prison, le 28 décembre 2024. La première est la co-présidente du HDP, le second un député du Dem Parti et par ailleurs vice-président de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Abdullah Öcalan, né en 1949, est le dirigeant historique du PKK ; il a été arrêté en 1999 au Kenya et se trouve à l'isolement sur l'île-prison d'İmralı. Depuis, il a développé l'idéologie du « confédéralisme démocratique », qui est justement appliqué au Rojava, et forme l'expression on va dire développée du « municipalisme libertaire ».

L'autorisation de la visite rendue le 28 décembre 2024 a été prise au plus haut niveau ; Abdullah Öcalan n'a en effet droit aux visites qu'au compte-gouttes, en étroite liaison avec la question des négociations de paix. Avant cette visite, cela faisait 43 mois qu'Abdullah Öcalan n'avait plus eu de visites de sa famille ou d'avocats.

Et de manière significative, on notera ici que Devlet Bahçeli, le dirigeant du MHP, un parti d'extrême-droite littéralement fanatique, appelant pour faire simple chaque jour à tuer Abdullah Öcalan, a expliqué en octobre 2024 que celui-ci pourrait parler devant le parlement et finalement être libéré, si le PKK arrêta sa lutte.

Abdullah Öcalan répond directement à Devlet Bahçeli, de manière constructive, dans le compte-rendu effectué de la visite. En voici le communiqué officiel.

« À la presse et au public

Déclaration de nos députés, Pervin Buldan et Sirri Süreyya Önder, sur leur rencontre avec M. Abdullah Öcalan à İmralı :

Le 28 décembre 2024, nous avons tenu une réunion approfondie avec M. Abdullah Öcalan à İmralı. Il est en bonne santé et son moral était particulièrement élevé. Ses évaluations, visant à trouver une solution durable à la question kurde, étaient d'une importance vitale.

Au cours de la réunion, les récents développements au Moyen-Orient et en Turquie ont été discutés et M. Öcalan a proposé des solutions constructives pour contrer les scénarios imposés d'un avenir sombre.

Les principaux points de sa réflexion et de son approche peuvent être résumés comme suit :

- Renforcer à nouveau la fraternité turco-kurde n'est pas seulement une responsabilité historique, mais aussi une question d'une importance décisive et urgente pour tous les peuples.
- Pour assurer le succès de ce processus, il est essentiel que tous les milieux politiques en Turquie s'élèvent au-dessus des calculs étroits et à court terme, prennent des initiatives, agissent de manière constructive et contribuent positivement. Sans aucun doute, l'une des plateformes les plus importantes pour de telles contributions sera la Grande Assemblée nationale de Turquie (TBMM).
- Les récents incidents à Gaza et en Syrie ont démontré que la résolution de ce problème, aggravé par des interventions extérieures, ne peut plus être reportée. Les contributions et les propositions de l'opposition sont également précieuses pour mener à bien des efforts proportionnés à la gravité de cette affaire.

- Je possède la compétence et la détermination nécessaires pour contribuer positivement au nouveau paradigme soutenu par M. Bahçeli [qui est le chef du parti d'extrême-droite MHP] et M. Erdoğan [qui est président de la Turquie].
- La délégation transmettra mon approche à la fois à l'État et aux milieux politiques. À la lumière de cela, je suis prêt à prendre les mesures positives nécessaires et à lancer l'appel requis.
- Tous ces efforts élèveront le pays au niveau qu'il mérite et serviront de guide inestimable pour la transformation démocratique.
- C'est une ère de paix, de démocratie et de fraternité pour la Turquie et la région.

Respectueusement

Pervin Buldan et Sirri Süreyya Önder
29 Décembre 2024 »

On est ici dans le prolongement de la position initiale du PKK, qui est de chercher à forcer l'État turc à négocier. Depuis 1999, il ne s'agit plus de détruire l'État turc ou du moins de le vaincre militairement, mais de l'amener à se transformer.

Et désormais il s'agit de procéder au grand saut, dans un sens ou dans un autre. La victoire militaire à la fin de l'année 2024 de l'opposition syrienne – en fait des islamistes armés par l'occident et la Turquie – place en effet le Rojava dans la délicate question de savoir comment se positionner.

Il fait face au nouveau régime et face aux forces islamistes agressives directement épaulées par l'armée turque, tout en étant lui-même soutenu par la « coalition internationale » et plus précisément l'armée américaine présente sur place.

Les soldats américains épaulent en effet le Rojava, avec une présence dans les gouvernorats d'Hassaké et de Deir ez-Zor. Ils contrôlent également les champs pétroliers de l'est de la Syrie et disposent dans le sud de la Syrie d'une base militaire, Al-Tanf, placée le long de l'autoroute Bagdad – Damas.

Soutenu par les Américains, sous menace turque, devant trouver une place dans le nouveau régime syrien... Le Rojava est à la croisée des chemins, et c'est tout le sens des propos d'Abdullah Öcalan, qui dit à l'État turc que désormais un accord est réalisable.

C'est effectivement tout à fait cohérent du point de vue d'Abdullah Öcalan, du PKK, des forces kurdes se fondant sur le principe du « confédéralisme démocratique », des mouvements voyant en une telle démarche un levier pour changer la Turquie.

Cela ne l'est pas du tout du point de vue communiste, du point de vue du matérialisme dialectique.

La position d'Abdullah Öcalan est en effet idéaliste, mais pour le comprendre il faut voir quelle est précisément sa vision du monde.

Voici des extraits d'une analyse effectuée par Abdullah Öcalan en 2011, expliquant les grands traits du confédéralisme démocratique, qu'il présente comme une solution universelle. L'impact de cette idéologie a été massif en Europe dans les milieux anarchistes et une partie des milieux trotskistes.

Abdullah Öcalan considère les États comme des abstractions qui forcent les choses pour exister, et que la vraie réalité, ce sont les « communautés ». Celles-ci devraient prendre le pouvoir localement, adopter un code moral et se fédérer.

C'est là une incompréhension de ce qu'est un mode de production ; c'est là surtout une tentative d'échapper au féodalisme du Moyen-Orient sans mener de révolution antiféodale - Abdullah Öcalan le dit d'ailleurs de manière explicite.

« Le droit à l'autodétermination des peuples comprend le droit à un État propre. La fondation d'un État ne permet cependant pas d'augmenter la liberté d'un peuple, et le système des Nations Unies, fondé sur les États-nations, a démontré son inefficacité.

Les États-nations se sont ainsi mis à représenter de sérieux obstacles face aux évolutions sociales. Le confédéralisme démocratique est le paradigme inverse, celui des peuples opprimés.

Le confédéralisme démocratique est un paradigme social et non-étatique. Il n'est pas contrôlé par un État. Le confédéralisme démocratique représente également les aspects organisationnels et culturels d'une nation démocratique.

Le confédéralisme démocratique est fondé sur la participation de la population, et ce sont les communautés concernées qui y maîtrisent le processus décisionnel. Les niveaux les plus élevés ne sont présents qu'afin d'assurer la coordination et la mise en œuvre de la volonté des communautés qui envoient leurs délégués aux assemblées générales.

Pour assurer un gain de temps, ils font office à la fois de porte-parole et d'institution exécutive. Cependant, le pouvoir décisionnel de base est dévolu aux institutions populaires (...).

Le PKK n'a jamais considéré la question kurde comme un simple problème d'ethnicité ou de nationalité. Nous concevions notre mouvement comme un projet visant à libérer et à démocratiser la société.

Depuis les années 1990, nos actions ont été principalement déterminées par ces objectifs.

Nous reconnûmes également un lien de causalité entre la question kurde et la domination mondiale imposée par le système capitaliste moderne. Sans remettre en question ce lien, toute solution aurait été impossible. Nous aurions continué à être dépendants, sous de nouvelles formes.

Jusqu'alors, en ce qui concerne les questions d'ethnicité et de nationalité telle que la question kurde, dont les origines sont profondément enracinées dans l'histoire et les fondations mêmes de la société, une seule solution viable était envisagée : la création d'un État-nation, paradigme de la modernité capitaliste de l'époque.

Toutefois, nous ne voyions pas, dans les modèles politiques existants, une possibilité d'amélioration durable de la situation des peuples du Moyen-Orient. Le nationalisme et les États-nations n'étaient-ils pas, en effet, à l'origine de nombre des problèmes du Moyen-Orient contemporain? (...)

L'État-nation est la forme de pouvoir la plus maximale. Aucun des autres types d'État ne possède une capacité de pouvoir équivalente. La principale raison de ce pouvoir réside dans le fait que les classes moyennes supérieures y ont été progressivement rattachées au processus de monopolisation.

L'État-nation est lui-même le plus complet des monopoles. Il s'agit, en réalité, d'une unité de monopoles, tels que le monopole du commerce, de l'industrie, de la finance et du pouvoir. Le monopole idéologique est, quant à lui, indivisible du monopole du pouvoir (...).

La plupart des États modernes s'affirment laïcs, revendiquant avoir coupé les liens existant entre la religion et l'État et séparé la première du second. Cela n'est que partiellement vrai.

Certes, les institutions religieuses et autres représentants du clergé ne participent plus au processus décisionnel sociopolitique ; en revanche, ils continuent d'influencer les décisions prises, tout en se trouvant eux-mêmes sous l'influence des idées et évolutions sociopolitiques.

Par conséquent, la laïcité contient toujours en son sein des éléments religieux. La séparation de la religion et de l'État résulte d'une décision politique. Elle ne s'est pas faite naturellement, et c'est pour cela qu'aujourd'hui encore, État et pouvoir nous apparaissent comme des phénomènes donnés, voire même « tombés du ciel ». Les notions d'État laïc ou encore de pouvoir laïc demeurent ambiguës.

L'État-nation s'est également doté d'un certain nombre d'attributs, tels que la nation, la patrie, le drapeau et l'hymne national, et bien d'autres encore, attributs qui servent à remplacer les anciens attributs fournis par la religion.

En particulier, la notion d'unité de l'État et de la nation transcende les structures matérielles et politiques, et nous renvoie ainsi à l'unité avec Dieu des sociétés pré-étatiques. Ces notions ont donc été choisies pour se substituer au divin.

Aux époques précédentes, lorsqu'une tribu en soumettait une autre, les membres de la tribu conquise devaient vénérer les dieux des vainqueurs. Ce processus n'est autre qu'un processus de colonisation, voire même d'assimilation. L'État-nation est un État centralisé, aux attributs quasi-divins, qui a totalement désarmé la société et monopolise l'usage de la force.

Transcendant sa base matérielle, c'est-à-dire les citoyens, l'État-nation adopte une existence propre, bien au-delà de ses seules institutions politiques. Il a donc besoin d'institutions supplémentaires qui lui soient spécifiques, et ce, afin de protéger sa base idéologique, ainsi que ses structures juridiques, économiques et religieuses.

La bureaucratie civile et militaire qui remplit ce rôle, en perpétuelle expansion, se révèle coûteuse, ne servant par ailleurs qu'à assurer la préservation de l'État, qui élève en retour la bureaucratie au-dessus du peuple.

La modernité européenne a fourni à l'État tous les moyens nécessaires à l'expansion de sa bureaucratie dans toutes les couches de la société. Là, il se développa comme une tumeur, infectant toutes les forces vives de celle-ci.

État-nation et bureaucratie ne peuvent exister l'un sans l'autre. Si l'État-nation est la colonne vertébrale de la modernité capitaliste, il est aussi une prison pour la société naturelle.

Sa bureaucratie garantit le fonctionnement du système, la base de la production des biens, ainsi que les profits engrangés par les acteurs économiques concernés, qu'il s'agisse d'un État-nation socialiste réel ou bien à économie de marché.

Au nom du capitalisme, l'État-nation domestique la société et aliène la communauté de ses fondations naturelles. Toute analyse visant à localiser et résoudre les problèmes sociaux doit donc procéder à un examen approfondi de ces relations (...).

On dit souvent que l'État-nation se soucie du sort du peuple. Ceci est faux. Il s'agit plutôt d'un gouverneur national au sein du système capitaliste mondial, un vassal de la modernité capitaliste, qui est beaucoup plus profondément lié aux structures dominantes du capital qu'on ne le croit. Il s'agit d'une colonie du capital.

Aussi nationaliste qu'il se montre, l'État-nation sert toujours dans une même mesure les processus capitalistes de l'exploitation. Rien d'autre ne peut expliquer les terribles guerres de redistribution vécues à l'époque de la modernité capitaliste. Ainsi, l'État-nation n'est pas avec le peuple - il est son ennemi (...).

Le sexisme, contaminant l'ensemble de la société, est un autre pilier idéologique de l'État-nation. De nombreux systèmes civilisés ont employé le sexisme afin de préserver leur pouvoir, imposant l'exploitation des femmes et utilisant celles-ci comme un réservoir de travail bon marché.

Les femmes sont également considérées comme une ressource précieuse, en cela qu'elles produisent la descendance et permettent la reproduction des hommes. La femme est donc à la fois vue comme un objet sexuel et une marchandise. Elle est un outil pour la préservation du pouvoir masculin et peut, au mieux, accéder au statut d'accessoire de la société masculine et patriarcale.

D'une part, le sexisme de la société de l'État-nation renforce le pouvoir des hommes; d'autre part, l'État-nation fait de la société une colonie par l'exploitation des femmes. A cet égard, les femmes peuvent également être considérées comme une nation exploitée (...).

Suite à cette courte introduction à l'État-nation et à ses fondements idéologiques, nous allons maintenant tenter de démontrer pourquoi un État-nation kurde se révélerait inadapté aux besoins du peuple kurde.

Depuis des décennies, les Kurdes luttent non seulement contre l'oppression exercée par les puissances dominantes et pour la reconnaissance de leur existence, mais également dans le but de libérer leur société de l'emprise du féodalisme.

Il serait donc illogique de se libérer pour s'enchaîner à nouveau, voire même augmenter l'oppression. Dans le contexte de la modernité capitaliste, c'est pourtant à cela qu'équivaudrait la fondation d'un État-nation. Tant que l'on ne s'opposera pas à la modernité capitaliste, la libération des peuples demeurera impossible. Voilà pourquoi la fondation d'un État-nation kurde est, pour moi, inenvisageable.

L'appel à la création d'un Etat-nation séparé représente les intérêts de la classe dirigeante et ceux de la bourgeoisie, mais ne reflète en aucun cas les intérêts du peuple ; en effet, un Etat supplémentaire ne ferait que renforcer l'injustice et entraver plus encore le droit à la liberté.

Par conséquent, la solution à la question kurde se trouve dans une approche visant à affaiblir ou à repousser la modernité capitaliste.

Les raisons historiques, les caractéristiques sociales et les évolutions concrètes relatives à cette question, ainsi que l'extension de la zone de peuplement des Kurdes sur le territoire de quatre pays ; tout ceci rend d'autant plus indispensable une solution démocratique.

Il est également important de se rappeler que l'ensemble du Moyen-Orient souffre d'un manque cruel de démocratie. Grâce à la position géostratégique de la zone de peuplement kurde, le succès du projet démocratique porté par les Kurdes promet également de pouvoir effectuer des progrès dans la démocratisation de tout le Moyen-Orient.

Ce projet démocratique, nous l'avons baptisé le confédéralisme démocratique.

On peut qualifier ce type de gouvernance d'administration politique non-étatique ou encore de démocratie sans Etat. Les processus démocratiques de prise de décision ne doivent pas être confondus avec les processus auxquels les administrations publiques nous ont habitués.

Les démocraties gouvernent, là où les Etats se contentent d'administrer. Les Etats sont fondés sur la force, les démocraties se basent sur le consensus collectif. Les postes de responsabilité de l'Etat sont attribués par décret, bien qu'ils soient en partie légitimés par des élections. Les démocraties fonctionnent avec des élections directes.

L'Etat considère légitime l'usage de la coercition, tandis que les démocraties reposent sur la participation volontaire.

Le confédéralisme démocratique est ouvert aux autres groupes et factions politiques. Il s'agit d'un système flexible, multiculturel, antimonopoliste et fondé sur le consensus. L'écologie et le féminisme comptent parmi les piliers de celui-ci.

Dans le cadre de ce type d'auto-administration, il sera nécessaire de mettre en place une économie alternative permettant d'augmenter les ressources de la société, au lieu d'exploiter celles-ci, et qui sera ainsi mieux à même de répondre aux multiples besoins de la société (...).

Les monopoles économiques, politiques, idéologiques et militaires ne sont que des constructions, contredisant la nature de la société en se contentant de viser l'accumulation de surplus.

Ils ne créent pas de valeurs, tout comme une révolution ne peut créer une nouvelle société - elle peut simplement influencer sur le tissu social et politique d'une société donnée.

Pour le reste, ceci est du ressort de la société politique et éthique (...).

Notre projet de « modernité démocratique » se veut une proposition alternative à la modernité telle que nous la connaissons (...).

Seuls les réseaux confédérés peuvent fournir une base permettant de s'opposer à la domination globale des monopoles et du militarisme de l'Etat-nation. Face au réseau des monopoles, il nous faut construire un réseau de confédérations sociales tout aussi puissant (...).

Le confédéralisme démocratique est un type d'auto-administration qui contraste avec l'administration par un Etat-nation.

Cependant, dans certaines circonstances, la coexistence pacifique entre ces deux entités est possible, aussi longtemps que l'Etat-nation n'interfère pas avec ce qui relève de l'auto-administration. S'il s'y risquait, en effet, la société civile serait en droit d'assurer son autodéfense.

Le confédéralisme démocratique n'est en guerre avec aucun Etat-nation, mais il ne restera pas passif face aux tentatives d'assimilation.

Des changements durables ne peuvent être accomplis par la révolution ou bien la fondation d'un Etat-nation supplémentaire.

Sur le long cours, la liberté et la justice ne peuvent prévaloir qu'au sein d'un processus dynamique de démocratie confédérée.

Ni le rejet total de l'État, ni sa reconnaissance pleine et entière ne servent les efforts démocratiques de la société civile. Le triomphe sur l'État, et notamment sur l'État-nation, est un processus de longue haleine. »

La position d'Abdullah Öcalan n'est compréhensible que si on sait que le PKK a toujours d'un côté penché vers la gauche illégale turque, se rapprochant de l'analyse maoïste du féodalisme, et de l'autre toujours méprisé celle-ci, exigeant une indépendance complète.

Abdullah Öcalan a un constat qui est ainsi le même que le maoïsme : il y a un féodalisme qui bloque tout.

Mais au lieu d'assumer Mao Zedong et le matérialisme dialectique, c'est-à-dire la science et l'universalisme, il dit : il ne faut pas d'hégémonie intellectuelle ou culturelle, il faut la décentralisation, il faut les communautés distinctes les unes des autres.

C'est là une tentative d'aller en arrière par rapport à la modernité du capitalisme, ce que dit bien Abdullah Öcalan par ailleurs. Et c'est une position partagée par :

- les zapatistes du Chiapas au Mexique et toute leur mouvance internationale ;
- toute la scène squate et zadiste dans les pays européens ;
- tous les milieux post-anarchiste et post-trotskiste, comme en France le Nouveau Parti anticapitaliste, l'Union communiste libertaire, la Fédération anarchiste, etc. ;
- la mouvance issue de l'ouvrage *L'insurrection qui vient* qui avait la même approche de petites entités communautaires autonomes procédant à la « dissolution » de l'État.

Cela n'a pas l'air forcément de quelque chose de prime abord, mais en réalité, on parle ici, pour la France surtout mais également pour la Belgique), d'une partie vraiment très importante des activistes et militants « à gauche de la gauche » !

On parle d'activités « sous le radar », tous les participants ne connaissent pas forcément les conceptions du confédéralisme démocratique, mais sur le plan des idées et de la culture, on parle ainsi d'une vraie masse de gens, actifs dans tout le pays, de manière très différente.

Cela ne confère que d'autant plus d'importance à l'attention qu'il faut porter au Rojava, mais également à la question kurde. De par leur situation, on peut être certain que les Kurdes ne se contenteront pas d'une soumission à l'État turc, et le PKK lui-même sera obligé de se transcender pour ne pas être anéanti dans un tel processus.

La croyance en le « confédéralisme démocratique » était ici peut-être une illusion nécessaire. Mais dans tous les cas, il faudra une rupture nette avec ce concept, qui idéalise les communautés et propose un retour en arrière dans la division du peuple au lieu de son unification.

Nous avons besoin d'une République socialiste mondiale, pas d'une confédération mondiale des communautés diverses et variées vivant en vase clos. ■



France : une tribune patronat-syndicat de collaboration de classe pour relancer le régime

Le 17 décembre 2024, soit cinq jours après le renversement du gouvernement de Michel Barnier laissant la France sans nouveau budget voté pour l'année 2025, plusieurs organisations patronales et des syndicats représentatifs du monde du travail ont signé une déclaration commune.

La déclaration qui réunit du côté du travail, la CFDT, la CFE-CGC, Force Ouvrière et du côté patronal la CGPME, U2P, le MEDEF et la CGPME est l'expression de la profonde crise qui affecte l'ensemble du pays, témoin historique de ce qui doit être qualifié d'une crise de régime.

Évidemment, dans le panorama syndical, il manque les syndicats tels la CGT et Sud-solidaires qui tentent de sauver les apparences en assumant la ligne « dure ».

Dans les faits, il n'en est rien car on sait combien les bases dans les entreprises sont sur la même ligne de défense du cadre du compromis hérité des années « fortes » du capitalisme français, de la même manière que leurs directions jouent leur théâtre du « coup de colère » pour en réalité mieux négocier et gérer.

C'est un théâtre tellement typiquement français !

Ce qui est évoqué dans la tribune, ce n'est ni plus, ni moins qu'un cri d'alerte de la bourgeoisie et de ses « partenaires sociaux » quant à leur capacité à assurer l'encadrement des rapports sociaux tel que cela a été le cas depuis plus de 40 ans. Il y a clairement l'idée que la France est sur un baril de poudre qui peut exploser à tout moment, sans que personne ne puisse prétendre à contrôler quoi que ce soit.

C'est qu'il y a des signes objectifs qui ne trompent pas. L'instabilité institutionnelle avec le blocage sur le vote d'un nouveau budget intervient dans un moment de ralentissement de l'accumulation capitaliste. La France est en train d'entrer en récession avec l'absence d'un nouveau budget qui laisse en suspens l'avenir quant à la politique fiscale, renforçant, de fait, l'effritement de la confiance de tous les acteurs. C'est une spirale négative qui auto-alimente la crise de tous les côtés.

Par conséquent, les investissements sont gelés, les ménages se détournent de la consommation, les prêts immobiliers sont en chute libre et le nombre de procédures pour défaillances d'entreprises est au plus haut depuis 2009, avec 65 000 entreprises en difficultés financières fin 2024 contre 55 000 en moyenne annuelle. À cela s'ajoute les plans de licenciement en dehors de défaillances, qui sont là aussi à un niveau record avec plusieurs centaines de milliers d'emplois menacés.

Les effets sociaux différés de la pandémie de Covid-19 grâce aux aides publiques, reports de cotisations ainsi que les prêts garantis par l'État reviennent sur le devant de la scène, redoublés par les effets de l'inflation des coûts de l'énergie.

C'est clairement le retour de bâton avec une crise économique qui s'installe profondément sur fond de crise financière de l'État. Dans cet dégringolade s'ajoute l'aiguïsement de la guerre de repartage que se mène la Chine et les États-Unis, affaiblissant d'autant plus l'Europe, et donc la France dans ses capacités de relance.

C'est tout le cadre de la négociation sociale établie en France qui est menacée par la crise de régime, car celle-ci touche au consensus hérité de la période gaulliste.

Cette stabilité c'est l'encadrement des rapports au travail par la collaboration capital-travail dans un cadre négocié, ou, au pire des cas, par des « mouvements sociaux » aboutissant au cadre de la négociation ensuite.

Une telle tribune est un signe de faiblesse de l'édifice idéologique de la Ve République avec sa logique corporative voulue dès l'origine par le général de Gaulle.

Déclaration commune des responsables des organisations syndicales et patronales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CPME, FO, Medef et U2P

A l'attention de nos élus et responsables politiques :

L'instabilité dans laquelle a basculé notre pays fait peser sur nous le risque d'une crise économique aux conséquences sociales dramatiques.

D'ores et déjà en France, des projets d'investissements sont gelés, les intentions d'embauches sont révisées, les défaillances d'entreprises de toutes tailles se multiplient au point d'atteindre un niveau inconnu depuis longtemps.

Derrière ces remontées en temps réel de nos capteurs de terrain sur tout le territoire – dont toutes nos organisations disposent massivement – c'est l'économie réelle, l'avenir des entreprises et le quotidien des salariés, qui sont en jeu. Les conséquences d'une instabilité prolongée, pour notre société, sa cohésion, les femmes et les hommes qui la composent, en seraient graves.

Dans le respect du fonctionnement de nos institutions et des choix des élus de la Nation, il est de notre devoir de vous alerter sur les risques réels qu'une telle instabilité génère.

Comme vous, les acteurs sociaux que nous sommes – représentants des organisations syndicales et patronales - sommes profondément attachés à la démocratie et à la démocratie sociale.

Nous sommes déterminés à participer pleinement aux transformations de notre société, confrontés à une situation budgétaire et a des mutations sans précédent qu'elles soient technologiques, géostratégiques, démographiques ou climatiques.

C'est pourquoi nous appelons, au nom de la confiance que les millions de salariés et chefs d'entreprise que nous représentons placent en nous et de l'esprit de responsabilité qui nous guide, à retrouver au plus vite le chemin de la stabilité, de la visibilité et de la sérénité.

La voie du paritarisme qui passe par le dialogue, la négociation collective et la construction de compromis, est en capacité d'apporter des réponses concrètes.

Nos organisations en ont fait encore récemment la démonstration. Il en va de notre capacité à être porteurs de progrès et de justice sociale, de performance économique et sociale et de respect de l'environnement.

Les interlocuteurs sociaux seront comme toujours au rendez-vous du dialogue et de la responsabilité.

François Asselin, Président de la CPME

Cyril Chabanier, Président de la CFTC

François Hommeril – Président de la Confédération française de l'Encadrement – CGC

Marylise Léon – Secrétaire générale de la CFDT

Patrick Martin, Président du Mouvement des entreprises de France

Michel Picon, Président de l'U2P

Frédéric Souillot – Secrétaire général de Force Ouvrière



Les contradictions de la crise du régime de la Ve République en France

L'état d'esprit français confronté à la crise de régime

Le Parti Matérialiste Dialectique (PMD) est ancré dans la réalité nationale française. De par cet aspect, il est le seul parti à avoir compris l'état d'esprit propre aux français, au regard du parcours historique de la France en tant que Nation. Ainsi dès le premier numéro de la revue *Connexions* publié en janvier 2024 et fondateur du PMD, il fut insisté tout particulièrement sur la prise en compte de cet état d'esprit spécifique. Il était alors écrit la chose suivante :

« Le scepticisme reste la substance qu'on retrouve en filigrane dans l'esprit français et si on regarde bien, on peut voir que son pendant est le légitimisme. L'esprit français étant à prétention rationaliste, il considère tant que les choses sont, il y aura moyen de les prolonger d'une manière ou d'une autre. Pour qu'il y ait un engouement nouveau, il faut au préalable qu'une nouvelle légitimité ait pu être instaurée.

Les Lumières n'ont pour cette raison pas été un mouvement de masse en France ; elles ont été un mouvement de conquête de légitimité des idées nouvelles, ouvrant la porte à une transformation du scepticisme français qui est alors passé du scepticisme pour le nouveau, au scepticisme pour l'ancien.

Pareillement, le Front populaire et la Résistance n'ont pas été des mouvements de masse : c'est après leur installation et en raison d'une situation historique « bloquée » que les masses, reconnaissant leur légitimité, se sont précipitées à leur suite.

Cette question de la légitimité explique la défaite complète de Mai-1968 dont l'irruption brutale ne sut pas s'inscrire dans la société française, sauf par François Mitterrand et le long travail de légitimité menée depuis 1945 par la « seconde gauche » ; elle permet également de comprendre le triomphe complet du coup d'État du général de Gaulle en 1958, porté par la légitimité de son action en réponse à la défaite de 1940. »

Les Français sont des personnes qui sont toujours portées vers la critique mais toujours dans un esprit « objectif », froid et distancié. S'engager dans la critique pratique, mettant en jeu toute sa subjectivité est vu comme relevant d'un « dogmatisme », un « fanatisme » qui trouve ici sa source dans le traumatisme national des guerres de religion du XVI^e siècle, et particulièrement dans l'échec du protestantisme.

Cela fait qu'il ne faut pas « critiquer pour critiquer », mais prendre ce qu'il y a à prendre de bon dans les différentes formes de la critique, en ayant un regard neutre, par définition sceptique. Quand on relève du matérialisme dialectique, on ne peut que fustiger cette posture qui aboutit à la théorie anti-dialectique, alors critiquée par les communistes chinois dans les années 1960, de « deux fusionnent en un ».

Karl Marx critique Pierre-Joseph Proudhon précisément pour son éclectisme où il mélange tout, unifiant ce qui doit être divisé, tout cela pour commencer par l'anarchisme pour finir par soutenir Napoléon III afin que tout le monde puisse être un propriétaire petit-bourgeois.

Toutes les grandes figures françaises font dans la demi-mesure, depuis Léon Blum jusqu'à François de La Rocque, du maréchal Pétain à François Mitterrand en passant par Charles de Gaulle, sans oublier Maurice Thorez ou Georges Clemenceau. C'est le fameux « en même temps » d'Emmanuel Macron, qui pour le coup a bien résumé l'approche à la française.

La situation de blocage général du régime en France en décembre 2024 met justement à nu cette caractéristique française.

Lorsque Emmanuel Macron décide de dissoudre l'Assemblée nationale le 9 juin 2024, il le fait en pensant que l'arrivée du Rassemblement national aux portes du pouvoir lui permettra de se « relancer » par le biais d'une cohabitation. Avec un premier ministre issu d'une majorité RN et un Président de la République resté raisonnable et responsable sur la scène internationale, Emmanuel Macron pensait pouvoir neutraliser les contraires en les rassemblant de manière « astucieuse ».

Au pire des cas, il parvenait à former une majorité le soutenant, en forçant la main au nom de l'unité face au RN. C'est l'idée « front républicain » constitué à la hâte et sans perspectives démocratiques car porté par des petits-bourgeois et une bourgeoisie modernisatrice unies dans l'adversité et la peur d'une potentielle colère populaire débordant du cadre.

Le résultat des élections législatives a suffi de mettre à bas ces prétentions machiavéliques. La « neutralisation » pensée par Emmanuel Macron ne s'est pas réalisée car elle s'est heurtée à des contradictions de classe trop fortes pour être aseptisées par un simple « coup » pragmatique.

Pour autant, la période qui s'en est suivie a été marquée par cette continuité consensuelle toujours marquée par la perspective d'unir les contraires de manière raisonnable. Car après une fausse paralysie due aux Jeux Olympiques à Paris en août, la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre fut pensée sur la base similaire d'une « neutralisation » des contraires en jouant la carte d'un homme raisonnable et *responsable*.

Michel Barnier devait être en mesure de mettre à distance les uns et les autres, sur la base folle d'un homme présenté comme vertueux, car issu de la « montagne » (« J'ai le calme des vieilles troupes et des montagnards », « Ne soyez pas impatients... Je suis un paysan, un montagnard, une étape après l'autre ») et marquée par les temps anciens.

C'était là caricaturer de manière irrationnelle l'esprit français de type sceptique rationaliste. La destitution par une motion de censure de son gouvernement le 4 décembre 2024 a marqué l'échec programmé de cette entreprise.

Or la nomination de François Bayrou le vendredi 13 décembre 2024 comme Premier ministre chargé de nommer un nouveau gouvernement quelques jours plus tard consiste en une répétition.

Que ce dernier soit un grand connaisseur et admirateur d'Henri IV, ce roi ayant changé nombre de fois de religion pour tenir ensemble le royaume de France toujours aux prises entre fractions ultra catholiques et protestantes, fait de cette répétition une farce de la première caricature qu'a été Michel Barnier.

Lors d'un entretien en 2010 à la revue très parisienne de la bourgeoisie modernisatrice *Le Nouvel Obs*, François Bayrou a affirmé qu'Henri IV était « *la figure historique française la plus attachante des cinq derniers siècles : il est l'un des seuls - comme de Gaulle ou Napoléon dans d'autres circonstances - à avoir non pas suivi mais renversé le cours de l'Histoire* ». C'est la raison pour laquelle il a déclaré d'une manière pleine d'arrogance le jour même de son investiture comme Premier ministre :

« Tout le monde se dit qu'il y a un chemin à trouver qui réunisse les gens au lieu de les diviser.

Je pense que la réconciliation est nécessaire. Et ça tombe bien parce que c'est aujourd'hui l'anniversaire de la naissance de Henri IV. »

Ces prétentions bourgeoises ne peuvent que se fracasser contre la tempête de l'Histoire qui commence à s'abattre sur la France. Car la bourgeoisie fait mine de gérer les choses en continuité, il apparaît que sa situation et son régime sont périmés.

L'état d'esprit national se transforme en une caricature qui n'a plus de consistance productive, sonnante le glas de toute une trajectoire historique. Le trait français devient pour la bourgeoisie française un prétexte à la simple gestion du cours des choses. Une gestion devenue impossible du fait d'une paralysie institutionnelle qui ne pourra pas se débloquer sans l'émergence d'un nouveau consensus basé sur une nouvelle légitimité.

La cassure du consensus gaulliste et son non-renouvellement historique

Pendant la période juin-décembre 2024, les commentateurs politiques ont parlé d'une France confrontée à une crise politique ou parlementaire, voir institutionnelle, mais rarement d'une crise de régime. La question qui s'est trouvée être sur le devant de la scène à partir de septembre fut la question du vote impossible d'un budget de l'État pour 2025.

C'est là une expression de conjoncture qui ne doit pas faire illusion quant à la réalité des faits en cours, relevant d'une crise de régime.

L'incapacité politique générale à faire voter ce même budget n'est que le révélateur de cette crise générale des institutions de la bourgeoisie française. En valent pour preuve les propos tenus par Premier ministre François Bayrou lors de son discours d'investiture le vendredi 13 décembre 2024 :

« J'ai deux obsessions.

La première obsession qui est pour moi un des risques les plus graves, c'est le mur de verre qui s'est construit entre les citoyens et les pouvoirs, entre la base, les femmes et les hommes, les familles, ceux qui travaillent, ceux qui cherchent du travail, ceux qui sont à la retraite, ceux qui mènent la vie des français dans le voisinage ; ceux qui affrontent des difficultés dont ils ne voient pas le relais dans la sphère publique. Ce mur de verre, cette séparation, cette rupture, pour moi c'est un ennemi à combattre (...).

Le deuxième point qui était l'essentiel de la promesse du Président de la République élu en 2017 (...), c'était l'idée qu'on ne pouvait pas se trouver devant un destin dont on n'était plus maître, dans lequel on avait aucune chance de progression. C'est pourquoi naturellement je pense à l'école (...).

L'idée que parce qu'on est né dans un quartier ou dans un village, parce qu'on porte un nom, parce qu'on pratique une religion, l'idée en réalité que les portes ne sont pas ouvertes pour vous.

L'idée que ce sont ceux qui ont les codes qui savent comment se diriger, ceux-là connaissent la carte et ont la boussole pour se diriger dans la vie, et si vous ne les avez pas, cette carte et cette boussole, ces connaissances, ces réseaux, ces moyens, alors vous vous trouvez aujourd'hui je le crains dans une situation qui est moins ouverte qu'elle ne l'était il y a quelques décennies »

Vue depuis l'avenir, toute cette phraséologie sera le symptôme typique de la crise de régime.

Car ce qui se joue dans la France de 2025, c'est la rupture d'un vieux consensus hérité de la période gaulliste et prolongé dans les années Mitterrand, maintenu ensuite grâce à la digestion complète en 1989-1991 de première crise générale du capitalisme commencée en 1917.

Pour le comprendre, il faut bien porter attention à ce que dit François Bayrou pour comprendre l'impasse historique qui se présente devant la bourgeoisie comme *classe dirigeante*.

Il est donc parlé d'une crise de représentation, qualifiée par la crise institutionnelle en cours. C'est somme toute assez banal et connu depuis plusieurs décennies, au moins depuis le milieu des années 1990 et la montée d'une abstention de masse. Il s'avère que la seconde crise générale démarrée en 2020 a approfondi quantitativement cette crise, aboutissant à la situation née des élections législatives anticipées de juin 2024, dont les aspects étaient déjà bien en gestion lors des élections législatives de 2022.

Le second aspect de ses propos est bien plus évocateur du problème de taille auquel est confrontée la bourgeoisie française. En rappelant la promesse de campagne de 2017 portée par Emmanuel Macron, il est rappelé ici l'idée d'une France non plus fondée sur le consensus à l'ancienne, mais sur un nouveau consensus libéral et post-moderne fondé sur l'inclusion de tous par la reconnaissance de droits individuels. Et c'est là que réside l'ampleur qualitatif de la crise.

Ce qui s'est passé entre 2017 et 2024, c'est l'incapacité pour la bourgeoisie française à mettre totalement à jour la superstructure idéologique et politique de la France capitaliste, avec la mise en place d'un nouveau consensus à l'américaine, prenant la suite d'un consensus gaulliste des années 1960.

Il n'y a pas de hasard donc à ce que ce soit François Bayrou qui apparaisse sur le devant de la scène en cette fin d'année 2024 pour constater et tenter de répondre à cet échec historique. Issu des rangs de la démocratie-chrétienne française, il était apparu dans les années 2000 comme le chantre d'une perspective démocrate, fondant un nouveau parti le Mouvement Démocrate (Modem) lors de l'élection présidentielle de 2007 pour incarner ce projet.

Il a été neutralisé à l'époque par Nicolas Sarkozy, apparaissant d'ailleurs comme le premier Président de la République française assumant entièrement le style « américain », sans pour autant en assumer la dimension pleinement politique et idéologique.

Mais c'est sous sa présidence que s'amorce la modernisation de la superstructure du capitalisme français, avec notamment la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'Otan.

François Bayrou était allé plus loin de son côté, avec déjà l'idée à l'époque d'incarner ce nouveau consensus, libéral-inclusif et débarrassé de ses scories chrétiennes des années 1970. Par la suite, François Bayrou ne put que se rallier à Emmanuel Macron, vu comme le porteur historique de cette grande actualisation de la France dans un nouveau consensus.

Ainsi donc les « deux obsessions » avancées par François Bayrou lors de son discours d'investiture comme nouveau Premier ministre dans la France en crise de décembre 2024 marque cette énième tentative française de concilier les contraires. La bourgeoisie balance entre solution dans la continuité ou une « rupture » encadrée, *changer pour que rien ne change*.

Il faudrait pouvoir réconcilier les masses françaises avec le projet d'envergure hérité de la période gaulliste, tout en en proposant un nouveau fondé sur la réalité des nouvelles forces productives du capitalisme du XXI^e siècle. Par nature, c'est un projet voué à l'échec.

L'échec du Rassemblement national comme proposition néo-gaulliste

Quel est alors le consensus établi par le général de Gaulle et formant la Ve République ? C'est un régime fondé sur un État centralisé autour d'un exécutif puissant et disposant de leviers importants dans l'économie du fait de monopoles constitués autour de secteurs stratégiques, essentiellement autour du complexe militaro-industriel faisant de la France une puissance impérialiste autonome.

Le consensus gaulliste est avant tout un consensus social-impérialiste fondé une grande redistribution sociale en échange d'un corporatisme accepté par le mouvement ouvrier autour du thème de « la participation ».

Dans les années 2010, déjà frappés par la crise financière de 2008, les monopoles du capitalisme français cherchaient à se maintenir dans le monde. Avec Marine Le Pen à sa tête, le Front National devenu Rassemblement national en 2018 a incarné la tentative d'incarner le prolongement du consensus gaulliste par une réactivation néo-gaulliste.

L'expression de la seconde crise générale dans l'affrontement entre la superpuissance américaine et sa challengeuse chinoise avec la guerre en Ukraine a fini de jeter définitivement hors champ de l'Histoire la perspective néo-gaulliste anciennement portée par le RN. C'est le problème majeur pour le RN, car sa proposition néo-gaulliste aurait dû réussir quelque part entre 2016 et 2020 pour relancer le capitalisme français de manière solitaire en lien avec une alliance avec la Russie.

Telle n'a pas été l'Histoire. Pour quelles raisons ? C'est que dans les années 2010, la France n'était pas encore dans une situation de crise telle que le consensus gaulliste apparaisse comme entièrement consommé. De fait, l'élan néo-gaulliste de type cavalier seul (en partenariat avec la Russie) apparaissait comme une aventure sans ancrage historique.

Dans le même temps, le Front National devenu Rassemblement National en 2018 ne pouvait pas se présenter encore pleinement et de manière assumée comme un grand pôle conservateur, du fait que le nouveau consensus à l'américaine proposé par Emmanuel Macron en 2017 n'était pas pleinement et clairement établi en France.

L'irruption de la seconde crise générale en 2020 a fini de rendre inextricable la situation de la France qui n'a pas su générer les conditions d'un nouveau consensus en mesure de permettre une nouvelle stabilité sociale et politique.

Le contexte est alors explosif, car la France apparaît dorénavant comme une puissance mondiale de second ordre à bout de souffle, avec un consensus gaulliste qui apparaît comme totalement périmé. La crise de régime commencée à l'été 2024 en est le marqueur historique.

Une américanisation de la vie politique partiellement concrétisée

L'américanisation de la vie politique française n'a été assumée véritablement que tardivement par la bourgeoisie modernisatrice.

L'élection présidentielle de 2007 faisait suite à la grande révolte de novembre 2005, qui a forcé la bourgeoisie modernisatrice à lui trouver une réponse. C'est là que prend racine le début du processus d'américanisation de la vie politique française. Nicolas Sarkozy a été le premier à assumer entièrement le style américain ainsi que la soumission aux États-Unis.

En lien avec la réponse aux émeutes de novembre 2005, il y a eu à gauche, la candidature de Ségolène Royal qui s'est fondée sur la mise en avant du concept de « démocratie participative » et Nicolas Sarkozy assumait l'idée de la « discrimination positive ».

Par ailleurs, la désignation de la candidature de Ségolène Royal s'est faite dans le cadre d'une « primaire ». Cette perspective a eu pour effet d'amener une centaine de milliers de nouvelles adhésions pour participer à cette désignation, se réalisant

qui plus est dans un contexte de forte médiatisation, prenant ainsi les traits d'une désignation du type *démocrate* à l'américaine.

Enfin, c'est aussi à cette époque que naît le « Parti des indigènes de la République » comme parti de la petite-bourgeoisie issue de l'immigration installée et cherchant à profiter de cette politique d'« ouverture » des carrières dans les institutions bourgeoises. Un courant qui a fini par être intégré La France Insoumise comme courant interne.

C'était le début du processus de découpage de la société en différentes tranches identitaires, avec une mise à distance assumée de la logique idéologique et de son prolongement militant et partisan propre à l'héritage historique du clivage droite-gauche issu des luttes des classes des sociétés européennes.

Il faut attendre véritablement 2016-2017 et la sortie d'Emmanuel Macron du Parti Socialiste pour avoir une perspective assumant clairement la modernisation à l'américaine de la superstructure du capitalisme français.

Il pouvait compter ici sur la politique opérée par François Hollande bénéficiant d'un Parti Socialiste au poste de commande dans l'ensemble des pouvoirs du pays entre 2012 et 2017, et aligné sur la logique post-moderne que le rapport du laboratoire d'idées Terra Nova avait mis en avant dès 2011.

Mais l'idéal de modernisation de la vie politique d'Emmanuel Macron, avec deux grands pôles à l'américaine, s'est heurté au poids des traditions politiques françaises. C'est que si la direction du Parti Socialiste avait intégré la logique post-moderne, il n'en allait pas de même des bases encore influencées par les traditions de la Gauche historique.

La perspective d'Emmanuel Macron de mettre définitivement fin au Parti socialiste pour mieux l'avaler et le digérer ne s'est pas réalisée, et explique en bonne partie un processus d'américanisation qui n'a pas pleinement abouti.

La seconde crise générale est venue bloquer le processus avec l'échec historique d'Emmanuel Macron comme proposition assumée du nouveau consensus.

Crise du pouvoir de la bourgeoisie et expression tortueuse de la lutte des classes

L'incapacité à générer un nouveau consensus est à la base même d'une des caractéristiques relevées par Lénine pour établir une situation révolutionnaire :

« Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée ; crise du "sommet", crise de la politique de la

classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin.

Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que “la base ne veuille plus” vivre comme auparavant, mais il importe encore que “le sommet ne le puisse plus”. »

En 1917, les classes dominantes en Russie, à commencer par la bourgeoisie elle-même, ont été dans l’incapacité de produire ce nouveau consensus. Alors que « le sommet ne pouvait plus », il fut tenté de mille et une manières de ré-impulser les choses, allant même jusqu’à établir un nouveau régime de type républicain en février 1917. Mais c’était dans la nature de classe même du consensus que résidait le blocage, qui ne pouvait être résolu que par une *crise révolutionnaire*.

Pourquoi cela ? Car la Russie tsariste était devenue un maillon faible de la chaîne impérialiste avec une bourgeoisie qui avait lâché sa mission historique de liquider le féodalisme, et n’avait donc pas su moderniser *à temps* la superstructure du capitalisme russe par un consensus lui étant conforme.

La France est ainsi confrontée à la crise du pouvoir de sa bourgeoisie : la crise de régime commencée à l’été 2024 s’apparente en réalité au *nexus* entre la première et la seconde crise générale, trouvant à se refléter dans l’échec du passage plein et entier d’un consensus gaulliste à un consensus à l’américaine.

À cela s’ajoute évidemment le fait que la France est elle-même devenue le maillon faible de la chaîne impérialiste qui voit l’affrontement pour le repartage du monde entre la superpuissance américaine et sa rivale chinoise.

C’est la raison même, historique, qui fait que la bourgeoisie française se trouve dans une certaine manière dans la même posture inconfortable que la bourgeoisie russe de 1917 : elle n’a pas su agir correctement *en temps voulu*. Pour le dire autrement et simplement, elle a loupé le train de l’Histoire.

Et il y a un aspect de la situation qui l’illustre de manière très nette : la neutralisation du RN comme force néo-gaulliste au profit d’un parti cherchant à incarner un grand pôle populaire-conservateur.

Ce changement de ligne s’est opéré avec l’irruption de la guerre en Ukraine, faisant de tout lien à la Russie un vecteur de hors-jeu pour prétendre à la direction d’une France entièrement passée sous domination de la superpuissance américaine dans le cadre de l’Otan.

Mais alors que le RN passait de sa ligne néo-gaulliste à une ligne molle populaire-conservatrice, l’horizon d’un grand pôle démocrate proposé par Emmanuel Macron

n'est pas parvenu à se concrétiser. De ce fait, le pôle conservateur incarné par le RN ne peut dialectiquement s'imposer comme tel.

C'est là que les tourments de l'Histoire interviennent faisant de la France un véritable sac de nœuds. En effet, avec ses prétentions populaires, le RN parvient à embarquer un pan du prolétariat. Que recherchent ces personnes ? Rien à proprement parler, ils sont passifs.

Mais, à travers le vote en faveur du RN, il y a un cri du cœur qui s'oppose à la tendance à la fragmentation en communautés d'identités disposées à moderniser-dynamiser la société de consommation.

Le vote « prolétarien » en faveur du RN est un vote en défense de l'Universel et d'un « vivre-ensemble » opposés tout à la fois aux flux migratoires chaotiques réactivant des formes d'esclavagisme domestique jusque dans les métropoles impérialistes, et aux valeurs LGBT post-modernes. Tout cela sur fond d'une défense de la « question sociale » bien que sur un mode petit-bourgeois propriétaire, avec par conséquent le rêve d'en revenir au vieux consensus.

Cette opposition prolétarienne qui prend le canal, passif, déformé et torturé du RN, vient miner la possibilité même de mise en place du nouveau consensus à l'américaine.

De fait, sans en avoir conscience, la force du RN est aussi sa faiblesse, car il soulève un poids énorme pour lui qui ne veut plus rien changer et modifier, mais seulement incarner une gestion conservatrice d'un régime entièrement bloqué dans les conditions d'un consensus qui ne s'est pas entièrement installé.

À l'aune de la situation française de 2025, il est possible de mieux comprendre dans tous ces aspects l'analyse établie par la revue Crise dès juin 2021 :

« Le peuple est évidemment coincé. Son état d'esprit naturellement tolérant, bienveillant, le pousse dans les bras des « progressistes » ; sa défiance légitime envers la décadence hautaine des libéraux le fait sympathiser avec les conservateurs.

Dans les deux cas, il n'y a aucune résolution démocratique de la contradiction, c'est une position qui se trouve prisonnière de deux tendances étrangères à la vie du peuple. La société se trouve gelée, paralysée dans une situation de blocage historique.

Toutefois, la France peut être le lieu d'une cassure dans cette tendance capitaliste. La France, c'est une réalité qui s'est construite en émancipation d'une base féodale, un processus précis donnant lieu à des luttes des classes ancrées dans une réalité nationale particulière.

Il y a ainsi un héritage populaire qui s'inscrit dans l'histoire du mouvement ouvrier, avec des événements, une expérience d'émancipation.

C'est un parcours populaire : des luttes paysannes portées par Jacques Bonhomme au XIV^e siècle, à l'esprit national-démocratique porté par les auteurs moralistes du XVII^e siècle et des artistes réalistes des XVIII^e et XIX^e siècles, jusqu'au Front populaire et à la lutte antinazie de 1936-1944 et à Mai 68.

C'est un bagage culturel et politique, dont le clivage à l'américaine qui tend à s'imposer ne tient pas compte. Pour se formaliser ce clivage doit même d'ailleurs nier ce patrimoine populaire, démocratique. C'est là que se joue peut-être quelque chose.

L'Histoire ne peut avancer sans être niée : c'est là une brèche qui s'ouvre dans le faisceau des contradictions de la seconde crise générale, un aspect des contradictions qui peut se révéler antagonique de par les caractéristiques nationales françaises. »

La France apparaît comme un faisceau de contradictions où les aspects s'entrecroisent pour former la dynamique historique en cours.

Et à cet aspect s'ajoute en face la jeunesse dite « éduquée » qui évolue dans les centres urbains, crie son dégoût de la vie répétitive et arriérée des zones rurales et périurbaines, mais à travers la forme idéologique du post-modernisme. Cela n'aide en rien à débloquer la situation.

Ce brouillard historique forme une des caractéristiques spécifiques des temps révolutionnaires. La Révolution n'émerge jamais de manière tout à fait lisible, elle est toujours un processus tortueux en apparence chaotique, raison pour laquelle les classes dominantes et leurs supplétifs opportunistes ont toujours été effrayés par un tel processus qui ne semble pas « clair ».

La modernisation de la superstructure dans le consensus à l'américaine paraît impossible. La France a manqué sa modernisation et se trouve à rebours du tempo exigé par l'Histoire. La crise de régime en cours est l'expression de ce « loupage », dont le dénouement passera par la crise révolutionnaire.

Le besoin historique d'une Nouvelle Démocratie

Pendant les années de formation du consensus gaulliste, le PCF a avancé une thèse anti-dialectique, celle de la « démocratie avancée ». Elle était en filiation directe avec le révisionnisme soviétique, d'une société socialiste allant comme par magie et de manière automatique vers le communisme. Pour le PCF, la France était

devenu un capitalisme monopoliste d'État, avec déjà donc une socialisation réalisée dans l'économie, mais dont le caractère privé était maintenu sous perfusion par un État qui planifiait les choses pour mieux sauvegarder les monopoles.

Il suffirait pour la classe ouvrière d'établir un front large des forces du mouvement ouvrier dans une logique répétée de 1935-1936 pour « séparer » l'État des monopoles et ainsi actualiser la situation économique déjà du socialisme. C'était l'idée d' « élargir » la démocratie aux institutions de l'État, pour ainsi faire basculer le pays dans le socialisme.

Cette thèse était en réalité un reflet historique d'une classe ouvrière se précipitant dans la société de consommation naissante, ajoutant à l'exploitation salariée une aliénation approfondie dans un mode de vie petit-bourgeois. De fait, la question du saut qualitatif réalisé par la violence révolutionnaire était niée.

Cette thèse erronée exprimait toutefois une nouvelle situation propre à un capitalisme développant à plein régime les forces productives, fondé sur un consensus lui correspondant. Elle a pu neutraliser la classe ouvrière, précisément parce qu'elle a trouvé écho dans la situation historique d'un capitalisme français ayant trouvé à se relancer de manière générale.

Ce qui se passe avec la France de 2025, c'est la rupture complète de l'ordre bourgeois dans sa capacité à se légitimer.

La société de consommation est dorénavant bien installée, avec un façonnement total des esprits, rendant plus accessible la rupture qu'à ses débuts où l'hypnose était totale. Et le capitalisme français n'a plus du tout le rythme de croissance des années 1960, le tout dans un contexte d'effondrement de l'Occident. Cela le place en position de défensive. C'est là l'aspect général de la situation.

Et il y a une expérience de faite. Toutes les expérimentations menées pour tenter d'établir un gouvernement en 2024 amènent les masses à décrocher des institutions. C'est clairement visible.

L'État bourgeois n'est plus en mesure de proposer un axe commun, acceptable par l'ensemble des couches sociales, bien trop divisées et c'est pourquoi l'appel à faire preuve de « compromis » dans le cadre d'un « parlementarisme renouvelé » est vain.

Tout compromis parlementaire est impossible dans le cadre actuel car la bourgeoisie, classe dirigeante et chargée de porter l'horizon commun, est elle-même pourrie jusqu'à la moelle. Son régime n'a plus de base, plus d'emprise, il a atteint la date limite de péremption.

La bourgeoisie pourra bien appeler une nouvelle élection présidentielle, voire carrément assurer une transition encadrée vers un autre régime, une « 6^e République », cela n'y changera rien. Car la France a loupé le coche et est dorénavant soumise aux États-Unis et n'a plus de marge de manœuvre suffisante. Pour ce faire, elle doit forcément assumer la guerre à la Russie pour s'accorder de nouvelles marges de manœuvres pour la relance de l'accumulation de son capital, et aussi, dans le même temps, rogner sur le niveau de vie des masses populaires.

Il n'y a pas d'autre choix et quel que soit la transition opérée, quelle que soit la nature du régime et ses modifications, l'Histoire a jugé les choses : c'est la nature bourgeoise des institutions qui se trouve être le facteur de blocage absolu. C'est soit la Révolution pour empêcher la guerre, soit la guerre qui provoque la Révolution. ■

Nombre de camarades se posent cette même question : comment comprendre les mots « doit bientôt » dans « on doit bientôt assister à un essor révolutionnaire » ?

Les marxistes ne sont pas des faiseurs d'oracles.

Lorsqu'ils parlent des développements et des changements qui interviendront à l'avenir, ils peuvent et ils doivent n'en indiquer que la direction générale, mais ils ne peuvent ni ne doivent en déterminer mécaniquement le jour et l'heure.

Néanmoins, mon affirmation « on doit bientôt assister en Chine à un essor révolutionnaire » n'est nullement une phrase vide, dans le genre des formulations données par d'autres : « il est possible qu'intervienne un essor révolutionnaire », qui n'expriment en rien l'aspiration à l'action et qui représentent l'essor révolutionnaire comme quelque chose d'illusoire, d'inaccessible.

L'essor révolutionnaire est semblable au navire dont la cime des mâts est déjà visible à l'horizon lointain ; il est semblable au disque solaire dont les rayons ardents percent déjà les ténèbres de l'Orient et sont visibles du sommet de la haute montagne ; il est semblable à l'enfant qui frémit déjà dans le sein de sa mère et qui verra bientôt le jour.

Mao Zedong

Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine

1930

Un capitalisme sans société de consommation ? L'absurdité de la thèse trotskiste de la fin de la croissance des forces productives, à l'exemple de Révolution permanente, de Lutte Ouvrière

La chose la plus marquante concernant les positions politiques en France, mais également en Belgique, c'est qu'il est considéré qu'on est encore dans les années 1980, voire les années 1970. La société de consommation est « oubliée » et il est considéré qu'il existe une large misère, alors que la France et la Belgique sont parmi les pays les plus riches du monde.

Cela ne veut nullement dire qu'il n'existe pas de pauvreté. Cependant, attribuer à cette pauvreté le degré de pauvreté des pays du tiers-monde est mensonger et manipulateur. Et cela fausse totalement la compréhension de la société capitaliste de consommation.

L'exemple récent du scorbut chez les enfants en France est ici très révélateur, et cela permet de saisir l'absurdité des thèses de Révolution permanente et de Lutte Ouvrière.

L'affaire du scorbut en France

Fin décembre 2024, la revue médicale britannique *The Lancet* publiait une étude menée par les pédiatres de l'hôpital Robert-Debré de Paris. Cette étude concernait les cas de scorbut en France chez les mineurs, et on apprend que 888 enfants ont été concernés entre janvier 2015 et novembre 2023. 352 cas datent d'avant la pandémie de COVID, 536 d'après celle-ci. La moitié a entre 11 et 17 ans.

Qu'est-ce que le scorbut ? C'est une maladie qui a comme symptômes notamment une très grande fatigue, une anémie, une très grande pâleur, une mauvaise cicatrisation des plaies, des saignements du nez, du sang dans les urines et les selles, une perte d'appétit, une faiblesse musculaire et articulaire, une sécheresse des yeux. La mort intervient après d'intenses souffrances

Sa cause est le manque de vitamine C ; ce sont les marins qui ont fait la triste découverte de cette maladie, le terme vient d'ailleurs de l'islandais du moyen-âge (*skyrbjûgr*). Avec la première vague de mondialisation à la suite de 1492 (et la « découverte » de l'Amérique du point de vue européen), le scorbut s'est alors largement répandu, les voyages marins pouvant durer plusieurs mois.

Le médecin écossais James Lind fut le premier qui, au milieu du 18^e siècle, constata par expérience le besoin de vitamine C à dose régulière, ce qu'il expose dans un rapport de 471 pages, le *Traité du scorbut* : divisé en trois parties, contenant des recherches sur la nature, les causes & la curation de cette maladie. Citons un passage simple et efficace : « J'observais ici seulement que le résultat de toutes mes expériences était que les oranges et les citrons étaient les remèdes les plus efficaces pour cette maladie en mer ».

Par la suite, le processus scientifique fut compris de manière approfondie. Il est cependant connu depuis pratiquement 300 ans que l'être humain a besoin chaque jour de vitamine C. Il faut pour cela des fruits frais, des légumes frais, pour une dose autour de 100 mg. Un kiwi fournit à peu près 71 mg de vitamine C, 100 grammes de poivron en fournissent 121 mg, une orange de 100 grammes en fournit 47 mg, 100 grammes de tomates cerise en fournissent 21 mg, etc.

Le problème est que la vitamine C – en fait l'acide ascorbique pour le terme scientifique – est très sensible à la lumière, et a un caractère fragile ; autrement dit elle exige que les fruits et légumes restent frais. C'est pour cela que souvent les industriels ajoutent de la vitamine C, y compris dans un jus d'orange par exemple.

L'un dans l'autre, en tout cas, on trouve son compte niveau vitamine C, même si la dose quotidienne peut être tel ou tel jour insuffisante. Mais, surtout, il est impossible de ne pas avoir accès à la vitamine C dans la France ou la Belgique de la fin de la première moitié du 21^e siècle.

Il est extrêmement facile d'acheter des produits contenant de la vitamine C, et il est impossible de ne pas le savoir, de par le degré d'éducation et de culture atteint. Ce qui n'empêche pas naturellement les explications les plus misérabilistes de s'être répandues à la sortie de la publication scientifique, qui elle-même entretient cette approche mensongère et anti-populaire.

Le misérabilisme sur le scorbut en France

Il y a plusieurs centaines d'enfants hospitalisés en France pour scorbut ? Ce serait la faute à la pauvreté ! La revue *L'Express* explique ainsi la situation :

« Les causes, bien que plurielles et dépendant souvent de cas extrêmes de malnutrition, semblent tout de même associées à un facteur : l'explosion de la précarité alimentaire de nombreux foyers en France depuis la pandémie. L'inflation, notamment, a poussé de nombreuses familles à couper leur budget en alimentation, réduisant notamment l'achat de fruits et légumes pourtant indispensables pour être en bonne santé. »

La conclusion de l'étude elle-même entonne le même refrain.

« Conclusion

Cette analyse chronologique d'une cohorte prospective nationale indique une augmentation significative des cas d'hospitalisation pour scorbut et de malnutrition sévère chez les enfants français dans l'ère post-COVID-19, les filles étant particulièrement touchées. Ces résultats sont corrélés à la hausse des prix des denrées alimentaires, soulignant l'impact des difficultés socio-économiques exacerbées par la pandémie et les crises concomitantes.

Cette tendance préoccupante souligne le besoin urgent de cibler les interventions nutritionnelles et de sensibiliser davantage les professionnels de santé et les décideurs politiques pour remédier à ces carences nutritionnelles émergentes, même dans les pays à revenu élevé. Assurer une nutrition adéquate à tous les enfants est essentiel pour prévenir la résurgence de maladies évitables comme le scorbut. »

Voici ce que dit Libération, qui laisse parler justement celui qui a coordonné l'étude. Seul problème : l'explication faite par Libération révèle le caractère mensonger de tout cela...

« 'Ces données sont inquiétantes, sans doute sous-évaluées puisque nous ne comptons que les hospitalisations, mais elles correspondent à ce qu'on voit à l'hôpital, souffle Ulrich Meinzer, chef de service à Robert-Debré et qui a coordonné ce travail. On a vu la précarité s'aggraver depuis la pandémie. Des infirmières nous signalent de plus en plus souvent des familles qui n'ont pas mangé faute de moyens.'

Or le scorbut est souvent lié aux difficultés socio-économiques. Puisque le corps ne peut pas produire lui-même de vitamine C, essentielle au bon fonctionnement de l'organisme, elle doit être apportée de l'extérieur, normalement par l'alimentation. On la retrouve dans les agrumes, les pommes de terre, les épinards, les choux...

Pour que de premiers signes de scorbut apparaissent, il faut ingérer moins de 10 mg de vitamine C par jour pendant un à trois mois – une orange en contient 80 à 100. Les enfants dans un état avancé n'en absorbent donc plus depuis des mois, voire des années. »

Depuis des mois, voire des années : voilà qui révèle le coeur de l'affaire. On n'a pas affaire à une question de pauvreté, car il est impossible en France d'éviter des fruits et des légumes pendant des mois, voire des années. On a affaire à la décadence, à des milieux désocialisés, au lumpenproletariat, et l'aspect principal est idéologique et culturel.

Ce n'est pas que les gens n'ont pas les moyens de se procurer des fruits et des légumes, c'est que cela ne les intéresse pas, car leur mode de vie ne prend pas ça en considération.

On peut trouver plusieurs exemples de telles situations, sur le blog de Marc Gozlan, un journaliste médico-scientifique. Les exemples d'enfants carencés en vitamine C qu'il donne montrent très bien qu'on parle de gens désocialisés, faisant n'importe quoi avec leurs enfants sur le plan alimentaire.

Bien entendu, ces gens sont pauvres. Mais la pauvreté n'est pas la cause objective de la situation, c'est leur mentalité dans le cadre de la pauvreté qui est l'aspect principal. On est dans une décadence sur le plan de la civilisation, un incroyable recul sur le plan des connaissances et de la bienveillance.

On a ici affaire à la marginalité de la société de consommation, et c'est pourquoi il ne faut pas faire de misérabilisme en se disant que c'est une question sociale : la question est culturelle et est relative au rapport avec l'immense accumulation de marchandises dans le capitalisme développé.

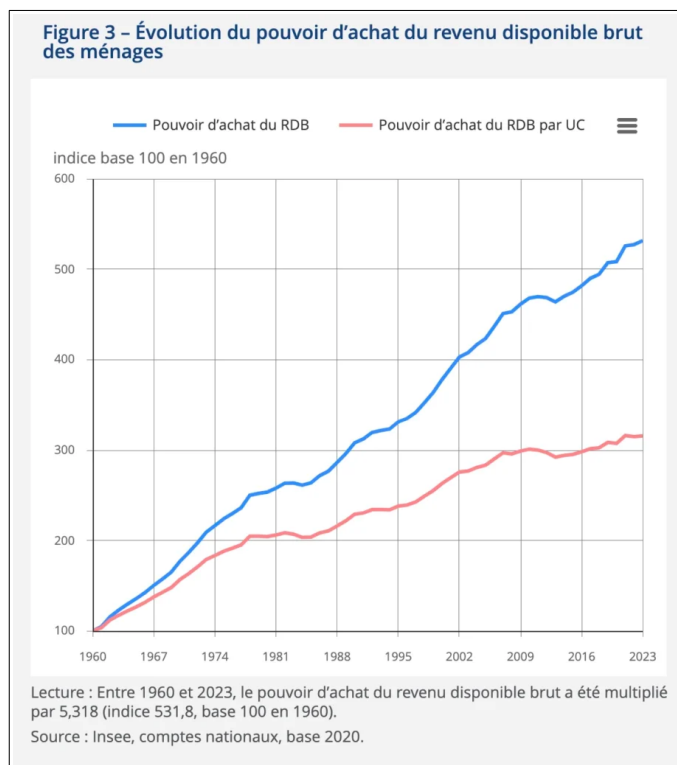
C'est que de plus en plus de gens sont perdus devant l'avalanche de marchandises, et les gens à la marge – issus de l'immigration bien souvent, ou bien ayant connu une chute sociale vertigineuse – sont propulsés dans un mode de vie nihiliste.

La société capitaliste de consommation

Le capitalisme ouest-européen a suivi le capitalisme américain après 1945, notamment au moyen du plan Marshall. La première crise du capitalisme avait frappé le monde entier, sauf les Etats-Unis et le Japon ; partout dans le monde la production industrielle reculait, sauf dans ces deux pays, finalement touchés également. Mais le développement technique et scientifique, l'organisation moderne du travail, les nouveaux types de consommation de masse, l'hégémonie obtenue en 1945... a permis aux Etats-Unis de devenir une superpuissance impérialiste.

Ce mode de vie est désormais le même en Belgique et en France, même si chaque pays conserve bien entendu des spécificités.

Et si la croissance s'est enlisée dans les années 1970, l'effondrement du bloc dominé par le social-impérialisme soviétique et l'entrée de la Chine devenue capitaliste en 1976 sur le marché capitaliste mondial ont permis une nouvelle grande période de développement.



Le 24 heures sur 24 du capitalisme est devenu une réalité dans les années 2010-2020, au point d'ailleurs de nous amener au grand choc de 2020.

La pandémie est un pur produit de la mondialisation capitaliste, qu'elle a puissamment désorganisée, au point d'introduire la seconde crise générale du capitalisme.

On peut dire qu'à partir de 2020, les forces productives progressent mais de manière éparpillée, sans posséder la cohérence qu'il y avait précédemment.

Et, dans les faits, le niveau de vie n'a cessé de progresser dans le capitalisme entre 1945 et 2020. C'est d'ailleurs pour cela que l'option révolutionnaire s'est effondrée au fur et à mesure dans les années 1950-1960. Les masses des métropoles impérialistes ont été corrompues par la société capitaliste de consommation.

On n'en est pas encore à un redémarrage sur le plan révolutionnaire. Néanmoins, on ne va pas revenir à la situation de 1945, ni celle des années 1930 ou 1900. Les forces productives ont connu un immense développement. Il est absolument impossible de faire des travailleurs de 2025 un strict équivalent de ceux de 1975 ou 1915.

Il faut ainsi une vraie réflexion sur la société capitaliste de consommation. Le socialisme, ce n'est pas simplement reprendre les acquis du capitalisme et continuer la même production.

Il faut une révolution culturelle, tant après la révolution qu'avant, ce qui dialectiquement signifie pendant la révolution, ou si l'on préfère : aucune révolution n'est possible sans la dimension culturelle.

Tant que les travailleurs n'ont pas rompu avec les valeurs de la société capitaliste de consommation, ils ne peuvent pas viser à avancer vers le communisme, qui est une société d'abondance. Il faut plus de production et de consommation, mais certainement pas produire et consommer n'importe quoi !

Le trotskisme considère que les forces productives ont cessé de croître depuis 1938

Sans chercher à évaluer ici la nature du trotskisme, il faut bien comprendre que de toutes façons son approche est fautive. En 1938, Léon Trotski écrit ainsi dans *Le programme de transition* que les forces productives ont cessé de croître. En 2025, c'est encore la thèse des trotskistes, qui s'imaginent donc que nous vivons dans la même degré de richesse économique qu'il y a plus de quatre-vingt ans !

C'est totalement aberrant. Et c'est avoir une conception qui empêche de comprendre le monde tel qu'il est. C'est une contribution au « masque » que se donne la société capitaliste de consommation.

Que dit Léon Trotski ? Voici ce qu'il expose, dès les premières lignes de son ouvrage qui est le principal manifeste tactique et stratégique trotskiste. « Le programme de transition » est la Bible de tout trotskiste pour tout ce qui concerne les revendications, le programme, les démarches, la pratique sur le terrain.

« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.

La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme.

Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.

Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes.

La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'État et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre.

La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays où elle s'est déjà trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle marche maintenant les yeux fermés à la catastrophe économique et militaire. »

Quelques lignes plus loin, il dit donc que la situation est plus que mûre, elle est même en train de pourrir. Il faudrait donc que les trotskistes prennent partout les commandes pour finir le travail et accomplir la révolution mondiale.

« Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir.

Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

On a un sens de l'urgence, prétexte au gauchisme. C'est en apparence seulement, car dans la pratique, cela sert le misérabilisme, le réformisme.

Révolution permanente et la « stagnation de la productivité »

Que lit-on dans l'article de Révolution permanente de la fin octobre 2024 intitulé « Le budget Barnier au prisme de la crise du capitalisme français » ? Des choses aberrantes, qui visent à nier que le capitalisme a connu une formidable expansion de 1989 à 2000. Il n'y aurait plus eu de progression de la productivité depuis très longtemps, dit Révolution permanente...

« Si la France se trouve actuellement en difficulté, la crise de la dette n'en est pas moins mondiale et exprime l'épuisement du modèle néolibéral.

Après la crise des années 70-80, le néolibéralisme a permis de redresser de manière relative le taux de profit sans résoudre la stagnation de la productivité, grâce à une offensive tous azimuts contre les droits des travailleurs, rendue possible par la défaite des processus révolutionnaires des années 68-80, et à l'intégration de plus d'un milliard de nouveaux travailleurs dans l'économie mondiale, après la chute de l'URSS et l'entrée de la Chine dans la mondialisation (...).

Malgré les innombrables subventions, la productivité stagnante des entreprises les a progressivement rendues de moins en moins compétitives et rentables, décourageant la capitalisation des profits, les capitalistes préférant maximiser leurs revenus plutôt que d'investir.

En un mot, le taux d'investissement, en berne, a décroché par rapport au taux de profit, ouvrant sur cette situation paradoxale dans laquelle la croissance stagne tandis que les profits du grand patronat explosent. »

Si la thèse de Révolution permanente était juste et que les capitalistes n'avaient fait que se « goinfrer » depuis 40 ans, sans investir en rien, comment se fait-il alors que sont apparus nombre de marchandises nouvelles, demandant d'immenses investissements justement ? Des investissements tant en amont, pour développer ces marchandises, qu'en aval, pour les rendre de masse.

Il suffit de penser à l'internet et les immenses travaux que cela exige sur le terrain, comme le déploiement de la fibre optique ou la mise en place de serveurs gigantesques.

Les voitures des années 2020 sont fondamentalement différentes, il faut bien le dire, des voitures des années 2000. Dans le sport, l'habillement professionnel a connu des modifications massives, avec d'ailleurs une accessibilité toujours plus grande.

En fait, on aurait du mal même à trouver un domaine où le capitalisme n'a pas investi massivement. Pourquoi alors Révolution permanente prétend-il le contraire ?

C'est que cette organisation représente les intérêts de la petite-bourgeoisie intellectuelle, qui a besoin d'un capitalisme « social ».

Le misérabilisme est un outil nécessaire pour prétendre rendre nécessaire la « critique » radicale du capitalisme par des couches intellectuelles. Il suffit de voir qu'en un mois Révolution permanente a touché 500 000 euros de dons, ce qui est une somme énorme.

Cela implique des soutiens avec de vastes moyens, surtout quand on voit que la vidéo de présentation de la campagne de financement sur YouTube n'a eu que 3800 vues, alors que le compte YouTube de Révolution permanente a plus de 98 000 abonnés.

Il y a quelque chose qui ne va pas, mais cela ne s'explique que par la dimension intellectuelle bourgeoise d'une telle structure « misérabiliste ».

Parmi les soutiens à cette campagne de financement de la fin 2024, on a ainsi l'historien Enzo Traverso, le philosophe Frédéric Lordon, la sociologue Kaoutar Harchi, l'économiste Bernard Friot, le philosophe Matthieu Renault, l'économiste Stefano Palombarini, le linguiste Jean-Jacques Lecercle, l'historien Marc Belissa, l'historienne Laurence de Cock.

Le misérabilisme de Révolution permanente est l'idéologie des étudiants et des bobos qui permet en effet l'alliance avec les fonctionnaires et les syndicats. C'est la grande union de la « gauche » du capitalisme.

Ces gens ne veulent tout simplement pas la révolution. Ils ne veulent pas renverser l'État, ils ne veulent pas l'insurrection avec le drapeau rouge. Ce n'est pas du tout leur culture, pas du tout leur conception. Ce qui les intéresse, ce sont les « revendications » et le fait de pouvoir réaliser une agitation autour. Et n'importe quel prétexte est bon pour ça.

Lutte Ouvrière et le capitalisme sénile

Lutte Ouvrière utilise le concept de « capitalisme sénile » pour formuler la même chose que Révolution permanente. Lors de son congrès de décembre 2024, Lutte Ouvrière a produit un document pour bien expliquer ce qui est entendu par là.

« La phase actuelle d'une crise qui dure déjà depuis un demi-siècle se situe dans ce que les économistes bourgeois désignent de plus en plus souvent sous le nom de « crise séculaire ».

Elle s'est aggravée à partir des années 1970 par la succession rapide de la crise du système monétaire international, la suppression de la convertibilité du dollar, les crises successives du pétrole.

Cette crise séculaire a mis définitivement fin aux « Trente Glorieuses » (en réalité, une courte période pendant laquelle la machine de l'économie capitaliste a redémarré avec, pour principal moteur, la reconstruction après les destructions de la Deuxième Guerre mondiale).

Les crises rythment toute l'histoire du capitalisme depuis ses débuts et en constituent une des phases de développement.

Mais, contrairement aux crises du capitalisme ascendant, qui étaient suivies d'une nouvelle période d'essor, les crises du capitalisme sénile de l'époque impérialiste ont tendance à se prolonger, voire à se perpétuer (d'où l'expression « crise séculaire »).

Le capitalisme serait donc en crise depuis avant les « Trente Glorieuses » (1945-1975). Il serait « sénile » et se maintiendrait par la force des choses. C'est totalement aberrant, et c'est exactement la même conception que Révolution permanente.

On a d'ailleurs la même théorie d'un arrêt des investissements productifs depuis plusieurs décennies. Mais sur quelle planète vivent ces gens ?

« Et de pointer les responsabilités [il est parlé de Mario Dragui dans un rapport remis à l'Union européenne] : l'insuffisance des investissements productifs.

La grande découverte ! Combien d'éditoriaux avons-nous consacrés à cela depuis les années 1970 ?

Oui, la bourgeoisie a de moins en moins tendance à investir dans la production et de plus en plus dans la spéculation en amplifiant la crise.

Quand Trotsky constatait, en 1938, dans le *Programme de transition* à quel point la bourgeoisie était perdue, désespérée, affolée devant les soubresauts de sa propre économie, il décrivait une réalité oh combien ressemblant à la réalité d'aujourd'hui. »

Le trotskisme est un réformisme comme on le voit très bien avec la théorie de l'arrêt du développement des forces productives depuis 1938. C'est une conception misérabiliste, qui ne permet pas d'attaquer le capitalisme développé et mets les « révolutionnaires » à la remorque du syndicalisme dans le cadre d'une société capitaliste où les négociations sont omniprésentes.

Le rêve de ces gens est d'ailleurs d'être syndicalistes, de « peser » dans les rapports de force des négociations, et ils s'imaginent par là être des révolutionnaires, et même des travailleurs exemplaires.

Ils relèvent en réalité d'une agitation tout à fait acceptée par le capitalisme développé, moderne, qui sait utiliser à bon escient de tels idéalistes, de tels naïfs, qui croient servir les masses alors qu'ils accompagnent le capitalisme dans le processus de négociations, d'encadrement, d'aménagements du capitalisme.

Les consciences sont en retard sur la transformation de la réalité

Les gens des années 1980 ne se sont pas soucier que leurs parents avaient les toilettes sur le palier ou pas de moyens techniques formidables dans les hôpitaux.

Et, même, ça ne les intéressait pas, ils profitaient des nouveautés et ça leur suffisait. C'est compréhensible : l'homme est un animal et rien d'autre, il suit le cours de la vie.

Le matérialisme dialectique permet toutefois à l'être humain comme animal social de comprendre le principe du mode de production et de ne pas simplement accompagner les évolutions historiques de la production. Il faut une certaine maturité historique pour cela, et il est évident que les gens vivant dans les métropoles impérialistes durant la période 1945-2020 n'ont rien eu de tout cela.

Ils ont accompagné le capitalisme, ils s'y sont intégrés. Le prolétariat a accepté le capitalisme, il s'est soumis à la bourgeoisie, car il a profité naturellement, cela implique que c'est sur le dos des masses d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. C'est pourquoi Mao Zedong parlait de ces trois continents comme de la « zone des tempêtes ». La révolution ne pouvait venir que de là.

Les choses vont-elles changer et la révolution peut-elle revenir comme ordre du jour dans les métropoles impérialistes, en Belgique, en France ? Bien sûr. Mais cela demande de rejeter le misérabilisme, qui prétend que la misère néo-libérale asservit les masses dans la misère, masses qui en réalité regardent la télévision et Netflix, cultivent leur jardin et font des brocantes, apparemment pas du tout au courant d'être réduites à l'esclavage.

Cela demande de le rejeter... afin de comprendre que justement la pauvreté se développe, va se développer. C'est le paradoxe : il faut rejeter ceux qui parlent de pauvreté pour avant 2020 afin de bien comprendre comment la pauvreté se développe à partir de 2020.

Les trotskistes, qui n'ont rien compris à la mise en place de la société capitaliste de consommation, sont un obstacle à une lecture scientifique. Ils sont comme les gens, leur conscience sociale est en retard sur les transformations réalisées par le capitalisme. Ils diffusent donc une fausse conscience du réel.

Et, pour conclure, donnons un exemple inverse de retard, avec les propos de Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE, en décembre 2024. Voici le compte-rendu de ses propos par Le Figaro :

« Pour le chef des statisticiens nationaux, *«tout le monde n'en a pas parfaitement conscience mais, sur l'année 2024, il y aura une hausse du pouvoir d'achat des ménages»* français.

Si les consommateurs ont l'impression «*que les prix ont augmenté*», des «*biais cognitifs*» les empêchent de voir que les «*salaires et les retraites ont fortement augmenté*» par rapport aux années précédentes.

«*On n'a pas perdu en pouvoir d'achat*», martèle Jean-Luc Tavernier. »

C'est naturellement totalement faux, et ce Jean-Luc Tavernier fait ici office de sinistre clown.

Mais il reflète la foi en le capitalisme, la conscience en retard sur la réalité... et le besoin du capitalisme à s'auto-intoxiquer. En ce sens, les trotskistes misérabilistes ne sont que le pendant des libéraux croyant de manière mystique à la croissance sans fin du capitalisme. ■

« Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants :

- 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique;
- 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière;
- 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière;
- 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et
- 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.

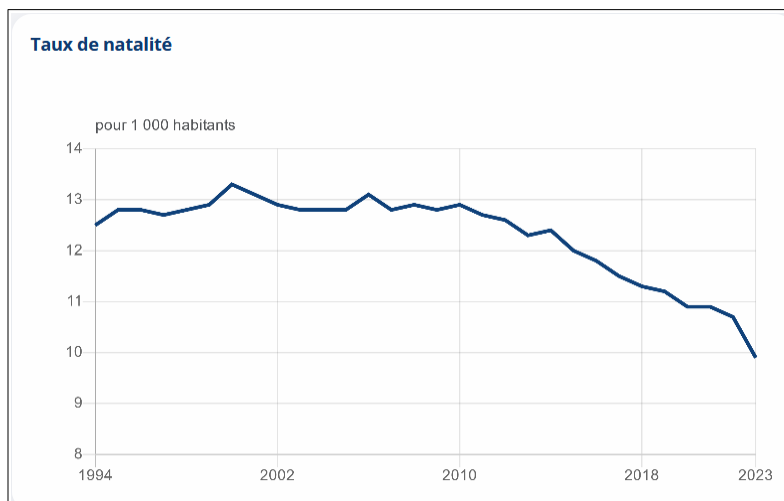
L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »

Lénine

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916

La chute de natalité en France, une autre expression de la seconde crise générale du capitalisme

En 2023, le nombre de naissance en France était le plus bas depuis la fin du baby-boom, et de -6,6% rien que par rapport à 2022. En 2024 il avait, en août, encore baissé de 8000 naissances, et en novembre il était constaté une baisse de -2,7% de naissances par rapport à 2023. Et plus significatif encore, on parle d'un nombre de naissances inférieur à celui de la fin de la seconde guerre mondiale, inférieur même à celui juste avant la première guerre mondiale.

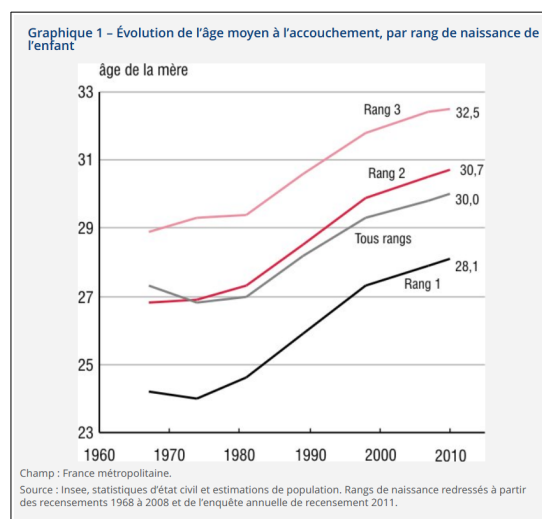


Comment est-ce possible, alors même que le niveau de vie ainsi que son espérance ont augmenté. Déjà, il faut bien avoir en tête que le mode de vie dans la France du début du XIXe siècle n'est pas le même à la fin de celui-ci ou au XXIe siècle. La population est alors majoritairement rurale et le nombre d'enfants par foyer est élevé en raison de l'absence de contraception, de la prégnance de la religion et de la nécessité de fournir de la main d'œuvre pour les exploitations paysannes familiales.

Puis, sous l'effet du baby-boom, le nombre de femmes en âge de procréer augmente, mais le nombre de naissances ne suit pas la courbe en raison du passage de la campagne à la ville, de la paysannerie à l'usine, de l'arrivée de la contraception à la fin des années 1960 et la sortie progressive des femmes de l'espace domestique.

Il y a aussi, depuis les années 1980, un retardement de l'âge des premières grossesses en raison de l'accès aux études supérieures qui se démocratise et la société de consommation qui produit une jeunesse rentrant de plus en plus tardivement dans le cadre d'un foyer.

Du fait de ces changements démographiques, les naissances restent dans le même ordre de grandeur, avec une croissance linéaire et non exponentielle. C'est pourquoi les chiffres des naissances sont relativement comparables entre temps de « prospérité » et temps de crise à l'heure actuelle et par le passé.



Le contexte historique et économique est en effet à mettre en cause dans la chute de la natalité, avec une très forte perte de la confiance en l'avenir en temps de crise.

Ces dix dernières années l'aspect écologique de la crise s'est frayé un chemin dans les mentalités avant l'irruption de la pandémie de COVID19 en 2020, celle-ci ouvrant définitivement une période de crise généralisée, une explosion des contradictions du mode de production capitaliste et son rapport à la nature. Des nouvelles maladies, des conditions de vie en baisse, des mentalités épuisées ou cannibales, des grandes puissances allant vers le repartage du monde, voici l'horizon des français depuis 2020.

De manière logique, le nombre des naissances s'en ressent. Le nombre des naissances par mois en 2023 et le prévisionnel de 2024 est bien en dessous de la normale des dernières années. Il faut souligner que le retour de la guerre de haute intensité en 2022 en Ukraine et son installation dans le temps a fauché au vol tout espoir de retour à la situation pré-covid.

Dans les années 1930, il y a eu un phénomène similaire à notre époque avec une chute progressive de la natalité suite à la crise de 1929 dite « la grande dépression ». Et ce n'est pas un terme galvaudé, car tout n'était pas une question économique ; cela relevait aussi d'une ambiance générale dégradée, sombre, avec en plus une atmosphère de défiance, la montée du fascisme en Europe et l'ombre de la guerre qui planait à nouveau.

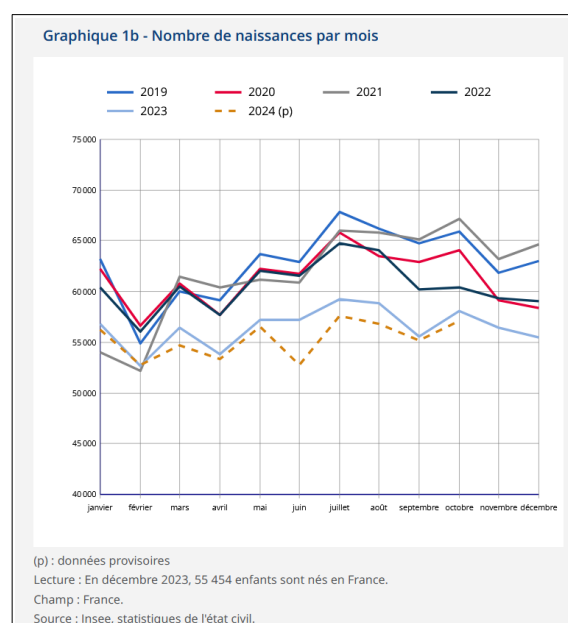
En 1930, les naissances sont de 754 020 bébés, puis 726 299 en 1932, 681 158 en 1934, 634 344 en 1936, 615 582 en 1938 et on se retrouve évidemment au plus bas au cœur de la guerre, en 1941, avec 522 261 naissances.

En 1938, le quotidien du PCF, L'Humanité, évoquait cette importante chute de natalité prolongée en effectuant un comparatif avec la situation en URSS, où au contraire la natalité augmentait sous l'effet positif de la politique socialiste et de l'idéal communiste.

« L'accroissement naturel de la population en U. R. S. S. »

Le problème de la dépopulation est à l'ordre du jour dans tous les pays.

Que se passe-t-il en ce qui concerne le mouvement de la population en U.R.S.S. ? C'est ce qu'une étude approfondie du docteur A. Roubakine, ancien expert soviétique à la section d'hygiène à la S.D.N., nous fait connaître d'après divers documents officiels et, en particulier, d'après le recensement général de la population effectué en 1936. La mortalité a fortement diminué de 40 en quinze ans (de 1913 à 1928) de 30,2 par 1.000 habitants en 1913, elle est descendue à 18 par 1.000 habitants en 1928, alors qu'elle n'avait baissé que de 6 pendant les vingt-deux ans qui ont précédé la guerre mondiale et la Révolution (baisse de 32,1 à 30,2 par 1.000).



Cette baisse est encore plus accentuée dans certaines républiques et régions la mortalité n'était plus, en 1935, que de 11,2 pour 1.000 en Ukraine, 12,5 dans la République Blanche, soit un chiffre inférieur à celui de la mortalité française (15,2).

De même, en 1935, dans les grandes villes de l'U.R.S.S, la mortalité était de 11,6 à Moscou, 11,3 à Leningrad, 12,9 à Kieff, 10,3 à Minsk, 10,7 à Tiflis. Par comparaison, rappelons que, la même année, les chiffres étaient de 12 à Paris, 12,8 à Berlin, 11,4 à Londres, 12,9 à Vienne (par 1.000 habitants).

Mais dans la dépopulation, la baisse de la mortalité, phénomène commun à tous les pays, n'est pas la seule et grande cause : intervient en même temps la baisse de la natalité.

Si certains pays restent stationnaires ou même croissent légèrement, le fait est dû à une diminution de la mortalité et non, à une augmentation de la natalité.

Or, sur le territoire actuel de l'U.R.S.S., la natalité était de 48,1 pendant la période de 1901-1906, de 43,6 en 1925, de 41 par 1.000 en 1928. La baisse n'a donc été que de 14 en vingt-deux ans. Cette baisse paraît insignifiante par rapport à celle que nous observons pendant la même période en Europe occidentale, où elle atteint 40 à 50 dans certains pays (Angleterre, Allemagne).

Par contre, une augmentation notable de la natalité commence dans toutes les régions de l'U.R.S.S. depuis 1934. La natalité n'y a donc pas été diminuée par la légalisation de l'avortement faite en 1920, légalisation qui a pris fin à la suite de la loi du 27 juin 1936.

L'analyse des chiffres et des faits nous permet de conclure que l'avortement n'était pas la cause de la diminution de la natalité, cette diminution étant due à des raisons d'ordre économique et social analogues à celles de l'Europe orientale.

L'avortement, dans ces conditions-là, n'était qu'un des moyens pour ne pas avoir d'enfants lorsque les parents n'en voulaient pas. Il faut admettre qu'à l'heure actuelle les raisons qui incitaient les parents à ne pas avoir d'enfants ont disparu, ce qui explique cette augmentation générale de la natalité. D'ailleurs, la loi du 27 juin 1936 n'interdit pas les moyens anticonceptionnels.

A Moscou, dans les services des maternités, il a été enregistré 57.100 naissances vivantes; en 1935 près de 70.000 et, en 1936, près de 150.000.

Cette augmentation ne correspond nullement à l'augmentation de la population, qui ne s'est accrue que de 10 pour 1.000.

L'accroissement naturel de l'U.R.S.S. augmente donc aussi bien à la suite de l'augmentation de la natalité que de la diminution de la mortalité.

Et le docteur Roubakine cite quelques chiffres en 1935, cet accroissement était de 5,7 par 1.000 habitants à Moscou; de 9,1 à Kieff de 9,1 à Tachkent de 14,2 à Bakou de 16,2 à Minsk, tandis que, en 1934, il n'était que de 0,1 à Paris de 2,5 à Londres de 1,1 à Berlin de 6,1 à Vienne de 2,6 à Varsovie.

Par conséquent, même dans les grandes villes de l'U.R.S.S. dont la natalité est beaucoup plus faible que dans le reste du pays, l'accroissement naturel dépasse de beaucoup celui des grandes capitales européennes.

En Arménie, pendant le premier trimestre de 1936, la natalité était de 54,3 par 1.000 habitants, contre 41,6 de moyenne en 1934.

Et cet accroissement, d'après les rapports des maternités en 1936. qui sont encombrées, va aller en augmentant. Il y a donc lieu de croire que l'excédent de naissances, qui a été évalué par le service central de statistique à 3.500.000 par an en 1934 et en 1935, sera encore plus élevé en 1936. Il dépasse donc de plus d'un million le total de l'excédent de naissances de tout, le reste de l'Europe. [...]

Et le docteur Roubakine conclut que cette augmentation, de la natalité n'est pas due à une certaine mesure légale spéciale, mais à des « facteurs plus complexes, sociaux, économiques, psychologiques en particulier ». »

Ces « facteurs », ces raisons de la baisse de natalité sont évoqués, dans une publication de L'Humanité de la même année, en termes essentiellement économiques mais allant un peu au-delà.

« On vient de publier les chiffres provisoires sur le mouvement de la population française pendant le 1er trimestre 1938. Ils indiquent que pendant les trois premiers mois de l'année le chiffre des décès, soit 192.937, a été supérieur de 35.684 au chiffre des naissances, soit 157.253. La natalité a diminué dans des proportions effrayantes, qu'on en juge par le tableau suivant :

Année	Naissances
1876	1 022 000
1900	910 000
1914	755 000
1937	620 000

Soit une diminution de 400.000 naissances par rapport aux chiffres d'il y a 40 ans.

Effrayée par l'étendue du mal, la bourgeoisie se refuse naturellement à voir les causes réelles de la dénatalité elle se borne comme toujours à calomnier les travailleurs.

Pour les réactionnaires bienpensants, la dénatalité serait le résultat d'une crise morale provoquée par les excès et les désirs immodérés des travailleurs. qu'exciteraient les révolutionnaires « ennemis de la famille et de la patrie ».

Or ceux qui répètent et font répéter dans leurs journaux de telles sottises portent seuls la responsabilité directe de la crise de natalité.

Il nous est trop facile de stigmatiser ceux qui reprochent aux ouvriers et aux paysans de ne plus vouloir d'enfants, en montrant que c'est parmi les riches, les parasites, les privilégiés que l'on évite les familles nombreuses. Les riches, pour des raisons d'ordre économique et social, ne veulent pas laisser se réduire, se diviser, se diluer l'héritage capitaliste (...).

Il nous est aussi trop facile de flétrir les bourgeois hypocrites et jouisseurs qui affectent de reprocher à la classe ouvrière et à la paysannerie une immoralité prétendue lorsqu'ils donnent le spectacle permanent de leur débauche, de leur dégradante prostitution.

Le *Jean Misère*, d'Eugène Pottier, chantait autrefois ;

*Malheur, Ils nous font la leçon
Ils prêchent l'ordre et la famille
Leur guerre a tué mon garçon
Leur luxe a débauché ma fille.*

Nous pouvons souligner que la dénatalité est un des aspects de la question sociale, une conséquence directe de l'exploitation capitaliste, un symptôme de la décadence irrémédiable de la classe au pouvoir (...).

Mais encore une fois, que de soucis, que de peines, que de craintes pour l'avenir : la crise, le chômage, la maladie, la guerre peut-être, les deuils. »

C'est là une approche de type gauche historique, amenant la question de la natalité en termes civilisationnels et non individuels. Ce qui était vrai pour la première crise générale, l'est aussi, dans ses modalités propres, pour la seconde.

Cette chute dit quelque chose de la société capitaliste en crise, ce n'est pas un hasard, c'est un corollaire de la décadence de la bourgeoisie qui n'a plus rien de positif à proposer aux gens, aux couples, aux femmes, aux enfants.

Concernant les enfants et l'éducation, tout dégringole au niveau de la qualité de l'enseignement scolaire, l'école française est en berne. La multiplication incontrôlée des écrans dans les foyers exposent les enfants très jeunes à du contenu abrutissant, freinant leur développement, plus tard ce sont les réseaux sociaux et l'accès à la pornographie qui façonnent leurs esprits dans la compétition et la violence sur autrui, sans parler des incitations à la prostitution et au crime pour « faire de l'argent » rapidement.

Tout cela génère de la violence d'une part et du mal-être de l'autre, en réponse à quoi il y a la chirurgie esthétique, la transition de genre, ou encore des niches identitaires et religieuses-sectaires multiples.

Concernant les futurs potentiels parents qui voient toutes ces dérives s'ajoute l'impression de ne plus progresser dans la vie conformément à la grille bourgeoise de la réussite individuelle permettant d'avoir de grosses économies, d'être éligible à un prêt immobilier et d'acquérir un bien. La génération actuelle de jeunes adultes est la première à ne pas pouvoir vivre mieux que ses parents.

Dans leur environnement immédiat, une violence sociale qui augmente, l'isolement de la campagne qui produit des drames et la folie des villes où se croisent migrants hagards, dealers fébriles, jeunesse nihiliste et adultes en burn-out.

Sans parler des multiples défaillances institutionnelles, comme l'hôpital public qui s'écroule ou l'absence d'administration dans les campagne.

Mais aussi la nourriture de piètre qualité mais dont le prix augmente sans cesse, de son empoisonnement de l'eau et de l'air. Et l'abomination envers les animaux, les guerres et massacres dans le monde alors que les dirigeants promettaient la paix et la prospérité.

En somme, le « capitalisme pour tous » de la bourgeoisie libérale d'Emmanuel Macron s'avère en fait être la dépression pour tous dans un mode de production en fin de course.

Par conséquent, les masses relèvent d'un ancrage dans le réel en faisant moins d'enfants, à la fois lorsque cela est présenté comme une fin en soi, en l'absence de tout engagement et dans le cadre d'un délitement moral général, elles relèvent d'une tendance négative. Celle de l'humanité allant à la barbarie, effectuant un retour en arrière.

La question du problème de la natalité n'a d'ailleurs pas échappé à la bourgeoisie, ainsi le 16 janvier 2024 Emmanuel Macron avait utilisé le terme de « réarmement démographique » comme projet pour contrer le problème. Il a utilisé un vocabulaire guerrier soigneusement choisi, lui qui veut faire de la France le pays le plus belliciste d'Europe.

La réalité c'est que le seul projet commun capable de porter la bourgeoisie représentée par Emmanuel Macron, c'est la guerre et c'est avant tout là-dessus que doit se porter la critique.

Sur le problème de la natalité, c'est voué à l'échec car aucune guerre dans l'histoire n'a poussé le peuple à procréer. Personne ne veut produire de la chair à canon.

Et comme dans les autres aspects de la crise, la dénatalité en rapport avec le retour de la guerre forme une tendance corrosive à l'hégémonie de la bourgeoisie sur la société.

C'est un aspect de la contradiction qui forme un moteur pour l'ouverture de la crise révolutionnaire dans les conditions de la seconde crise générale avec la problématique ou bien la révolution qui empêche la guerre et relance la vie, ou bien la guerre débouche sur la révolution relançant la civilisation. ■

La décompression psychique, expression symptomatique de la seconde crise générale du capitalisme

Le cadre historique de la révolution

Lorsqu'on a des ambitions révolutionnaires, l'état des choses au début de l'année 2025 a quelque chose de terrible : objectivement, les choses craquent de bout en bout, l'ampleur de la crise est en train de rattraper comme il se doit la France.

Mais subjectivement, les gens ne sont pas là, ils sont à côté de leurs pompes. Le processus de crise va en s'approfondissant sans qu'en apparence les choses trouvent à se refléter dans les comportements subjectifs, du moins pas de manière positive et constructive.

En réalité, il eut été mécanique et non dialectique de s'imaginer que la survenue de la crise puisse être à elle seule un levier, précisément mécanique, à une « prise de conscience ». Pour qui pense les conditions de la révolution en France, il y a évidemment une problématique centrale qui est celle de savoir le cheminement que va prendre la révolution dans un tel contexte historique.

Quel est justement ce contexte historique ? C'est celui de l'épuisement général des positions acquises dans le cadre de la première crise générale sur fond d'une société de consommation aboutie et aboutissant à l'emprisonnement total des esprits dans un fétichisme marchand 24h sur 24. C'est l'aspect négatif des choses.

L'aspect positif c'est évidemment la survenue de la seconde crise générale en 2020 qui offre les nouvelles conditions historiques au déploiement de la révolution.

En novembre 2023, le média *agauche.org* a publié un article intitulé « la révolution sera t-

elle une prise de conscience ? » qui tente de donner un cadre à ce débat. En voici un extrait :

« Ce n'est donc pas que les gens ne veulent pas savoir, c'est qu'ils ne peuvent pas vouloir savoir les choses, bien qu'ils aient des dispositions cognitives plus importantes que le paysan du XIXe ou l'ouvrier des années 1920.

On ne peut être un protagoniste conscient dans telles conditions historiques. La révolution intervient alors dans un contexte de fatigue morale et psychique mais avec des capacités cognitives plus qu'approfondies.

Cette contradiction ne peut qu'impliquer des décrochages subjectifs sans « prise de conscience » vers l'engagement révolutionnaire mais dans une quête révolutionnaire en négatif, dont le carburant n'est rien d'autre que le crash généralisé de l'ancien monde.

Et c'est une réflexion incontournable à ce sujet dont nous avons besoin, aussi. »

Il y a un rapport dialectique entre les capacités cognitives plus élevées que celles dont pouvait disposer le prolétariat d'antan et sa « fatigue morale et psychique ». Car évidemment, cette quantité cognitive ne tombe pas du ciel mais s'inscrit dans le cadre du développement de forces productives façonnées par le capitalisme.

Ainsi, les capacités cognitives sont elles-mêmes des produits du capitalisme : elles répondent aux exigences d'une production technique plus enrichie tout autant qu'à une consommation plus élaborée, le tout dans une vie quotidienne façonnée de A à Z par les impératifs de la valorisation capitaliste.

Cette caractéristique de la subjectivité dans la société capitaliste développée engendre ce phénomène en apparence complexe, mais en réalité si simple d'une *impossibilité de vouloir savoir les choses*.

Avoir le pouvoir de la volonté de savoir, c'est assumer une quantité de dépense psychique et nerveuse qui puisse aboutir à une qualité, celle d'une prise subjective sur le réel. C'est le schéma de la « prise de conscience », un schéma qui semble périmé au regard des conditions de la seconde crise générale.

La tension nerveuse-psychique dans la société capitaliste développée est telle qu'il n'y a plus d'espace restant pour une dépense révolutionnaire, c'est-à-dire une dépense qui favorise la résolution de la contradiction intellectuel-manuel et celle entre la ville et la campagne.

La résolution réside dans la rupture subjective avec les modalités de la vie capitaliste, rupture qui dans le cadre de la seconde crise générale trouvera la voie révolutionnaire au fur et à mesure de l'approfondissement de la crise.

Évidemment, la clef est le déploiement de la guerre impérialiste de repartage qui vient rompre de manière barbare la stabilité et le confort capitaliste tout autant qu'elle rappelle la trajectoire « naturelle » du capitalisme lui-même.

Mêlée à la continuité de la destruction de la nature, cela ne peut que progressivement générer des subjectivités en rupture de ban qui trouveront à confluer de manière brouillonne, à tâtons, et comme ballottées par l'aiguinement des contradictions générées par la crise, dans la nécessité de construction d'un Nouvel Ordre, apparaissant en fait historiquement comme la *reconstruction* des acquis de la civilisation.

Fatigue psychique, craquage nerveux, dépression morale comme reflet torturé des subjectivités confrontées à la crise générale

Comme la dépense révolutionnaire semble impossible, mais que le processus de crise

continue de s'approfondir, les subjectivités sont tout de même bien obligées de faire face au réel.

Ce qui se passe, c'est que l'énergie nerveuse-psychique que demande la prise en compte du réel est tel que les subjectivités s'effondrent.

La conséquence, c'est ou bien le repli sur soi comme protection face au réel, ou bien l'ouverture agressive sur le monde avec le cannibalisme social comme l'a été le craquage d'une partie du lumpenprolétariat à la fin de l'été 2023 après la mort du chauffard Nahel.

Ces deux aspects du comportement humain forme les deux face d'une même pièce dans le rapport non-révolutionnaire à la seconde crise générale. Dans le prolétariat, la tendance générale est évidemment le repli sur soi comme négation du réel.

Il y a d'abord eu la grande négation du Covid-19 et cela se voit avec d'autant plus d'acuité qu'il y a le recul nécessaire pour cela : vu de 2025, c'est comme s'il n'y avait jamais eu pandémie, que les gens n'avaient pas été confinés chez eux pendant des semaines, comme si l'Humanité n'avait pas arrêté l'économie globalisée et fait face à un virus aux caractéristiques inconnues au préalable.

Puis dans le sillage de cette négation, il y a la négation du cadre historique ayant engendré cette pandémie de type zoonose : la guerre que l'Humanité mène à la nature.

Ainsi, la question écologique est passée à la trappe, elle a perdu toute envergure morale et toute dimension générale. Elle n'existe dorénavant que comme support au repli sur soi.

De la même manière que la Cause animale qui a vécu une croissance dans la seconde moitié des années 2010 s'est totalement évaporée, comme fracassée sur la réalité de la seconde crise générale.

On remarquera ici le rôle de sabotage joué notamment par la première administration Trump en 2019 lorsqu'elle a d'emblée avancée la thèse du « virus chinois ».

C'est la thèse d'une erreur de manipulation en laboratoire (ce qui, vrai ou faux, ne change finalement en rien l'origine de la problématique des zoonoses). À la suite de cela, le complotisme anti-vaccinal a été un rouleau compresseur culturel et idéologique dans l'écrasement de la question écologique, neutralisant une bonne partie de la critique en la transformant en fait en son contraire.

Puis le retour de la guerre dite de haute intensité avec le conflit russo-ukrainien a pareillement intensifié le rapport subjectif au réel. À la crise écologique allait maintenant s'ajouter l'horizon de la guerre entre grandes puissances, rajoutant un épais brouillard sur l'avenir.

Quel est la réponse subjective dans un tel contexte ? C'est celle de la décompression nerveuse, avec une fatigue humaine générale. Tout devient un obstacle insurmontable avec notamment l'évitement des obstacles et des contradictions car étant un rappel du réel baignant dans l'absurdité d'une société de consommation qui rend abondant tout type d'informations, des plus irrationnelles aux plus pointues.

Il y a ainsi le phénomène de la « fatigue informationnelle », phénomène récent pouvant aller jusqu'à l'« exode informationnel », soit une tendance de certaines personnes à se couper de l'information car qualifiée d'« anxiogène » ou carrément de « conflictuelle ».

Trop d'informations qui se succèdent au jour le jour, sans qu'il n'y ait d'intelligence portée de manière stable et prolongée sur des événements graves et douloureux : dans le fond il y a *l'impossibilité de vouloir savoir* rationnellement le mode de production capitaliste et la lutte des classes mais c'est aussi une fuite subjective d'avec l'état d'esprit généré par la superstructure du capitalisme.

C'est là tout le rapport complexe entre la « prise de conscience » et la rupture subjective, rapport dialectique qui forme le tempo de la crise révolutionnaire à l'époque de la seconde crise générale.

Première et seconde crise générale

Cette paralysie face au réel relève au fond d'une amnésie relative de la classe ouvrière quant à son parcours historique, car seule la classe ouvrière est en mesure de proposer à l'ensemble de la société une issue positive, transformatrice face au capitalisme mortifère.

C'est un phénomène qui avait déjà été établi dans les années 1980, décennie charnière entre l'épuisement des conditions de la première crise générale et le déploiement des conditions de la seconde.

Les caractéristiques établies au moment de la jonction des deux crises générales – l'épuisement de la première, début des conditions de la deuxième – sont parfaitement lisibles dans le cadre ouvert de la seconde crise générale. La différence fondamentale entre les deux crises générales réside dans l'intervention consciente de la classe ouvrière dans le processus historique, d'être un protagoniste porteur d'un avenir transformé.

Les années 1990-2000 ont été les grandes années du lessivage des acquis historiques de la classe ouvrière à travers le monde. Amputée de son bagage idéologique et culturel, la classe ouvrière a été absorbée dans une société de consommation qui lui semble étrangère tout en lui apportant un confort de vie non négligeable. Car quoi qu'il en soit, la vie quotidienne s'est alourdie, avec une détérioration de la sensibilité, complexifiant les conditions de la lutte des classes.

C'est l'extension des trajets domicile-travail, avec un enfermement dans la voiture qui déprime, ses routes qui mutilent la vie naturelle, l'attachement à la propriété immobilière qui très vite asphyxie mentalement, la dépendance au centre commercial qui fatigue. Et il faut y ajouter maintenant la fatigue émotionnelle due à l'emprisonnement dans le téléphone portable et ses nombreuses applications, ayant abouti à la subsomption réelle du consommateur (voir n°22 de Crise, juillet 2022).

Ainsi les conditions de la révolte sont bel et bien objectives, mais le fil historique a en partie été rompu. Il est d'autant plus difficile de s'y raccorder *consciemment* que les formes de la lutte de classes se sont déplacées, avec par conséquent une identité entre les deux crises générales qui ne peut être retrouvée que par une haute exigence dans l'effort idéologique qui se doit d'être prolongé, alors même que le quotidien l'empêche.

Il y a ici un rôle historique de l'avant-garde qui est crucial, mais jonché d'énormes obstacles car l'avant-garde de la première crise générale faisait face à des difficultés objectives (paysannerie, analphabétisme, faible développement des forces productives), quand celle de la seconde crise générale fait face à des difficultés subjectives, comme la cristallisation des barrières objectives au cœur même du système psychique-nerveux.

La question de la guerre, avec à l'arrière-plan le retour du cannibalisme social, est évidemment le moteur central qui va permettre la décantation positive pour le démêlement des subjectivités.

La rétrospective parle d'elle-même : dans les années 1910, le mouvement ouvrier naissant est immature et n'a pu comprendre le déroulement des choses, se faisant ainsi neutraliser.

L'avant-garde du mouvement ouvrier des années 1930 a la lecture scientifique, grâce au léninisme, des conditions d'enfantement de la guerre mais il va faire face au lancement de la société de consommation, avec l'apparition des loisirs.

Cet aspect des choses n'est pas encore compris, illustrant là aussi une forme d'immaturité, et

l'absorption participe au drame de la fin des années 1930 avec un brutal rappel à l'ordre.

L'affrontement inter-impérialiste dans les années 1980 faisait face à des avant-gardes ayant compris la logique générale du mode de production capitaliste allant à son effondrement, avant que celui-ci ne gagne la partie et s'impose dans l'écrasement de tout ce patrimoine. Cela ne pouvait être autrement avec une fin de course de la première crise générale.

Le déploiement des conditions d'une troisième guerre de repartage du globe forme le terrain favorable au retour de la lutte des classes, bien que dans des conditions générales plus ardues.

Dorénavant, le prolétariat a les deux pieds dans la société de consommation, c'est le premier aspect. Le second aspect, c'est l'existence d'avant-gardes armés du matérialisme dialectique en Belgique et en France, comme gardien du patrimoine révolutionnaire et avant-garde de la seconde crise générale. Cela forme les deux aspects dialectiques de conditions de la révolution socialiste au XXI^e siècle.

Il y a à la fois la lecture scientifique et mature des choses, l'existence achevée d'une consommation capitaliste, le tout dans un mode de production qui s'effondre.

Reste que dans de telles conditions historiques, le réel est pour les masses populaires nécessairement douloureux à vivre, car sans rupture subjective, ni compréhension scientifique des événements, le déroulement des choses semble chaotique et régressif avec par conséquent aucune possibilité de changement. ■



Les tactiques d'utilisation des drones FPV dans le conflit armé en Ukraine

Les drones FPV sont des drones qu'on peut manoeuvrer à distance en utilisant un écran (FPV signifiant First Person View). On suit le drone sur un écran LCD ou bien en utilisant des lunettes servant d'écran ; plus précisément, on voit ce que visualise la caméra placée sur le drone.

La vitesse du drone peut atteindre les 100 - 120 km/h ; la distance maximale est de 10 km. Leur utilisation principale est comme kamikaze ou afin de larguer des engins explosifs de 2,5 kilos ; sur le front russo-ukrainien, selon les moments une grande majorité des décès peuvent leur être imputés (l'autre grande part revenant à l'artillerie).



Ainsi, chaque jour, des milliers de drones FPV sont employés, soit contre des soldats, soit contre des véhicules, soit contre des positions. Voici une présentation de ce que cela signifie concrètement, avec des images tirées de manuels russes.

L'intérêt particulier de ces informations est que l'armée russe est à l'offensive et a particulièrement besoin de viser à la protection par rapport aux drones. Le second point notable est que l'armée russe a systématisé la démarche de l'emploi des drones, en produisant en masse, alors qu'à l'origine le retard était complet.

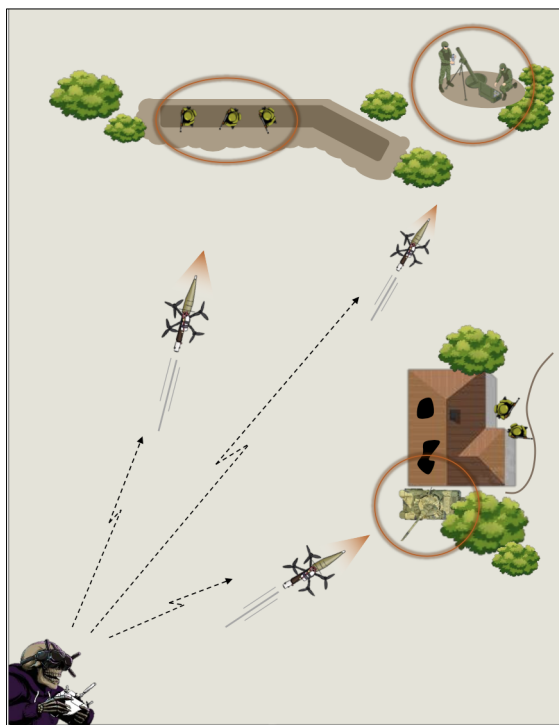
On a ici une caractéristique de l'armée russe, d'ailleurs : extrêmement pataude au démarrage, mais disposant d'une formidable capacité d'adaptation. Cela correspond à la mentalité russe, la chose étant connue depuis la tentative de conquête de la Russie par Napoléon !

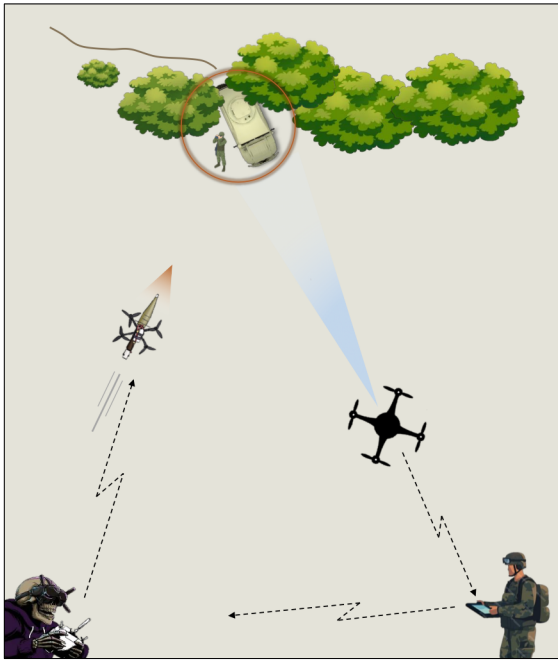
Mais dans tous les cas, la guerre moderne sera caractérisée par l'emploi massif de drones. Leur caractère peu onéreux – quelques centaines d'euros – fait également qu'il faut s'attendre à leur emploi par le crime organisé. Quant à la révolution, il sera évident qu'elle devra faire face à l'emploi de drones par la contre-révolution.

Après, il faut bien saisir que piloter un drone ne s'improvise pas. Il faut un mois d'intense formation. Il faut s'habituer au type de drone qu'on va employer, car il y a de nombreuses variantes.

Il faut également deux minutes de préparation avant l'envol du drone, dont le vol lui-même dure autour de 7 mn. Cela implique d'être suffisamment à l'abri pendant ce temps-là.

En ce sens, il va être compliqué pour la révolution d'employer les drones, alors que pour l'armée c'est bien plus faisable.





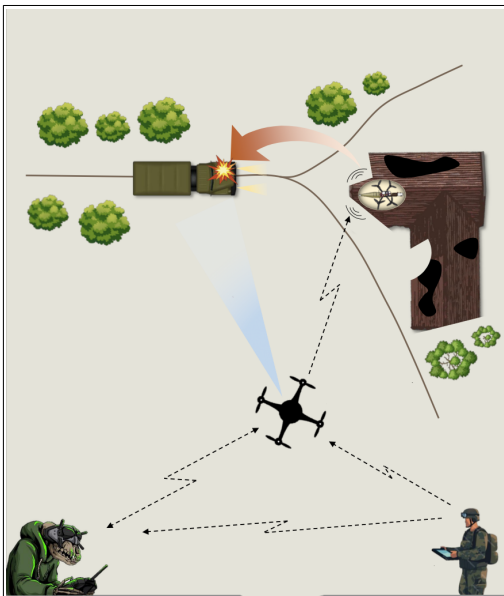
Surtout si on pense que le drone doit porter une charge explosive. Il faut un spécialiste en munitions, il faut que la charge soit adaptée, que soient calculées les possibilités données par l'emploi d'une telle munition, etc.

Et, naturellement, il faut savoir quoi viser. Il faut donc un drone de reconnaissance, dont l'opérateur fournit l'information à l'opérateur du drone kamikaze.

Tout cela est relativement complexe. On n'est pas dans la démarche d'une personne qui a un drone FPV et qui le jour de la révolution décide de l'employer utilement. Il y a tout un arrière-plan technique et tactique.

D'ailleurs, le conflit armé en Ukraine montre que c'est dans le cas d'initiatives groupées que l'efficacité est la plus grande.

On est ici dans un enfer pour les soldats, qui ne doivent pas échapper à un drone FPV, mais à plusieurs, le tout étant observé par un drone de reconnaissance.



C'est la raison pour laquelle la Corée du Nord a envoyé des troupes épauler l'armée russe à Kursk. Les enseignements militaires à tirer sont immenses. Une armée qui ne prendrait pas en compte ce mode opératoire est condamnée par définition. Il y a une multitude de situations tactiques à connaître, exigeant une maîtrise opérationnelle associée à une conception militaire bien précise.

Cela ne veut pas dire en soi que l'utilisation des drones FPV est impossible pour la révolution, car celle-ci trouve toujours son chemin. Néanmoins, la situation est fondamentalement modifiée et on peut penser que de prime abord, c'est surtout le crime organisé du type cartel qui va s'appropriier tout cela, disposant d'une grande surface financière pour acheter du matériel, procéder à des entraînements, mener des opérations pour tuer et marquer l'opinion.

Il faut penser à la difficulté d'échapper aux drones. Même à l'abri dans un bâtiment, on peut être confronté à une double attaque, la première ouvrant la voie à un second type d'explosif incendiaire pour tuer les gens.

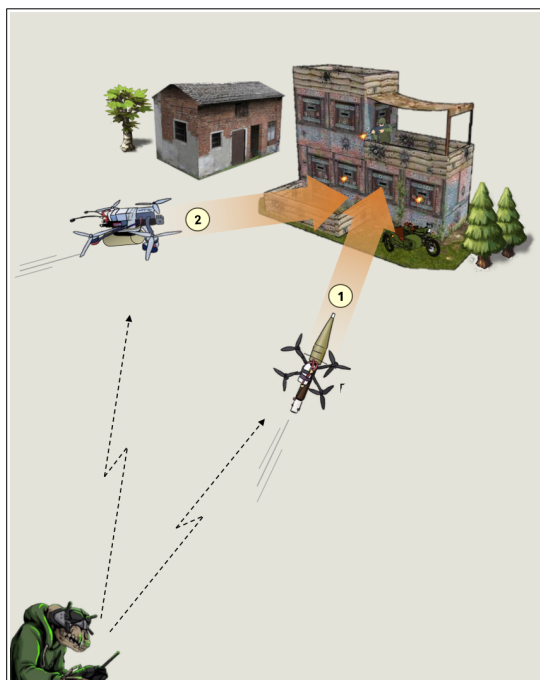
On imagine la hantise des soldats sur le front en Ukraine, qui doivent affronter des situations terribles et vivent dans l'attente de telles situations. Entre l'artillerie et les drones, il faut une force psychique extrêmement grande pour tenir le coup sur le front.

Cela pose naturellement un vrai problème aux armées occidentales. Elles sont professionnelles, emploient un matériel technologique avancé, principalement avec l'aviation. Mais si les drones relèvent du progrès technique et technologique, cela ne coûte rien et là on en revient à la nécessité d'une infanterie de masse.

Mais qui dans les masses occidentales est prêt à endurer les situations que connaissent les soldats sur le front en Ukraine ?

Et à quel moment les armées occidentales seraient-elles prêtes à mobiliser largement dans la population, à fournir des armes et les moyens de se battre sur le front ? Ce serait incohérent de par l'idéologie dominante qui vise à endormir les masses. Les drones FPV modifient pourtant la donne et exige une hyperactivité qui ne peut exister que dans le cadre d'une mobilisation de masse.

Quelle armée dans une guerre moderne pourrait se passer des drones FPV pour poser des mines, détruire une route qui va être utilisé par l'ennemi, pour cibler des ennemis, pour déposer des munitions ou de la nourriture à ses propres soldats ?



En fait, pour une armée populaire, pour une armée rouge, les drones FPV seraient un moyen parfait. Avec une utilisation de masse, une telle armée serait impossible à briser.

Les drones FPV permettent une résistance acharnée, c'est la paralysie forcée d'une offensive ennemie. Il est vrai que la portée est faible encore, mais même si cela en restait ainsi, une ville dont le peuple sait manier de tels drones FPV serait imprenable.

Si – imaginons – la ville de Lille devient un bastion révolutionnaire, avec un peuple utilisant des drones FPV, jamais une armée bourgeoise ne saurait en mesure d'y envoyer une infanterie suffisante afin d'en prendre le contrôle.

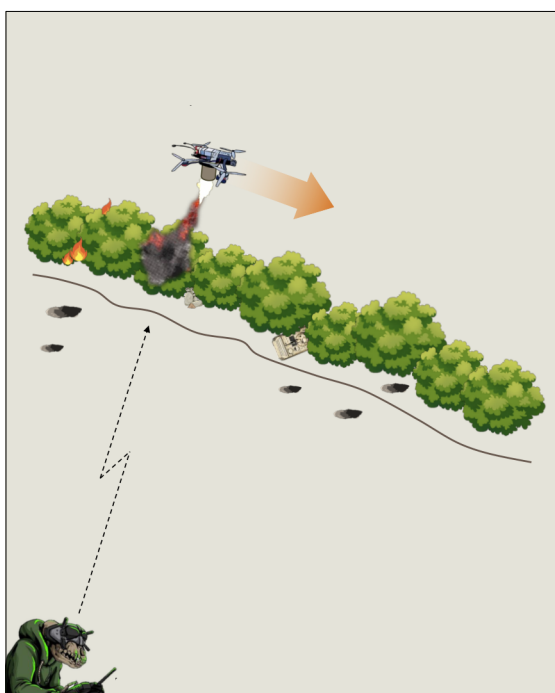
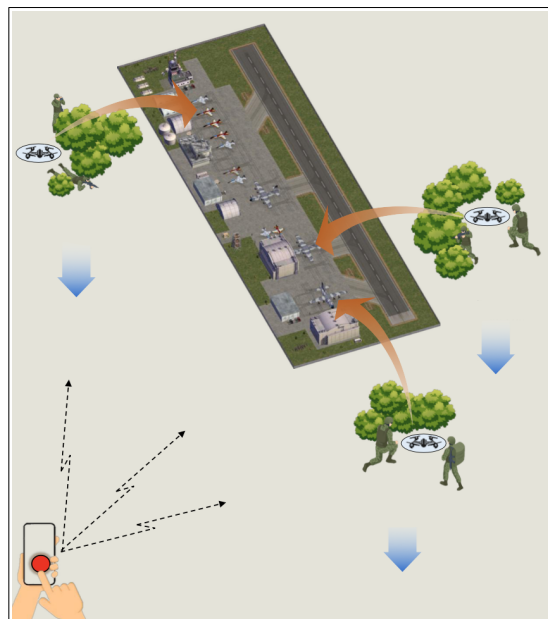
C'est bien ainsi que se pose la problématique des drones FPV : en termes d'utilisation de masse.

Les drones sont d'ailleurs un produit de la société capitaliste de consommation. Dans leur nature même, les drones FPV visent à un emploi par n'importe qui.

C'est tellement vrai qu'on peut fournir des coordonnées précises pour un vol automatique, et laisser en « stand by » avant de lancer l'envol.

Autrement dit, des saboteurs arrivent, déposent des drones (dont la fonction FPV devient inutile) et s'enfuient. Le plan de vol a été enregistré, les drones sont en attente, puis l'opération est lancée.

Par contre, cela implique d'utiliser une fréquence longue pour que cela fonctionne, et non plus une simple « manette » de drone FPV. C'est le réseau téléphonique GSM (soit le mode 2G) qui est utilisé dans le conflit armé en Ukraine.



On est là dans une opération plus élaborée et un exemple de sophistication terrible est l'emploi de la thermite.

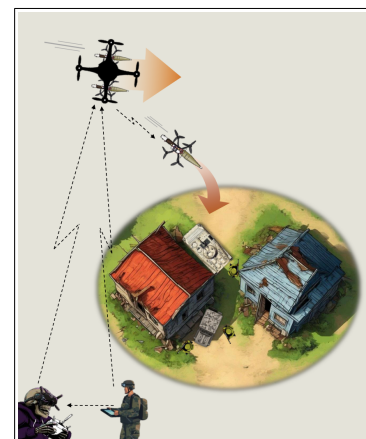
Cela fut effectué par l'armée ukrainienne initialement, et les images sont très impressionnantes, car c'est une sorte de pluie de feu.

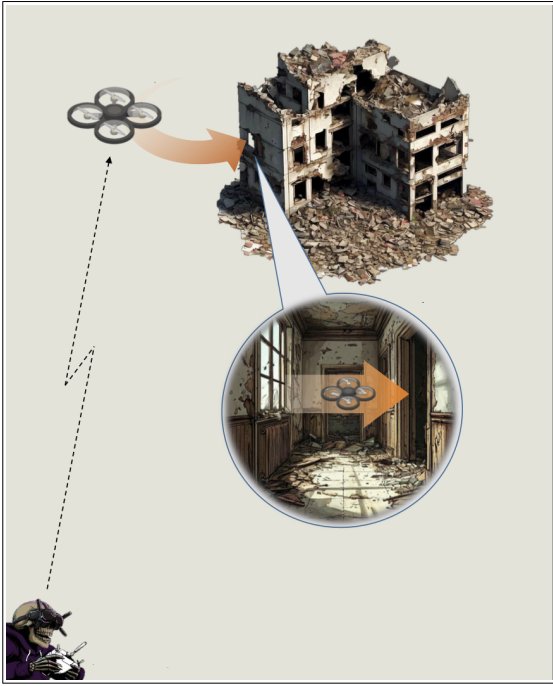
La thermite consiste en un mélange d'aluminium métallique et d'oxyde d'un autre métal. Cela produit une sorte de poussière incendiaire à 2300 degrés.

L'emploi de la thermite vise à détruire des zones naturelles où peuvent se cacher des soldats ennemis ; c'est également un moyen de procéder à la destruction de matériel dans un endroit précis, si on considère que les soldats ont le temps de se mettre à l'abri, ce qui n'est évidemment pas forcément le cas.

On notera qu'un drone de type plus directement militaire, plus grand et plus lourd, peut emporter deux ou trois drones FPV, et les « larguer ». Le drone militaire sert de répéteur de signal, permettant aux opérateurs des drones FPV embarqués de les utiliser.

On est ici dans une démarche techniquement plus complexe et ce n'est pas un soulèvement populaire qui serait en mesure de la suivre. Il va de soi par contre qu'une armée bourgeoisie pourrait employer systématiquement une telle méthode pour des frappes ciblées.





Un outil par contre très facilement employable par la révolution consiste en les petits drones FPV. Ils font 50 grammes, vont jusqu'à 500 mètres, et sont parfaits pour la reconnaissance.

On peut même considérer que l'emploi de tels drones FPV sera assez courants dans un contexte de guerre civile. Ici, l'avantage est aux masses et non pas aux forces d'interventions de la contre-révolution.

En effet, on en revient au fait que plus il y a de drones, plus il y a de choses visibles, et plus il y a de choses visibles, plus il faut du monde derrière pour agir.

Qu'on soit en zone urbaine ou à terrain plus ou moins découvert dans les campagnes, les drones FPV fournissent beaucoup d'informations et n'ont intérêt qu'en grande quantité. Ils saturent littéralement un terrain de conflit.

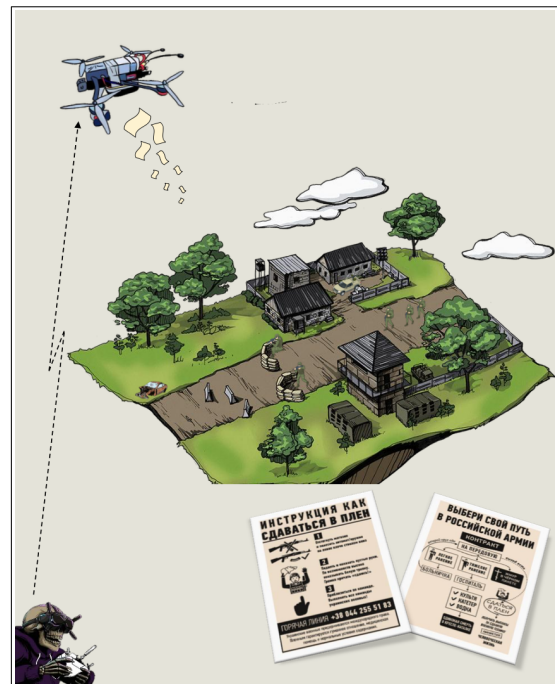
L'exemple suivant relève du cauchemar sécuritaire bourgeois. Un drone FPV peut transporter 2 kilos de tracts et les larguer. C'est une opération extrêmement facile à mener et il est même étonnant que des opérations de provocation n'aient jamais employées la méthode. Cela doit être la grande peur par exemple du tournoi de Roland Garros.

Dans un contexte de guerre, cela relève de la guerre psychologique, mais dans un contexte de soulèvement, c'est une action plus spécifiquement marquante.

Au lieu de tracts, il peut également y avoir un haut-parleur, avec des paroles de propagande ; dans un conflit armé, ce sont naturellement des appels à la reddition ou bien des explications visant à saper le moral des troupes ennemies.

Ici, on retrouve le mode opératoire « facile » des drones FPV et leur utilisation pouvant être très variée.

Regardons maintenant plus en détail les méthodes pour bloquer les drones. Ici, les médias de propagande pro-ukrainien n'ont cessé de se moquer de l'armée russe qui emploie des moto-cross, voire des véhicules civils pour ses petites actions de pénétration territoriales.



L'origine de cet emploi réside bien sûr dans les drones. Dans une avancée, il faut réduire le temps au maximum. Il faut éviter d'être repéré, que les opérateurs de drone soient au courant, qu'un drone de reconnaissance soit en place, que des drones kamikazes n'interviennent.

Cela donne un côté « Mad Max » à l'action, tout comme les cages mises en place au-dessus des véhicules, les filets déployés au niveau des abris. Il s'agit de bloquer les passages des drones.

Cependant, on n'est pas dans « Mad Max », car en général les positions doivent être propres, invisibles. Le camouflage est central. Il faut éviter toute trace d'activité, depuis les traces de pas dans la terre jusqu'aux déchets.

Il faut s'abriter dans les ombres (de manière assise pour réduire sa dimension visible depuis le ciel), éviter les mouvements brusques, profiter des conditions favorables comme la brume et la pluie.

Il faut faire attention à la position du soleil, car les reflets brillants peuvent trahir. La moindre lumière – d'un feu, d'un smartphone, d'un briquet, d'une lampe-torche – est une information donnée de portée dramatique.



Ces derniers aspects peuvent avoir l'air naïfs, mais il ne faut pas oublier que l'un des traits de toute guerre de position, c'est l'ennui. Il ne se passe rien du tout quand on n'est pas en action. S'ennuyer amène à vouloir faire quelque chose et cela peut être prétexte à l'inattention.

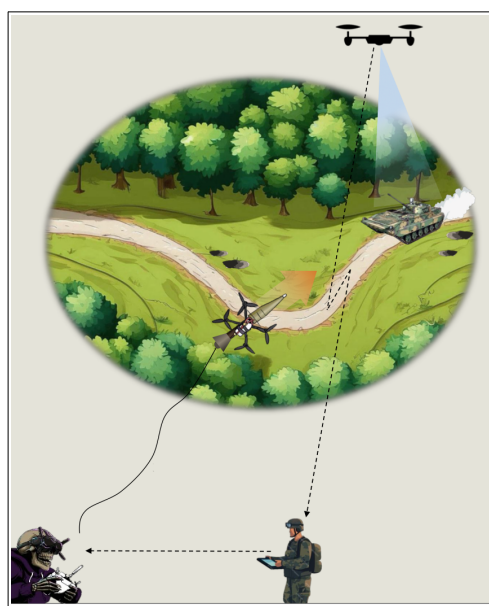
Il faut utiliser des drones FPV pour vérifier que tout est « propre », afin de s'imaginer ce que peut voir un opérateur ennemi utilisant lui-même un tel drone.

Il faut disposer de bombes fumigènes prêtes à l'emploi, pour nuire à la visibilité en cas d'attaque de drones kamikazes.

Enfin, il y a la question des brouilleurs. Tant les armées russe qu'ukrainienne ont bien entendu développé des machines en ce sens, les Russes ayant un fort avantage en ce domaine, concernant d'ailleurs le brouillage des missiles.

Naturellement, surveiller que ces brouilleurs disposent de batteries suffisantes doit être une obsession pour qui dépend de tels appareils. Il y a également des intercepteurs d'images vidéos, qui permettent de voir exactement ce que voit l'opérateur du drone FPV ennemi.

L'armée russe a, dans ce cadre, été la première à utiliser des drones FPV où la liaison avec l'opérateur est maintenue par un long fibre optique, de plusieurs kilomètres parfois. L'intérêt est double : d'abord le brouillage n'est pas possible, ensuite l'image est beaucoup plus nette.





Le conflit armé en Ukraine est prétexte à une énorme recherche dans le sens du brouillage et du contre-brouillage, avec la mise en place de petits « dômes » protecteurs brouillant tout ce qu'il y a autour.

Il va de soi que du côté révolutionnaire, un tel matériel ne sera pas disponible. Pour résumer, ce qui est clair, c'est que la généralisation des drones FPV modifie tout sur le terrain d'un affrontement militaire.

Pour observer et frapper, ces drones FPV sont terriblement efficaces, et pour éviter une telle menace, il y a bien peu de moyens, à moins d'être dans une « base » souterraine avec des brouilleurs, des filets et des cages aux entrées.

Il existe également des « canons » anti drones, mais on est encore dans une phase de développement plus qu'autre chose. Il en va au fond de même pour les brouilleurs de réseaux, de fréquences radios, de GPS, etc.



Ce qu'il arrivera de toutes façons, c'est un processus ininterrompu de brouillage et de contre-brouillage, faisant que les drones FPV resteront incontournables sur un terrain d'action militaire. C'est donc un thème absolument incontournable.



Encore est-il que, comme il a été dit, il y a avantage à la défense, puisque dès qu'il y a mouvement, les drones FPV peuvent opérer. Il suffit de ne pas bouger. Sauf que de par leur portée de quelques kilomètres, pouvoir les employer signifie se retrouver sur la ligne de front !

Les drones FPV vont donc voir leur portée améliorée, et surtout l'intelligence artificielle va devenir toujours plus présente, pour permettre une action autonome, échappant par là même au brouillage.

Des caméras toujours plus performantes vont forcément être développées également, notamment pour la vision nocturne, qui est du type thermique.



Il va de soi qu'il faut un incroyable courage à l'infanterie pour avancer, car une fois qu'on est repéré, un drone FPV est pratiquement impossible à stopper, et certainement pas en tirant dessus à moins d'être un tireur plus qu'expérimenté au fusil à pompe.

Si on est à terrain découvert, le drone FPV parvient forcément à ses fins en se précipitant par un mouvement horizontal ; il faut ainsi procéder à une dispersion immédiate dès le drone FPV repéré, et plus tôt il est repéré, plus il y a de chances de s'en sortir.

Ici, un soldat qui repère un drone utilisera la formulation suivante : DRONE / direction / angle vertical / distance, soit par exemple « Drone 12 90 100 », soit : un drone à midi 90 % d'angle, à cent mètres.

On peut considérer qu'un drone peut être remarqué lorsqu'il est à 100 – 150 mètres. C'est au bruit surtout que sa présence est indiquée, mais inversement, certains drones sont équipés de micros très puissants et si on entend un drone, surtout la nuit, on peut tout à fait être remarqué par l'opérateur d'un drone FPV si on fait trop de bruit.

Ce sont des conditions intenable. Cela apporte des exigences qui révolutionnent littéralement les règles de l'engagement sur le terrain.

En ce sens, le conflit armée en Ukraine indique bien que la prochaine guerre profitera incroyablement du 24 heures sur 24 du capitalisme, avec une utilisation d'éléments relevant de la société de consommation, faciles à produire et facile à trouver.



Les drones sont l'exemple le plus flagrant, mais tout ce qui va avec (comme les lunettes pour voir depuis la caméra du drone), les chargeurs et les batteries), les ordinateurs... est de même nature, et il y aura forcément beaucoup d'autres choses encore.

On n'en est pas aux petites voitures télécommandées pour aller jouer les kamikazes, mais on y viendra forcément, sans doute par l'intermédiaire de l'intelligence artificielle.

Cela fait que quiconque veut la révolution socialiste doit s'intéresser aux drones FPV, car ce sera forcément un domaine dans l'affrontement entre les forces de la révolution et celles de la contre-révolution. ■